

RASSH

**Revue Africaine des Sciences Sociales et
Humaines**

Volume VIII

Octobre 2022

Kinshasa-RDC

ISSN 2957-8264
Dépôt légal : DC 3.01412-57411

Sommaire

Adélard NKUANZAKA INZANZA, Rodrigue TSAKALA KULENDUKA, Jean-Pascal LONGELE BAMOINA, Serge MBEMBA N'TUMBU, Les vendeurs d'illusions en République Démocratique du Congo. Essai d'analyse sociologique du progrès social.....	9
Victorine Neka Mbangazi, Jeunesse et sexualité à Kinshasa : Quelles réponses face aux angoisses et fausses pistes ?.....	53
MAKANZU PANGIETO, Pour une meilleure gestion de l'information académique : Analyse des forces et faiblesses de la communication institutionnelle à l'ISP / POPOKABAKA.....	83
Ginette BANDIAKWAMA MAKALA, Face à l'insécurité alimentaire en RDC, Quel est le rôle du RAPDA ?	107
Augustine Kilau Nkangula, Forêt de Mayoko-Kwilu : représentations socio-culturelles et état des lieux.....	125
DIOP NDILU MPONGO et G. Kidiba Langa, Essai de restructuration d'un cours de niveau universitaire : une approche systématique du F.O.R.M.E.R. au cours de sociologie rurale.....	141
Jean-Pascal LONGELE BAMOINA, Analyse d'un type de lutte contre la pauvreté par le microcrédit. Cas de l'ONG NDAKO YA BISO.....	169

Editorial

Ce huitième volume de la Revue Africaine des Sciences Sociales et Humaines nous propose sept titres regroupés en quelques domaines des sciences sociales. Il s'agit entre autres du développement, de la santé, de la culture, de l'éducation et de la communication.

La première réflexion traite de la Vente d'illusions en RDC comme frein du progrès économique et social. Face à la crise qui ronge la vie sociale, les auteurs présentent trois domaines très exploités par les vendeurs d'illusions. Il s'agit de la politique, de la religion et de la musique. Ces instances et leurs leaders constituent des véritables vendeurs d'illusions en RDC à leur profit, en exploitant de manière éhontée la misère d'une population fortement clochardisée. Pour sortir de cet obscurantisme, les auteurs en appellent à « la prise de conscience collective fondée sur la "révolution de l'homme" », agissant sur l'entropie humaine des congolais.

Pour sa part, Victorine Neka Mbangazi s'interroge sur les réponses à donner face aux angoisses et fausses pistes de la Jeunesse sur la sexualité à Kinshasa. La ville de Kinshasa, un lieu des controverses où le comportement sexuel des jeunes est particulièrement influencé par des contraintes de plusieurs ordres économique, socioculturel et politique.

Dans cette perspective, il est établi que les difficultés qu'éprouvent les jeunes à assumer la maîtrise de leur sexualité se reposent sur la connaissance de leur corps. Ainsi, au-delà des pratiques sexuelles (jugées rétrogrades) et en lieu des réprimandes, un éclairage sur l'éducation à la vie sexuelle s'avère opportun pour la déconstruction des habitudes et comportements négatifs.

Car, l'appropriation des valeurs enfouis dans les savoirs endogènes milite pour la gestion totale du corps.

En ce qui le concerne, MAKANZU PANGIETO plaide pour une meilleure gestion de l'information académique à l'ISP/POPOKABAKA pour améliorer la gouvernance académique de cette institution. Par contre, cette institution brillerait par une insuffisance communicationnelle. A cet effet, l'auteur insiste sur la création d'un service d'information permettant de fournir des informations utiles à temps et faciliter l'accès des documents à tous les agents de cet ISP.

BANDIAKWAMA MAKALA Ginette s'interroge sur le rôle du RAPDA face à l'insécurité alimentaire en RDC. La précitée dénote que dans le monde entier aujourd'hui, on évalue à plus d'un milliard le nombre de personnes affamées et celui-ci ne fait qu'augmenter au jour le jour. C'est pourquoi, il faut agir dès maintenant. En 1996, au Sommet Mondial sur l'Alimentation, la RDC, comme tous les autres pays membres des Nations Unies, a réaffirmé sa volonté de protéger et respecter les droits humains, particulièrement le droit à l'alimentation.

L'objectif de cette publication est de sensibiliser justement d'une part les responsables des gouvernements qui la liraient sur les obligations qu'ils ont de changer les politiques actuelles qui provoquent la faim et d'autre part les bénéficiaires de cette alimentation de revendiquer leurs droits, renforçant ainsi l'action des structures qui promeuvent l'autosuffisance alimentaire, comme la RAPDA.

Pour sa part, Kilau Nkangula, s'intéresse aux représentations socio-culturelles et à l'état des lieux de la Forêt de Mayoko-Kwilu. Les études sur les

représentations de la forêt la présentent comme une structure des conditions de vie, un espace symbolique, d'actions et d'interactions et désormais un bien commun de l'humanité.

L'intérêt que la population accorde à la forêt dépend de la valeur principale qu'elle lui donne, qu'elle soit financière, sociale, culturelle ou écologique. La forêt de Mayoko-Kwilu ne fait pas exception.

Avant de boucler cette page, le duo Ndilu et Kidiba proposent la restructuration des cours du niveau universitaire selon l'approche systématique du F.O.R.M.E.R. au cours de sociologie rurale. Pour eux, l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo à l'heure qu'il est, comporte de graves lacunes pédagogiques : les normes pédagogiques fondamentales les plus élémentaires sont bafouées dans la plupart de cas, notamment la mauvaise organisation de la matière à dispenser, l'absence ou la mauvaise présentation des objectifs, le manque ou la mauvaise formule de présentation de la matière, etc. D'où selon eux, cette réflexion contribue à l'effort national, en vue d'améliorer qualitativement l'Enseignement Supérieur et Universitaire en R.D.C.

Sur un autre registre, Longelo analyse l'expérience de l'ONG NDAKO YA BISO, comme modèle de lutte contre la pauvreté par le microcrédit. Ainsi, estime-t-il, l'évolution de la situation socio-économique en milieu urbain congolais en général et kinois en particulier, a poussé certaines familles à se lancer, avec le soutien de certaines ONG, dans une activité génératrice de revenus pour lutter contre la pauvreté. C'est le cas de N.Y.B.

NKUENZAKA INZANZA Adélar

Professeur Ordinaire

**LES VENDEURS D'ILLUSIONS EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO¹. ESSAI
D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE DU PROGRES
SOCIAL**

Par

**Adélard NKUANZAKA INZANZA²,
Rodrigue TSAKALA KULENDUKA, Jean-Pascal
LONGELE BAMOINA et Serge MBEMBA
N'TUMBU³**

Résumé

Cet article traite la question relative aux vendeurs d'illusions en République Démocratique du Congo dans quelques domaines de la vie sociale, notamment la politique, la religion, la musique, la vente des boissons alcoolisées et autres stupéfiants. Face à la crise qui la ronge, la population congolaise se voue à tous les saints pour trouver des solutions réelles à ses angoisses existentielles. Parmi ces multiples "saints", nous nous sommes intéressés aux hommes et partis politiques, aux mouvements messianiques, syncrétiques et millénaristes (dits églises de réveil et leurs animateurs), aux groupes musicaux avec

¹ Ce texte a déjà été publié dans les Cahiers Congolais de Sociologie (N°44, Juillet 2022) de l'Université de Kinshasa, mais revu et augmenté.

² Professeur Ordinaire à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kinshasa.

³ Assistants à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kinshasa.

leurs leaders et aux tenanciers des débits de boissons. Ces groupes et leurs leaders constituent des véritables vendeurs d'illusions en RDC à leur profit, en exploitant de manière éhontée la misère d'une population fortement clochardisée. Nous avons démontré les différentes stratégies utilisées par ces prédateurs et opportunistes pour atteindre leurs objectifs latents, qui ne sont autres que l'enrichissement illicite, à travers la ruse et la manipulation des masses populaires.

La prise de conscience collective fondée sur la "révolution de l'homme", agissant sur l'entropie humaine des congolais est la voie appropriée pour mettre fin à cette impasse que connaît la population congolaise. L'objectif ultime de cet article est d'aider celle-ci à sortir de l'obscurantisme dans lequel elle est maintenue à son insu par les vendeurs d'illusions, ses propres patriotes et leaders politiques que nous qualifions des marchands des dupes.

Mots-clés : Vendeurs – Illusions – Progrès social

Abstract

This article deals with the issue of illusion sellers in the Democratic Republic of Congo in some areas of social life, including politics, religion, music, the sale of alcoholic beverages and other narcotics. Faced with the crisis that is eating away at it, the Congolese population is devoting itself to all the saints to find real solutions to its existential anxieties. Among these multiple "saints", we were interested in political men and parties, in messianic, syncretic and millenarian movements

(known as revivalist churches and their leaders), in musical groups with their leaders and the owners of pubs. These groups and their leaders are real sellers of illusions in the DRC for their benefit, by shamelessly exploiting the misery of a highly homeless population. We have demonstrated the different strategies used by these predators and opportunists to achieve their latent objectives, which are none other than illicit enrichment, through trickery and manipulation of the popular masses.

The collective awareness based on the "revolution of man", acting on the human entropy of the Congolese is the appropriate way to put an end to this impasse that the Congolese population is experiencing. The ultimate objective of this article is to help it emerge from the obscurantism in which it is maintained without its knowledge by the sellers of illusions, its own patriots and political leaders whom we qualify as dupe dealers.

Keywords : Vendors – Illusions – Social progress

Introduction

En République Démocratique du Congo, les vendeurs d'illusions sont multiples et variés dans les coins et recoins de Kinshasa. Nous les comptons dans plusieurs domaines de la vie sociale, ralentissant ainsi le progrès social, ou le stoppant carrément. Comme le note Grawitz, M., (2004 : 215) vendeurs d'illusions véhiculent des messages dont le centre de gravité est la recherche du gain facile pour eux-mêmes par la manipulation des

consciences perdues, aux prises avec les difficultés de la vie quotidienne. Les masses populaires et les couches les plus pauvres et moins instruites, sont les plus exposées à ces illusions dont personne ne les protège.

Parmi ces vendeurs d'illusions, nous nous sommes intéressés, dans la présente étude, aux hommes politiques, aux « hommes de Dieu » (?), notamment ceux des églises dites de réveil, ainsi qu'aux musiciens des domaines autant religieux que profanes et aux tenanciers des débits de boissons et autres stimulants.

Mais avant de passer en revue les manifestations de la vente d'illusions telle qu'opérée par les acteurs ci-haut identifiés, nous allons commencer notre réflexion par rendre intelligible la notion d'illusion, qui constitue le concept central de notre préoccupation. Chemin faisant, nous examinerons tour à tour les illusions et leurs vendeurs dans les domaines politique, religieux, musical et de consommation alcoolique. Nous allons essayer de démontrer dans quelle mesure ces domaines et leurs acteurs constituent des véritables freins au progrès social et au renforcement du sous-développement et de la dépendance alcoolique de population jeune et active en RDC, contrairement à ce qui devrait être le cas comme dans certains autres pays du monde.

Des illusions

En psychologie, les illusions sont considérées comme le sens général de non-conformité entre la perception, la croyance ou le jugement et la réalité à laquelle ils s'appliquent.

En effet, il est difficile aujourd'hui de parler de la religion comme illusion sans se référer à Sigmund Freud,

dans *L'Avenir d'une illusion*, où il définissait lui-même, à propos de la religion, l'illusion comme le produit des désirs. Sans être en contradiction avec l'usage courant du mot « illusion », il en précisait ainsi le sens et l'encadrait dans des limites très étroites : Une illusion n'est pas la même chose qu'une erreur, une illusion n'est pas non plus nécessairement une erreur. L'idée délirante est essentiellement nous soulignons ce caractère en contradiction avec la réalité ; l'illusion n'est pas nécessairement fausse, c'est-à-dire irréalisable ou en contradiction avec la réalité. Une jeune fille de condition modeste peut, par exemple, se créer l'illusion qu'un prince va venir la chercher pour l'épouser. Or, ceci est possible ; quelques cas de ce genre se sont réellement présentés⁴. Dans ce cas, l'illusion aura rencontré le niveau d'aspiration de la personne.

Alors que le critère du délirant est le rapport au vrai, le critère de l'illusoire est le rapport au désir : ce qui qualifie l'illusion comme telle, ce n'est pas la fausseté, c'est son origine psychique. L'analyse de Freud est dans la ligne de tout le travail psychanalytique, qui est de nature généalogique : elle vise à faire apparaître une économie des désirs appuyée sur l'énergie des pulsions⁵.

Disons à ce propos avec S. Shomba, K. (2019 : 41) que, si l'illusion est liée au désir, cela implique que son repérage et son étude seront affaire d'explication causale et génétique, et non pas de vérification quant à l'objet. Il

⁴ S. Freud, cité par J.-L. BLAQUART, *La religion comme illusion. Quand se joue l'accès au vrai*. En ligne : <https://books.openedition.org/ugaeditions/618>, consulté le 30 janvier 2022.

⁵ J.-L. Blaquart, *Op. cit.*

s'agit de chercher quels sont les désirs et comment ils opèrent, non pas de savoir si le jugement qu'ils font porter est conforme ou non à une réalité objective.

Ainsi, nous appelons « illusion » une croyance quand, dans la motivation de celle-ci, la réalisation d'un désir est prévalente, et nous ne tenons pas compte, ce faisant, des rapports de cette croyance à la réalité, tout comme l'illusion elle-même renonce à être confirmée par le réel. En d'autres termes, les illusions font référence aux réels ou aux désirs irréalisables ou encore, aux promesses non tenues, qui caractérisent certains leaders tant politiques, religieux que civils.

Des illusions en politique

La situation sociopolitique de la République Démocratique du Congo inquiète les analystes scientifiques et les hommes de bonne volonté de tout bord. Le modèle de gestion basé sur la construction et déconstruction de l'État congolais par les acteurs locaux nous laisse perplexes quant à l'avenir du pays. Malgré ses nombreuses ressources du sol et du sous-sol, celles-ci ne profitent qu'à une minorité ayant formé une classe oligarchique des gouvernants qui la dirige d'une part, et qui la gère par des promesses et des discours non tenus d'autre part. Et cette situation demeure depuis plusieurs décennies.

Analysant profondément la situation de la RDC, dans un ouvrage collectif intitulé « *Quelques singularités congolaises : enjeux, compromis et reconfiguration sociale* », Sylvain Shomba K. note que depuis son accession à l'indépendance, ce pays traverse une crise profonde et multiforme affectant tous les secteurs

d'activités et étouffant l'épanouissement de l'homme congolais et d'édification de l'État, parce que devenu réellement un Léviathan fatigué et impuissant au service surtout des dirigeants ou des gens d'en haut qui, dans l'inconscience totale, observent la misère de la population sans y trouver des solutions adéquates. De son côté, la population marginalisée et paupérisée affiche une attitude qui frise la contemplation et la résignation.

Conscients de cette situation et voulant attirer l'attention des uns et des autres, nous soulignons que voulant masquer la misère du peuple, ces dirigeants congolais ont adopté un système d'endormissement de la population, fondé sur les discours d'illusions politiques. C'est dire que les politiques se sont appropriés l'État et la chose publique au détriment de la population. Et la population de son côté, dans une attitude et comportement attentiste, fait confiance à ses dirigeants, dans l'espoir de voir sa misère transformée en bonheur ou les illusions deviendraient des actions réelles.

Considérés comme le noyau de toutes les activités des sociétés humaines, la classe politique congolaise et spécialement les partis politiques, véhiculent des idées souvent irréfléchies, que nous qualifions d'illusions. Ces illusions renferment une certaine latence que les populations congolaises ignorent ou, si elles les savent, n'osent pas contester en vue de changer la vision et la pratique sociale. Ce phénomène social ne date pas d'aujourd'hui.

La classe politique congolaise est la source des illusions, qu'elle transmet, de manière directe et indirecte, aux deux autres secteurs clés du quotidien congolais, à savoir : le domaine musical et le domaine religieux. C'est

ce qui fait dire à certains congolais que « la classe politique congolaise est dominée et façonnée par des aventuriers », qui prônent des idéologies fausses et contraires à la réalité sociale. C'est cette pensée qu'E. Bongeli, Y. (2008 : 33) exprime en ces termes : « ... on en est même arrivé à dire ce qui n'est pas faux que les aventuriers réussissent mieux en politique que les hommes réfléchis. C'est donc le domaine où trônent les plus grosses extravagances, où des croyances manifestement absurdes enchaînent magiquement même des esprits lucides, où des mensonges grossiers peuvent (emporter) des populations entières vers des comportements destructeurs de leurs propres espaces ».

Notons que la classe politique ou le champ politique et le champ intellectuel ne s'accordent pas au Congo RD sur plusieurs points d'intérêts collectifs. Dans le cadre de l'économie nationale par exemple, les illusions politiques s'expliquent par le fait que, si les intellectuels, certains bien sûr, considèrent l'économie du pays comme un bien public et/ou un enjeu d'intérêt collectif, les politiciens congolais la considèrent, par contre, comme un enjeu d'intérêt individuel ou d'un système politique des privilégiés appartenant à un même parti ou famille politique, pour maintenir leur pouvoir ou leur hégémonie. Dans cette situation, ce groupe d'individus élabore des stratégies idéologiques, telles que : les discours politiques du genre : « une économie nationale pour tous », « les richesses du pays devraient servir pour les intérêts du peuple », « stratégie macroéconomique pour booster le pays vers le développement », « nous sommes au service du peuple », « nous travaillons pour l'intérêt du peuple congolais »,

« le peuple d'abord », etc. Or, tous ces discours et/ou programmes politiques constituent des illusions, loin d'être matérialisés. Mais, le peuple, lui, adhère et continue à faire confiance aux politiciens qui, selon certaines catégories d'individus, conduiraient le pays vers le développement.

Pour E. Bongeli Y. (2008 : 33), ... la nature ayant horreur du vide, des charlatans s'y sont confortablement installés et, en analystes politiques improvisés et autoproclamés, ils parlent avec suffisance des choses qu'ils ne comprennent pas eux-mêmes, semant la confusion dans une matière pourtant essentielle pour la survie de la nation. Nous estimons que cet auteur a soulevé des faits réels qui caractérisent la classe politique congolaise. Des programmes et des projets de développement économique et social (Modernité ; Reconstruction nationale ; Projet 100 jours ; RAM, etc.), qui ne sont pas du tout mauvais en soi, constituent des illusions irréfutables des régimes politiques en RDC, que défend la majorité de partis politiques auprès du peuple. Ces programmes sont demeurés au niveau des slogans politiques.

Des illusions véhiculées par les partis politiques

Nous savons que les partis politiques sont attachés à la démocratie libérale, de laquelle nous nous inspirons. D'après les spécialistes de cette question, l'origine des partis politiques est située à la naissance du Parlement, au sein duquel se discutaient les grands sujets de la vie, telle la gestion des choses publiques (économie, emploi, santé, éducation, etc.). Depuis la naissance du socialisme, nous

avons toujours connu de partis uniques, se réclamant de la démocratie eux aussi.

Par ailleurs, au sens de la démocratie libérale pluraliste, un parti politique constitue une organisation qui regroupe des personnes librement unies par une idéologie commune et qui décident de participer à la scène politique d'une nation donnée, dans le respect des règles démocratiques, pour conquérir le pouvoir et l'exercer. C'est-à-dire que tout parti politique vise à prendre le pouvoir par la voie des urnes. De ce fait, il sélectionne des individus (candidats) pour participer aux élections et se faire élire, dès la présidence jusqu'au niveau de deux chambres du parlement. Avant d'être élus par le peuple, ces candidats défendent leurs projets de société, qu'ils seraient sensés d'accomplir une fois élus. Pour cela, ces derniers doivent, comme critères d'éligibilité, avoir le *prima* de l'intérêt général. Autrement dit, leurs discours politiques et leurs actions sociales devraient concorder.

Par contre, ceci n'a souvent pas été le cas pour les politiques congolais issus des partis politiques et des coalitions politiques. Au contraire, leurs discours ont toujours été des discours lénifiants et remplis d'illusions pour le peuple, que ceux-ci prétendent servir. La latence de leur langage politique est de créer la diversion populaire pour sauvegarder les intérêts individuels des politiques. C'est un véritable système capitaliste à la congolaise, « *politique des illusions* », qui s'est installé et s'enracine de plus en plus. C'est la soif d'amasser des sommes colossales d'argent du trésor public pour protéger le pouvoir politique individuel personnalisé.

A ce sujet, Max Weber, dans *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, écrit ceci : La « soif d'acquérir », la « recherche du profit », de l'argent, de la plus grande quantité d'argent possible, n'ont en eux-mêmes rien à voir avec le capitalisme. Garçons de cafés, médecins, cochers, artistes, cocottes, fonctionnaires vénaux, soldats, voleurs, croisés, piliers de tripots, mendiants, tous peuvent être possédés de cette même soif, comme ont pu l'être ou l'ont été des gens de conditions variées à toutes les époques et en tous lieux, partout où existent ou ont existé d'une façon quelconque les conditions objectives de cet état de choses⁶. Il poursuit : Dans les manuels d'histoire de la civilisation à l'usage des classes enfantines, on devrait enseigner à renoncer à cette image naïve. L'avidité d'un gain sans limite n'implique en rien le capitalisme, bien moins encore son « esprit ». Le capitalisme s'identifierait plutôt avec *la domination*, à tout le moins avec la modération rationnelle de cette impulsion irrationnelle. Mais, il est vrai que le capitalisme est identique à la recherche du profit, d'un profit toujours renouvelé, dans une entreprise continue, rationnelle et capitaliste - il est recherche de la rentabilité. Il y est obligé. Là où toute l'économie est soumise à l'ordre capitaliste, une entreprise capitaliste individuelle qui ne serait pas animée (orientée) par la recherche de la rentabilité serait condamnée à disparaître⁷.

⁶ M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, en ligne : "Les classiques des sciences sociales" : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, consulté le 12/01/2022.

⁷ M. Weber, *Op. cit.*

Comme l'indique Weber, dans une société où l'économie est soumise à l'ordre capitaliste, la recherche de rentabilité collective et individuelle serait condamnée à disparaître. En d'autres termes, le système capitaliste ne sert que les intérêts des dominants, entretenus par les groupes d'individus se trouvant dans des sous-systèmes, tels que les partis politiques. C'est ce qui se passe exactement, à quelques exceptions près, dans la classe politique congolaise. Ici, les intellectuels, membres du système politique ou non, sont mal-vus aux yeux de la population qui estime qu'ils seraient complices des angoisses causées par la pauvreté qui ronge le peuple, du fait que ces derniers participeraient à la gestion chaotique, d'une manière ou d'une autre, du pays.

Au sein des partis politiques congolais, la démocratie a changé son contenu et sa signification originale. En lieu et place d'être « un pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple », telle que le Président américain Lincoln l'avait voulu, la démocratie est devenue une fascination populaire par une minorité détenant le pouvoir et l'argent au détriment du peuple qui lui confie le mandat de représentation. Elle est aussi devenue un moyen de vente des illusions ou des promesses et projets de société irréalisables, des projets mensongers. Certes, un véritable instrument de manipulation et d'assujettissement du souverain primaire. De ce fait, comme dit un adage populaire « le ventre affamé n'a point d'oreille » ; littéralement, disons que « devant quelqu'un qui a le pouvoir économique, que l'on a pas, on fléchit ». Autrement dit, le peuple congolais ignore la valeur ou le pouvoir qu'il détient ; face aux promesses

fallacieuses, il cède à la manipulation langagière du politicien.

En effet, ce phénomène s'observe plus au moment des échéances électorales, au cours desquelles, les candidats des partis politiques vendent leurs illusions d'améliorer les conditions sociales du peuple. Leurs discours se tiennent toujours « au nom du peuple » pour l'endormir, le manipuler. Le pouvoir concédé par le peuple à des délégués à travers les urnes est géré sans transparence ni redevabilité. Ces élus, dont certains coprésidentés tout simplement du fait qu'ils ne soient pas élus pendant les élections, se disent rien à rendre au peuple, car le marché a déjà été conclu. Pour eux (les élus), l'argent, les habits, les polos et autres biens offerts aux électeurs constitueraient le prix du pouvoir reçu ou encore le mandat.

Disons aussi qu'en politique congolaise, comme ailleurs, il existe de la tromperie des citoyens du fait de la distorsion entre les paroles d'engagement et les actes réalisés, mais, diront certains, une tromperie nécessaire, car elle n'est pas destinée à protéger des personnes dans leurs agissements délictueux, mais à servir le bien commun. C'est ce que nous pouvons comprendre également dans la stratégie de la raison suprême qui se produit chaque fois que l'homme politique a recours à ce que l'on a coutume d'appeler la raison d'État. Et P. Charaudeau (2014 : 1) note à ce sujet que le mensonge public est alors justifié parce qu'il s'agit de sauver, à l'encontre de l'opinion, ce qui est bon pour la nation. Platon défendait déjà cette raison « *pour le bien de la République* », et certains hommes politiques ont eu

recours à celle-ci, serait-ce de façon implicite, en des moments de forte crise sociale.

Selon cet auteur, la tromperie à des fins de pouvoir personnel ne se justifie pas, car elle met en pièces ce qui fonde la démocratie. J. Cahuzac a menti, non seulement au Premier ministre et au chef de l'État (en faisant l'hypothèse que ceux-ci ignoraient les faits), mais, par le biais de la représentation nationale, à tous les citoyens.

Nous estimons que les autres cas peuvent se discuter, et bien des penseurs du politique l'ont fait. Car on se trouve ici à la frontière de ce que sont les deux forces qui animent la vie politique : l'idéalité des fins et la mise en œuvre des moyens pour les atteindre. Perversité du discours politique qui doit entretenir en permanence la coexistence d'une désirabilité sociale et collective sans laquelle il ne peut y avoir de quête d'un bien souverain, et d'un pragmatisme nécessaire à la gestion du pouvoir sans lequel il ne peut y avoir d'avancée vers cette idéalité. Contradiction, et non des moindres, du politique, entre le devoir de vérité et les possibilités de l'action. Perversité ou mentir vrai, comme l'a dit Louis Aragon, à propos du genre romanesque ? Car, entrent ici en collusion une vérité des apparences mise en scène par le discours et une vérité des actions mise en œuvre par des décisions. Dans le discours politique, les deux s'entremêlent en un vrai-semblant sans lequel il n'y aurait pas d'action possible dans l'espace public. C'est peut-être là l'un des fondements de la parole politique (P. Charaudeau (2014 : 1).

Pour terminer ce point, nous pensons que la démocratie est, mieux qu'une école, une vie constante de civisme. Elle est l'expression d'une liberté individuelle

guidée par la raison, le bon sens et la moralité. Toutes les institutions qu'un gouvernement démocratique met en place doivent refléter un caractère rationnel et raisonnable. Et la tâche du citoyen, principalement les gouvernants et les intellectuels qui doivent leur servir des conseillers directs ou discrets, consiste à travailler à la création, à la mise en place et au respect de telles institutions respectueuses du droit et du devoir de chacun, du sens de la justice, de l'ordre et de la vie rationnelle (Ngoma Binda, 2006 : 416).

C'est pourquoi, pour lui, le tout premier devoir civique de tout citoyen est celui de combattre de toutes ses énergies, avec tous les moyens rationnels et raisonnables dont chacun dispose, pour l'avènement et la vie, dans son pays, d'une société véritablement démocratique. Ce qui, en RDC, pose encore problème à ce jour.

Des illusions liées au mensonge politique

Au sujet des mensonges politiques auxquels nous assistons en RDC, la question que pose Jonathan Swift nous intéresse. Faut-il tromper le peuple pour son bien ? Cet auteur indique que l'art du mensonge politique est en effet "l'art de faire croire au peuple des faussetés salutaires, pour quelque bonne fin". Art délicat, poursuit-il, il obéit aux règles d'un savant calcul, dont le texte énonce les principes : soustraire les mensonges à toute vérification possible ; ne jamais outrepasser les bornes du vraisemblable ; faire varier les illusions à l'infini ; rationaliser la production des contrefaçons politiques en instituant des "sociétés de menteurs". Ce sont là quelques-unes des lois de ce mentir-vrai indispensable à

l'éducation d'un Prince. Ce court traité, qui redouble de façon ironique la leçon de Machiavel, a gardé toute sa pertinence : le mensonge d'aujourd'hui ressemble étrangement à celui d'hier. L'art du mensonge politique apporte ainsi sa modeste, mais fondamentale contribution, au débat politique contemporain, et à la campagne présidentielle en cours. Toute analogie avec des hommes ou des partis politiques ayant existé, existant, ou à venir ne saurait en aucun cas être le fruit du hasard⁸.

Nous pensons que cette situation corrobore le mode de gestion politique de la RDC. Cela s'explique par le fait que certains politiciens congolais ont développé un art de faire croire au peuple des fausses convictions politiques en sa faveur. C'est un mode de gestion de l'État à la Machiavélique, laissant ainsi les populations dans une pauvreté multiforme.

Avant de dénoncer l'hypocrisie de toute une époque, il convient d'abord de remarquer que, dans une littérature où les distinctions scolastiques de la théologie morale et de la casuistique ont une place trop souvent minorée, tromper est une chose et mentir en est une autre : le mensonge est duplicité du cœur, il implique une pure et simple contradiction entre le discours et la pensée, et à ce titre, il est toujours un péché, et ceci même lorsque l'on ment pour le bien public (l'autorité invariablement avancée est ici celle de saint Augustin⁹), alors qu'il y a

⁸ Lire J. Swift, *Faut-il tromper le peuple pour son bien ?* En ligne : www.google.com/mensonge-politique/, consulté le 03/02/2022.

⁹ Lire « *De mendacio ; Le mensonge* », trad. J.-Y. Boriaud, in Augustin d'Hippone, *Œuvres*, Gallimard (Pleiade), 1999 et « *Contra mendacium ; Contre le mensonge*, *Œuvres de saint Augustin* »,

des moyens de tromper, négativement (en laissant autrui se tromper), voire positivement, en restant en accord avec sa pensée, et donc sans mentir.

Jean-Pierre Cavaillé (2000 : 3) souligne que dès lors, si la tromperie et l'astuce sont employées à bien faire, à faire le bien public par exemple, ils sont innocents, voire bons. D'ailleurs, si le mensonge se définit par l'intention de dire le faux, il n'est pas sûr que l'intention de tromper entre dans l'essence du mensonge ; du moins le Docteur angélique le nie-t-il (Thomas d'Aquin, 1984 : 110). Ainsi, nous pouvons aussi rapporter que la figure de Machiavel comme professeur de mensonge politique joue-t-elle le rôle de repoussoir dans la plupart des textes, où la maxime de Louis XI et d'autres similaires, qui chantent les vertus politiques du secret, de la dissimulation, de la simulation (Jean-Pierre Cavaillé, 2003 : 4).

Faisons également remarquer ce comportement est aussi observable même chez certains politiques qui cherchent à défendre l'existence d'un mensonge licite en politique congolaise, lesquels, par stratégie d'intérêts ou par conviction politique (il est souvent très difficile de savoir), chargent les décideurs/gouvernants pour s'accrocher aux discours d'illusions. C'est ce qui pousse certains gouvernés de dire que la plupart des politiciens congolais seraient « flatteurs du peuple, et qu'une fois au pouvoir, ils oublient les promesses faites à la base ». Que dire des illusions du religieux à Kinshasa ? Pour répondre à cette interrogation, abordons cette question par rapport au discours et actions du religieux.

1^{ère} série : *Opuscules*, t. II : *Problèmes moraux, texte de l'édition bénédictine*, trad. intro et notes de G. Combes, Paris, 1937.

Des illusions du religieux

Le domaine religieux à Kinshasa et en RDC en général, n'est pas exclu des illusions. La religion occupe tous les espaces dans tous les domaines de la vie : politique, économique, juridique, culturel et social. Prenons le domaine juridique : nous observons souvent que lors d'un procès, on demande à l'accusé ou à toute personne qui comparait de « jurer, la main levée, pour dire la vérité, rien que la vérité ». Cet exercice lie la personne à l'abstrait, ce qu'on ne voit, aux esprits, à Dieu, etc. ; donc au religieux. Croire à la surveillance de ce qu'on ne voit pas, n'est qu'illusoire ou illusion.

Dans « *La religion est l'opium du peuple* », l'auteur du « *Capital* », note que la religion est un narcotique administré au peuple par les puissants pour qu'il supporte sa misère. Il renchérit le problème de la religion là où Feuerbach l'avait laissé en dévoilant l'origine humaine de toute religiosité : « l'homme fait la religion, la religion ne fait pas l'homme »¹⁰. Dans la célèbre introduction à la « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » (1843), Marx y résume en quelques formules frappantes les principaux thèmes de Feuerbach : l'homme projette, par son imagination, une version idéalisée de lui-même, et la critique de la religion doit lui permettre de prendre conscience de ce dispositif spéculaire qui lui fait nommer « Dieu », ce qui n'est que son propre « reflet »¹¹. Il faut donc accomplir cette critique et faire redescendre dans l'ici-bas l'essence humaine projetée dans l'au-delà.

¹⁰ https://www.lepoint.fr/religion/karl-marx-la-religion-est-l-opium-du-peuple-16-12-2017-2180496_3958.php, consulté le 30 Janvier 2022.

¹¹ Idem.

En effet, la projection idéaliste de l'homme s'explique par les insatisfactions, les inadaptations au changement. Pour Marx, il faut que l'homme fasse la critique de la religion ou la remise en question pour se libérer des illusions.

En République Démocratique du Congo en général, et à Kinshasa en particulier, les illusions religieuses se font par intoxication des politiques qui, pour des raisons économique-politiques, tissent des rapports de coopération avec le religieux ou les leaders religieux. Comment se passe alors ce phénomène ou ce mécanisme ?

III.1. Rapport politique-religieux dans la vente d'illusions

Nous entendons souvent dire : « Toute autorité vient de Dieu », Alleluia, Amen. C'est-à-dire personne ne peut contredire. Lors des rencontres populaires dans une quelconque Église, après échanges entre politiques et leaders religieux, le meeting débute souvent par une prière où le religieux prononce ce genre de discours. L'objectif ici est de vendre ou de livrer ce public, après avoir conclu le marché entre eux les dominants.

Or, si la religion est « l'opium du peuple », comme l'a écrit Marx, c'est que ce peuple a besoin d'un puissant narcotique pour supporter les souffrances sociales qu'on lui inflige : les classes dominantes y remédient en produisant des idéologies qui tout à la fois expriment (à qui sait décrypter leur langage codé) et masquent la réalité de leur domination brutale et inique sur les classes dominées. Vouloir supprimer la religion sans supprimer d'abord la réalité qu'elle est censée aider à rendre supportable, c'est se vouer à une critique superficielle et inconséquente de la société congolaise actuelle. On

critique l'effet sans critiquer la cause et on laisse l'homme « sans consolation », sans ressource spirituelle face à l'impasse de sa « misère réelle ». Il ne suffit pas d'ôter à la « chaîne » de la servitude politique et religieuse les ornements religieux qui la dissimulent, il faut la « briser » pour de bon ; c'est pourquoi la critique de la « forme sacrée » de l'aliénation humaine doit se prolonger en une critique de ses « formes profanes », auxquelles les illusions se consacrent.

Les illusions et le système capitaliste dans le religieux

Dans cette partie consacrée aux illusions sous-tendant le système capitaliste du religieux, nous allons faire recours aux écrits de G. Mwene Batende, de Sigmund Freud et de K. Marx sur le religieux, dont les idées corroborent notre lecture épistémologique du phénomène religieux par rapport à la réalité sociale congolaise.

Nous prenons un seul cas typique pour illustrer les illusions du phénomène religieux lié au système capitaliste en vogue : la spirithérapie pratiquée par les Églises de guérison miracle à Kinshasa. G. Mwene Batende (2010 : 97) note que l'émergence des Églises de guérison, multiples et complexes, attire l'attention des chercheurs sur le rôle qu'elles jouent dans la société congolaise, en général, et dans la population de la ville de Kinshasa, en particulier. Ces nouvelles formes de religiosité sont supposées être capables d'apporter des solutions à certaines questions qui semblent ne pas trouver des réponses satisfaisantes ailleurs. Entre autres problèmes, elles tentent de contribuer aux angoisses existentielles se rapportant à la maladie et à la guérison.

Voulant répondre à l'irresponsabilité de l'État congolais d'offrir un cadre de soins de santé adapté à la réalité sociale d'une part, et l'incapacité de la médecine occidentale de guérir certaines pathologies et/ou maladies, certains leaders religieux congolais, sur base de stratégies idéologiques, sont devenus des prophètes guérisseurs, se disant être inspirés par les écrits bibliques ou par le Divin. Ces derniers vendent des illusions thérapeutiques pour subvenir à leurs besoins en manipulant les populations sous l'influence de la Bible.

C'est ce que souligne M. Kimpianga en ces termes : « la survivance des concepts de maladie et des relations humaines ainsi que les pratiques thérapeutiques rencontrées chez les guérisseurs et prophètes doivent nous faire réfléchir quand aux projets visant au bien-être de la société, surtout celui des masses populaires, des personnes âgées et des handicapés qui luttent chaque jour dans la nouvelle société en plein changement pour leur survie » (M. Kimpianga cité par Mwene Batende, G., 2010 : 97).

Par ailleurs, le recours aux prières et aux lectures bibliques facilitent la persuasion des personnes supposées être malades. Si K. Marx pense que la religion est l'opium du peuple, cela peut aussi s'expliquer par le fait que la religion, dans sa dimension idéaliste, facilite la persuasion. Plus on parle d'un Être Suprême, d'un esprit surnaturel, plus les gens ont tendance à porter l'attention sur cela, du fait qu'on ne peut pas le prouver. Seule la foi permettrait d'obtenir ce que Dieu aurait dicté à travers le prophète guérisseur. Or, certains religieux nommés "prophètes-guérisseurs", véhiculent des illusions au nom de Dieu ; et ils sont souvent décriés par les victimes à

travers Kinshasa. C'est ce que Freud, rappelé par J.-L. Blaquart, dans *La religion comme illusion. Quand se joue l'accès au vrai*, note : Les doctrines religieuses sont toutes des illusions, on ne peut les prouver, et personne ne peut être contraint à les tenir pour vraies, à y croire. Quelques-unes d'entre elles sont si invraisemblables, tellement en contradiction avec ce que nous avons appris, avec tant de peine, sur la réalité de l'univers, que l'on peut les comparer (en tenant compte, comme il convient, des différences psychologiques) aux idées délirantes. De la valeur réelle de la plupart d'entre elles, il est impossible de juger. On ne peut pas plus les réfuter que les prouver. Nous savons encore trop peu de chose pour pouvoir les aborder de plus près, du point de vue critique. L'énigme de l'univers ne se dévoile que lentement à notre investigation, il est beaucoup de questions auxquelles la science ne peut pas encore aujourd'hui répondre. Cependant, le travail scientifique est le seul chemin qui puisse nous mener à la connaissance de la réalité extérieure¹².

Et plus loin, l'auteur indique que nous croyons qu'il est au pouvoir du travail scientifique de nous apprendre quelque chose sur la réalité de l'univers et que nous augmentions par là notre puissance pour mieux organiser notre vie. Si cette croyance est une illusion, alors nous sommes dans le même cas que vous, mais la science nous a, par de nombreux et importants succès, fourni la preuve qu'elle n'est pas une illusion¹³.

¹² J.-L. Blaquart, *La religion comme illusion. Quand se joue l'accès au vrai*. En ligne : <https://books.openedition.org/ugaeditions/618>, consulté le 30 Janvier 2022.

¹³ Idem.

Nous pensons en toute logique que Freud aurait dû préciser « pas une simple illusion ». Car, si l'on s'en tient à la définition de l'illusion comme satisfaction de désirs, la connaissance rationnelle est elle-même un moyen de réaliser des vœux et donc *stricto sensu* une illusion, comme toute activité culturelle.

Les illusions soutenant le système capitaliste du religieux congolais s'explique par le fait que la spiritualité humaniste qui entend prendre la suite de la religion est, elle aussi, riche de nouvelles représentations aliénantes. Ici, le « religieux moderne » ne vise que son profit égoïste ; les « droits de l'homme » sacralisent le religieux bourgeois et propriétaire en RDC en général, et à Kinshasa en particulier.

Nous illustrons nos propos par la critique de Marx, dans *La Sainte Famille*, où il explique que la « liberté d'entreprendre » n'est que l'autre nom de la liberté d'exploiter la misère du peuple. La religion n'était donc qu'un début, il faut continuer le combat : la critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique¹⁴.

Nous ajoutons que la critique de la politique doit elle-même se transformer en critique de l'économie politique. C'est ainsi que nous prenons pour cible, de ces illusions religieuses, une autre religion de la modernité : le système capitaliste du religieux congolais en vogue à Kinshasa, exploitant toutes les catégories sociales, au vu et au su de l'État congolais. Les prophéties des voyages en Europe, des guérisons miracles, des mariages de

¹⁴ J.-L. Blaquart, *Op. cit.*

grande célébrité, des envoutements familiaux de tout genre, etc. constituent quelques unes des illusions religieuses auxquelles nous assistons dans certains foyers à Kinshasa. Des individus vivent ce qu'on peut qualifier de « *misère religieuse* », dont parle Marx.

Ce qui précède étant compris, K. Marx indique que la misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses sans esprit. Elle est, par conséquent, l'opium du peuple.¹⁵

Le bonheur réel du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il renonce aux illusions concernant son état, c'est exiger qu'il soit renoncé à un état qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'aurole. La critique de la religion désillusionne l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme désillusionné, parvenu à la raison, pour qu'il gravite autour de lui-même et par suite autour de son véritable soleil. La religion n'est que le soleil illusoire qui tourne autour de l'homme, tant qu'il ne tourne pas autour de lui-même.¹⁶

En RDC en général, spécialement à Kinshasa, la religion et la musique constituent deux narcotiques administrés aux congolais par certains individus puissants pour qu'ils supportent leur profit. En d'autres termes, comme la religion, la musique est aussi l'un des acteurs-

¹⁵ K. Marx, cité par J.-L. Blaquart, *Op. cit.*

¹⁶ Idem.

vendeurs des illusions à Kinshasa. Voyons comment cela se fait concrètement.

Des illusions véhiculées par la musique

En République Démocratique du Congo, le monde musical actuel connaît des mutations profondes. Si hier la musique congolaise faisait la fierté dans la réjouissance, dans l'éducation et la socialisation des masses populaires, cela n'est plus le cas aujourd'hui. Ce domaine est devenu un véritable enjeu de dépravation des mœurs congolaises, dans la mesure où il véhicule, à travers les réseaux sociaux et les médias, des illusions auprès de la population.

Nous reconnaissons que la musique congolaise occupe une place importante dans la vie des habitants de la ville de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo. Au regard de ce fait, elle est présente dans l'espace médiatique congolais, et surtout dans le paysage audiovisuel sous plusieurs formes dont les chroniques musicales télévisées et radiodiffusées. Au-delà de la fonction, manifeste, purement ludique et distractive qu'on lui attribue de bon gré comme allant de soi, elle joue un autre rôle, latent cette fois-ci, mais tout aussi opératoire auprès des jeunes congolais et congolaises. Car, elle n'est pas étrangère à la construction de leurs perspectives d'identité socio-professionnelle, ou mieux, à leurs projections de participation à la vie socio-politique et économique du pays.

En effet, le postmodernisme, dès les années 80, a commencé à sonner le glas de grands récits fondateurs et a favorisé un relativisme dans l'appréhension de certaines réalités et des mœurs. Sur le plan socio-économique, les

conséquences des ajustements structurels sur la fonction publique dégraissée et aux moyens limités, ont eu des répercussions sur les figures de modèles de réussite sociale que représentaient les professions d'enseignant, de magistrat, de médecin, d'agent public, etc. (R., Nzeza Bunketi Buse, 2021 : 4).

Ainsi, le prestige leur attaché au regard de la prestance liée à l'aisance matérielle s'est émoussé. D'où, dans la quête de la réussite sociale à laquelle les jeunes aspirent légitimement, d'autres sources d'inspiration, parfois insoupçonnées, jouent leur rôle de diffuseurs d'illusions. La musique avec son contenu et ses personnages mis en scène via les chroniques musicales télévisées, en font partie dans le contexte des jeunes vivant à Kinshasa.

N'oublions pas un fait important ; la musique congolaise a joué un grand rôle dans la morale et dans la politique congolaise, surtout au moment de la Table Ronde de Bruxelles en 1959, avec la chanson de Kabasele Joseph, surnommé Kallé Djef, « *Indépendance tsha tsha* », qui a marqué la politique congolaise de l'époque. Les grands artistes congolais, tels que Wendo Kolosoy, Kabasele Joseph, Docteur Nico, Sam ngwana, Tabu Ley, Lutumba Simaro, Luambo Makiadi, etc. ont participé activement à la socialisation des masses populaires congolaises ; leurs œuvres musicales font encore parler d'eux. C'était une musique de grande moralité et d'éducation civique de la jeunesse congolaise.

Par contre, le constat actuel est que les artistes musiciens « modernes » visent avant tout le profit, l'argent. Pour eux, il faut séduire le public par des danses obscènes et des illusions de tout genre auprès de la

jeunesse, qui constitue leur cible, au moment où la censure est quasi absente. Ainsi, la jeunesse congolaise, qui croit évoluer au rythme de la société occidentale, perd les pédales en s'illustrant beaucoup plus par des actes déplorables que par ceux qui valorisent l'homme.

Le comble de ce phénomène est que des enfants mineurs en quête de divertissement, imitent leurs aînés. Des vidéos en circulation ces derniers temps sur les réseaux sociaux sont des exemples palpables d'illusions musicales à Kinshasa. Dans celles-ci, des couples d'adolescents se tapent un délire d'exhibition des danses obscènes ; des jeunes répétant des cris et chansons musicaux accompagnés des signes mystiques.

Pourtant, par le passé, chacune des danses obéissait à des règles héritées des ancêtres et que tous devaient respecter. Aujourd'hui, filles et garçons inventent des danses obscènes et illusoires. Les cours d'éducation civique et morale enseignés à l'école permettant à l'enfant d'intérioriser certaines valeurs ne sont pas du tout appliqués dans le domaine musical. Le déclin de la traditionnelle éducation collective musicale, le débat sur la correction ou non de l'enfant et l'érosion de l'autorité parentale constituent des faisceaux d'indices expliquant l'absence d'un code moral pour jeunes et adultes d'aujourd'hui à Kinshasa. D'où l'indiscipliné et la violence dans le chef des jeunes occasionnées par les illusions musicales. Cette catégorie de jeunes est la plus exploitée par certains artistes musiciens congolais.

D'après une sagesse africaine, *« on n'abat véritablement un arbre qu'en s'attaquant à ses racines. L'enfant sans discipline en sa jeunesse fera rarement fruit en sa vieillesse »*. La restitution des valeurs

commence donc par la reprise d'une bonne éducation de l'enfant, tout en sachant ceci : « *Éduquer un enfant consiste d'abord à s'éduquer soi-même* », car, tous les excès se paient chèrement. Musiciens, parents, enseignants et autres adultes devront reprendre conscience que les enfants les imitent et s'inspirent de leurs actes pour fonder leurs manières d'être, de sentir et d'agir. L'action des aînés, leurs bons exemples, devront constituer la base d'un apprentissage des comportements sociaux pour la jeunesse. Une chose est d'élever son enfant, une autre est de l'éduquer. Le nourrir, par exemple, est différent de servir de modèle en inculquant des valeurs culturelles qui relèvent de notre substrat.

En effet, certains artistes musiciens congolais sont emportés par le "modernisme urbanistique", où les enjeux musicaux sont plus complexes dont le but est la recherche du profit. C'est un véritable enjeu socio-économique, emportant, souvent les jeunes et certains adultes moins matures, dans le monde des illusions.

A ce propos, les sociologues de la dénonciation, ceux de la sociologie d'inspiration marxiste surtout (I. Lojkine, H. Lefebvre, M. Castells), déclinent, avec des variantes, une lecture plutôt déterministe de la ville et de l'urbain. Pour ce courant, ce qui se passe en ville relève d'une logique socio-économique englobante. Les enjeux urbains reflètent des enjeux plus vastes : recherche du profit, fétichisme du logement-marchandise, production et reproduction de la force de travail, etc. La traduction essentielle dans l'espace urbain en est la ségrégation spatiale qui oppose une agrégation choisie (celle des catégories socialement et politiquement favorisées) à une

ségrégation subie (celle des classes dominées) (J. Etienne et al., 2004 : 444-445).

Et dans une analyse plus récente du marché, P. Bourdieu cité par Jean Etienne (2004) demeure peu éloigné de cette perspective. Pour lui, la démocratisation de l'accès à la propriété ne serait qu'apparente, masquant des inégalités de localisation, de normes de confort, de niveau et de durée d'endettement. Finalement, elle induirait de fortes désillusions pour les acquéreurs.

Notons que ces faits caractérisent, avec une certaine relativité, les artistes musiciens congolais de la ville de Kinshasa. Leur domaine, échappant dans certaines mesures, au contrôle étatique, est un milieu spécifique qui influence fortement les comportements des jeunes kinois. Dans leur modèle artistique et moral, trois variables fondamentales les définissent : l'attrait du grand nombre de jeunes, l'hétérogénéité d'artistes et de leurs œuvres artistiques, véhiculant des illusions et d'un monde abstrait. Ces variables agissent sur leurs attitudes, notamment : la compétition se substitue à la solidarité, le contrôle social et étatique se relâche, l'individualisme et la marginalité se développent de plus en plus.

Musique congolaise et vécu quotidien à Kinshasa

« La musique est un pouvoir et a un pouvoir. Cela, pour le cas de la République Démocratique du Congo, est plus que manifeste », soutient Mordicus Lye M. Yoka¹⁷. La musique populaire congolaise, au-delà de ses fonctions ludiques et sociales, exerce une influence

¹⁷ Lire chroniques musicales télévisées en ligne : www.google.cd/musique-congo-kin/, consulté le 23 janvier 2022.

certaine sur la vie des individus. Les lignes suivantes vont tenter de fournir quelques états empiriques à cette thèse.

Il convient de noter que la musique congolaise a un fort ancrage social dans les habitudes et les façons de faire et de vivre, surtout chez les jeunes et certains adultes. Les musiciens, leaders d'orchestres, sont devenus des quasi-leaders « religieux » auprès de leurs mélomanes. Ces derniers leur accordent un grand respect, dans l'espoir de leur venir en aide, d'une manière ou d'une autre. Il s'agit là surtout des jeunes de la rue ou désœuvrés qu'on appelle *shégués*. Ils assistent activement aux concerts et répétitions, se rendent très nombreux à l'aéroport pour accueillir les leaders de leur groupe favori revenus d'une tournée en Occident et en Afrique (on croirait le retour d'un homme politique) et sont prêts à se lancer dans des invectives lors de discussions pour défendre leur leader. Emportés par des pratiques de leur mémoire collective, certains jeunes, surtout désœuvrés, ont perdu leur vie à cause de leurs leaders, qu'ils considèrent comme « modèles ».

Les patrons des groupes musicaux exercent une véritable fascination sur ces jeunes en mal de référence. Ce pouvoir se manifeste aussi à travers le mode d'habillement et le langage. Le *langila* est une variante argotique de la langue *lingala* qui consiste à ne garder que le préfixe d'un mot et à en inventer la suite. L'artiste musicien King Kester Emeneya, chef du groupe Victoria Eleison, semble être à l'origine de la diffusion de cet argot auprès des jeunes principalement. Le succès du *langila* est tel qu'il y a même un journal télévisé produit à Kinshasa en cette « langue », véhiculant des

illusions auprès des masses populaires en manque de repères.

Cependant, le pouvoir des leaders des orchestres n'est pas absolu. Le pouvoir est aussi exercé par le public ou mieux, les mélomanes. Le cas de ce qui se passe au sein du célèbre orchestre Wenge Musica Maison Mère est un exemple parfait de ce phénomène. Les mélomanes ont voix délibérative sur l'intégration d'une nouvelle unité au sein du groupe. Cette dernière doit performer devant eux avant d'être admis. Le leader du groupe demande alors aux mélomanes de se prononcer.

Deux exemples montrent que le public a aussi une influence sur l'artiste (qui peut être leader d'un groupe musical) et sur l'organisation de son orchestre. Il s'agit notamment de la réintégration de l'artiste musicien Didier Lacoste qui a été prié par Werrason, leader du groupe Wenge Musica Maison Mère, de s'agenouiller devant les mélomanes venus à la *Zamba playa* (lieu habituel de répétition) et de demander pardon pour avoir quitté le groupe. Ce qui avait été considéré comme un acte de trahison. Le deuxième exemple est le sit-in des mélomanes de l'orchestre Wenge Musica Maison Mère devant l'Ambassade de Belgique à Kinshasa, lorsque s'était répandue la nouvelle de l'arrestation du leader du groupe, Werrason dans ce pays. Ces différents faits démontrent suffisamment comment le public et le groupe musical s'influencent mutuellement, et comment ce pouvoir réciproque inculque aux jeunes une idéologie utopique de vie. Pour certains d'entre eux, faire de la musique serait synonyme de résoudre les angoisses existentielles, notamment sur le plan matériel.

Notons que la transformation du statut social des musiciens (de leur mode de vie et de la dépravation des mœurs congolaises) doit être étudiée non comme un fait social indépendant, mais plutôt comme un processus indissociable des symbolismes musicaux pratiqués, qui constituent autant de « langues » communes, auxquelles ils exposent la jeunesse. L'invention de leur mode d'habillement sexué, copié surtout des certains jeunes kinois et kinoises, est ainsi une thématique riche d'explications et qui secoue l'unité et la socialisation au sein des familles congolaises.

A ce propos, les politiques publiques, les discours du religieux et les pratiques musicales en RDC sont remises en cause par les analystes scientifiques avertis. Cela s'explique par le fait que ces domaines véhiculent des illusions inquiétantes, lesquelles plongent les masses populaires dans une attitude de méfiance des acteurs qui gouvernent ces secteurs de la vie nationale. En l'absence d'actions sociales concrètes répondant aux multiples besoins des populations, ces domaines de la vie sociale sont loin de promouvoir un changement social. Car, tout citoyen congolais aspire au développement intégral où chaque individu actif serait capable de répondre, de manière satisfaisante, aux besoins des membres de sa famille, sous l'impulsion de l'homme politique et du religieux. Mais, sur base des illusions généralisées, nous observons que chaque jour qui passe, les trois domaines sus évoqués créent des inégalités sociales et des exclus sociaux.

Dans cette entreprise d'endormissement toujours croissante, la musique joue un rôle moteur comme trait d'union entre le politique et le religieux. En effet, dans

leurs réunions politiques comme dans leurs prêches, les politiciens et les acteurs religieux font toujours appel aux musiciens, dits profanes ou chrétiens, pour agrémenter leurs manifestations.

En effet, dans sa joie illusoire et imaginaire, le congolais moyen danse à l'occasion de presque rien ou de presque tout : il danse pour Dieu ou pour le Pasteur (?), pour le politicien ou pour lui-même. Il se vautre ainsi dans ses illusions et désillusions, dans lesquelles il est maintenu par une musique omniprésente, dans les lieux de prière ou de consommation d'alcool, toujours actifs. La musique du politicien, elle, est occasionnelle, mais pas moins nocive ; alors que celle du religieux et des débits des boissons est presque permanente.

Il est à bien comprendre qu'une musique au service d'illusions politiciennes et divines, ne peut que ruiner les mentalités de ceux qui l'écoutent et réduire leurs capacités de participation au progrès social et au développement humain intégral.

Au sujet du développement humain intégral, A. Nkuanzaka Inzanza (2019 : 457) indique que : « le développement, notamment intégral, est celui qui prévoit des mécanismes de lutte, ou tout au moins de réduction du nombre de laissés-pour-compte, d'exclus et de marginaux. Car, ceux-ci ne se sentent pas membres de la communauté, et ne participent donc pas à son développement et au leur propre. C'est le cas, poursuit l'auteur, des enfants indésirés, dont un très grand nombre déserte le toit parental pour des raisons multiples, notamment économiques et sociales ; ou sont carrément abandonnés par leurs géniteurs pour les mêmes raisons précitées ».

De nos jours, comme l'explique l'auteur, les familles kinois se trouveraient dépouillées de leur pouvoir de socialisation par les jeunes. Ceux-ci sont sollicités par les tenanciers des débits de boissons qu'on peut retrouver dans les milieux populaires de Kinshasa.

Des illusions véhiculées des tenanciers des débits de boissons

Nous tenons à préciser ici qu'il y a deux types de tenanciers de débits de boissons à Kinshasa : il y a d'abord ceux vendant de la bière (des bars plus ou moins bien aménagés) et d'autres qui vendent des boissons fortement alcoolisées, telles que : le whisky dans sa diversité et le vin.

Dans une étude menée par l'OMS (1989 : 5), il est indiqué que l'alcool est une drogue qui engendre une dépendance à la fois physique et psychologique. Les buveurs chroniques acquièrent une tolérance qui les pousse à boire de plus grandes quantités pour obtenir les mêmes effets.

Par conséquent, les effets aigus comprennent l'intoxication qui peut entraîner des accidents, en particulier des accidents de la circulation routière et des traumatismes. Les effets à long terme comprennent des troubles du système cérébral et du système nerveux résultant de carences nutritionnelles. L'alcool apporte des calories sans aucun autre élément essentiel. En période de grande soulographie, ou bien les alcooliques négligent de se nourrir normalement, ou bien ils sont incapables d'absorber assez d'éléments essentiels en raison de problèmes digestifs. La dépendance alcoolique est une cause majeure de dégénérescence graisseuse du foie et de

cirrhose pouvant entraîner la mort et elle joue un rôle dans un certain nombre de cancers, en particulier les cancers du tube digestif. Les symptômes du sevrage, ou *delirium tremens*, comprennent une terreur panique aiguë, des hallucinations, un épuisement et un tremblement intenses allant jusqu'à la crise convulsive et peuvent durer plusieurs jours. Les personnes sous-alimentées sont plus susceptibles d'avoir des problèmes liés à la consommation d'alcool que les autres (OMS, 1989 : 5).

En effet, la consommation des boissons alcoolisées, par les jeunes généralement, est devenue un phénomène récurrent à Kinshasa, ne laissant pas à ces derniers le moment de réflexion sur leur avenir et celui du milieu social. Les tenanciers, de connivence avec les fabricants des boissons alcoolisées, motivent et emballent les jeunes kinois à travers la publicité scandant les slogans tels que : « *Turbo King, une affaire d'hommes* » (*augmente la force musculaire et sexuelle, etc.*), « *Nkoyi, esprit kinois* » ou « *Kinshasa mboka ya Nkoyi* » (*Consommer le Nkoyi, c'est se sentir chez soi et être fort comme le Léopard*), « *Mutzig, le goût de la réussite* » (*en prendre, c'est s'assurer la victoire, la réussite*), etc. Les musiciens, les stars comédiennes et les sportifs de renom, ayant la capacité de persuasion et de conviction de masses populaires, sont utilisés tant par les fabricants que les tenanciers pour attirer plus de consommateurs kinois, dont les jeunes constituent la majorité.

En réalité, la consommation d'alcool fait partie intégrante de l'apprentissage social dans la société congolaise. Monique Bolognini note à ce sujet que la plupart du temps, les jeunes consomment de l'alcool la première fois dans le contexte familial. Par la suite, la

consommation d'alcool est fortement influencée par les modèles et valeurs dominantes véhiculées par les pairs¹⁸.

A Kinshasa, la consommation d'alcool et d'autres substances similaires est devenue un phénomène social préoccupant qui rend les jeunes et les adultes dépendants et affaiblis. De jour comme de nuit, les vendeurs de boissons fortement alcoolisées (whyski et alcool traditionnel) se camouflent dans des hangars où, sur les bancs de fortune, les jeunes s'assoient pour consommer l'alcool et les stupéfiants, tels que le chanvre, le "Supu na tolo", l'Aguéné, le "bombé" (un stupéfiant à forte dose de somnifère et d'ivresse très consommé par les brigands à Kinshasa), etc. Favorisant les crimes, la délinquance voire le proxénétisme dans la ville province de Kinshasa, ce phénomène est devenu une pathologie sociale. Il se manifeste suite à la faiblesse de l'État congolais et à la pauvreté avec ses corolaires. La "perte" de ces jeunes en âge actif constitue un manque à gagner pour la société congolaise qui tâtonne encore pour son développement. Parmi les facteurs de risques, figurent les événements de vie vécus par les sujets et le stress quotidien qui les affectent.

En effet, les illusions des tenanciers et des toxicomanes s'expliquent par le fait que pour certains, la vente des boissons alcoolisées constituerait une réponse à la crise générale qui affecte leurs familles. Et que malgré le semblant d'interdiction de certaines boissons

¹⁸ Monique Bolognini, *La problématique de la consommation de substances à l'adolescence*. En ligne : [Adolescences d'aujourd'hui - La problématique de la consommation de substances à l'adolescence - Presses universitaires de Rennes \(openedition.org\)](https://www.openedition.org/revue/40000), consulté le 26 octobre 2022.

alcooliques par l'État congolais, les fabricants et les revendeurs foulent au pied ces mesures étatiques et continuent à vendre ces produits alcooliques sans être inquiétés parce qu'ils se réservent le monopole de corrompre les agents de l'État commis au contrôle. Or, d'une part, dès lors que la société restera mal gérée et organisée, la pauvreté continuera toujours sous ses formes diverses ; et d'autre part, aussi longtemps que les gouvernants formeront un système de prédateurs des richesses pouvant contribuer au développement du pays, la population demeurera dans une pauvreté sans issue.

Pour d'autres (preneurs ou consommateurs), prendre l'alcool ou la drogue serait synonyme d'oublier les angoisses existentielles. Par ailleurs, comme le dit un adage, « *tout excès nuit* ». C'est une sorte d'alcoolodépendance qui s'est installée chez les populations actives congolaises au vu et au su des autorités politiques, incapables de prévoir des moyens appropriés pour éradiquer ce fléau. Notons aussi que pour accéder à la consommation d'alcool, les jeunes et certains adultes développent plusieurs stratégies : la mendicité généralisée, le vol, l'extorsion, l'escroquerie, le fanatisme, ou l'exercice de n'importe quelle activité et/ou service pour avoir les moyens de s'en procurer.

Nous estimons que tout homme (ou toute femme) congolais, conscient de la crise multidimensionnelle que traverse le pays depuis plus d'un demi-siècle, veut voir les choses sous leur aspect dynamique, dans ce qui est en elles comme évolution ou transformation réelle. Et c'est parce qu'il porte sur le monde congolais un regard mobile qu'il imprime aux choses une impulsion, une action. Cela étant, que proposer pour que la situation change ?

Des issues pratiques face aux illusions sus évoquées

Tout homme politique sait qu'il lui est impossible de dire tout, à tout moment, et de dire les choses exactement comme il les pense ou les réalise ; car, il ne faut pas que ses paroles entravent son action. Il lui faut des stratégies discursives pour ne pas perdre sa crédibilité. L'homme politique ne peut faillir à ce point de vue : en toute circonstance, rester "crédible". L'on pourrait même dire avec quelque cynisme que l'homme politique n'a pas à "dire le vrai", mais à "paraître dire le vrai". Ce qu'ont prôné tant Machiavel, pour qui le prince doit être un « *grand simulateur et dissimulateur* », qu'Alexis de Tocqueville pour qui certaines questions doivent être soustraites à la connaissance du peuple qui « *sent bien plus qu'il raisonne* » (P. Charaudeau, 2014 : 1). Et ces faits sont rapportables tant chez les politiques, chez les leaders des Églises de réveil que chez les musiciens congolais ou les tenanciers de débits de boissons alcoolisées et autres stupéfiants. Ces personnages sont toujours en contact permanent avec les masses populaires congolaises qu'ils exploitent et endorment, en leur vendant des illusions, comme nous l'avons démontré dans ce texte.

Pour faire face à ce genre d'individus qui, au sens concret, sont loin d'apporter le progrès social, nous pensons qu'une prise de conscience collective s'avère nécessaire, via une "révolution de l'homme" dont l'essentiel doit être basé sur l'entropie humaine, caractéristique de beaucoup de congolais dans leurs attitudes et comportements. Une telle révolution, qui est différente d'une révolution politique, prend appui sur les masses populaires généralement trompées et manipulées

par les vendeurs d'illusions dont les actes ont été mis à nu dans nos propos. La "révolution de l'homme" ne vise pas un renversement politique ou une prise de pouvoir par la force, car ceci peut conduire au renforcement des illusions et donc à la stagnation. Elle a pour objectif majeur d'amener les "acheteurs" d'illusions à démasquer eux-mêmes leurs fossoyeurs et à les mettre hors d'état de nuire. C'est donc une révolution tranquille et lente basée sur des campagnes d'"information vraie" auprès des masses populaires en vue de les sortir de l'obscurantisme. Une telle révolution est la condition primordiale d'avènement d'une révolution politique saine, privilégiant l'intérêt général et la paix sociale, non pervertis par des slogans. Car, comme disait Gabriel Gosselin (1979), un progrès social perverti par le nationalisme, un progrès capté par l'État et le productivisme, conduit à une société stationnaire et noie l'égalité dans la consommation généralisée. Il faut donc remonter à l'idée originale du progrès, telle que l'avait conçue son génial inventeur Jean-Jacques Rousseau : « un épanouissement de l'esprit et des mœurs qui ramène à l'authenticité de nature et ouvre la voie à un nouveau développement, égalitaire et pluraliste ». Bref, si nous voulons changer la vie des Congolais, changer la politique de prédation, il faut d'abord changer la vision du progrès social des dirigeants. Car, le progrès social, le développement intégral est une chose pratique, pas théorique.

Conclusion

Depuis plusieurs années, nous assistons, en République Démocratique du Congo, à une régression

sociale qui ne dit pas son nom. Ceci, notamment, à travers une altération très prononcée des conditions de vie du plus grand nombre de citoyens face à une minorité privilégiée qui vit dans un luxe insolent. Cette situation s'observe, certes, depuis des lustres ; mais elle a pris des proportions beaucoup plus dramatiques après les années 1990 à la suite des pillages du tissu économique liés à la lutte pour la démocratie (?), qui a abouti à la guerre dite de libération en 1997. Une brève accalmie de façade fut observée pendant la courte gouvernance de L.D. Kabila, et la situation a repris son cours habituel.

Face à la crise, la population se voue à tous les saints pour trouver des solutions appropriées à ses multiples problèmes. Parmi ces multiples "saints", quatre ont retenu notre attention ; il s'agit des hommes et partis politiques, des mouvements messianiques, synchrétiques et millénaristes dits églises de réveil et leurs animateurs, des groupes musicaux et leurs leaders ainsi que des fabricants et des tenanciers des débits de boissons alcoolisées et autres stupéfiants. Ces groupes et leurs animateurs constituent des véritables vendeurs d'illusions en RDC à leur profit, en exploitant de manière éhontée la misère d'une population fortement clochardisée. Nous avons mis à nu, tout au long de notre propos, les stratégies utilisées par ces prédateurs pour parvenir à leurs buts qui ne sont rien d'autre qu'un enrichissement illicite, via la ruse, la manipulation et une escroquerie à peine voilée.

Pour sortir de l'impasse, nous avons préconisé une prise de conscience collective s'enracinant dans la "révolution de l'homme" et agissant sur l'entropie humaine. Le but ultime est de sortir la population de l'obscurantisme dans lequel elle est maintenue à son insu

par les vendeurs d'illusions, qui ne sont autres que les marchands des dupes.

Bibliographie indicative

Blaquart, J.-L., *La religion comme illusion. Quand se joue l'accès au vrai*. En ligne : <https://books.openedition.org/ugaeditions/618>., consulté le 30 Janvier 2022.

Bolognini M., La problématique de la consommation de substances à l'adolescence. En ligne : [Adolescences d'aujourd'hui - La problématique de la consommation de substances à l'adolescence - Presses universitaires de Rennes \(openedition.org\)](#), consulté le 26 octobre 2022.

Bongeli Yei Kelo, E., *D'un État-bébé à un État congolais responsable*, Kinshasa, éd. L'Harmattan, 2008.

Boriaud J.-Y., in Augustin d'Hippone, *Œuvres*, Gallimard (Pleïade), 1999 et « *Contra mendacium ; Contre le mensonge, Œuvres de saint Augustin* », 1^{ère} série : *Opuscules*, t. II : *Problèmes moraux, texte de l'édition bénédictine*, trad. intro et notes de G. Combes, Paris, 1937.

Cavaille, J.-P., *Mensonge et politique au début de l'âge moderne*, s.l., 2000.

Charaudeau, P., « *L'Art de mentir en politique* », in Rubrique « Focus » : L'individu, secrets de fabrication, Paris, n° 256 - février 2014.

Etienne, J. et al., *Dictionnaire de sociologie*, Paris, éd. Hatier, 2004.

Gosselin, G., *Changer le progrès*, Paris VI, Éditions du Seuil, 1979.

Grawitz, M., *Lexique des sciences sociales*, Paris, 8^{ème} éd. Dalloz, 2004.

Mwene Batende, G., *Le sacré et la quête de sens. Sociologie des « Religions nouvelles » en Afrique noire christianisée*, Kinshasa, Editions Kimbanguistes, 2010.

Ngoma-Binda, P., *La participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, Kinshasa, Publication de l'Institut de formation et d'Études Politiques, 2006.

Nzeza Bunketi Buse, R., *Les chroniques musicales télévisées, inspiratrices latentes des jeunes pour une implication dans la sphère publique à Kinshasa (RD Congo)*, Kinshasa, 2021.

Shomba Kinyamba, S. (dir.), *Quelques singularités congolaises. Enjeux, compromis et reconfiguration*, Kinshasa, éd. L'Harmattan, 2019.

Swift, J., *Faut-il tromper le peuple pour son bien ?* En ligne : www.google.com/mensonge-politique/, consulté le 03 Février 2022.

Thomas d'Aquin, *Somme Théologique*, Paris, CERF, II, Ilae, quest., 1984.

Weber, M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, en ligne :

www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html., consulté le 30 Janvier 2022.

JEUNESSE ET SEXUALITE A KINSHASA : QUELLES REPONSES FACE AUX ANGOISSES ET FAUSSES PISTES ?

Par
Victorine Neka Mbangazi¹⁹

Résumé

La ville de Kinshasa se trouve être un lieu des controverses où le comportement sexuel des jeunes est particulièrement influencé par des contraintes d'ordre (diverse) économique, socioculturel liées aux contextes.

Dans cette perspective, il est établi que les difficultés qu'éprouvent les jeunes à assumer la maîtrise de leur libido se reposent sur la connaissance de leur corps. Ainsi, au-delà des pratiques sexuelles (jugées rétrogrades) et en lieu des réprimandes, un éclairage sur l'éducation à la vie et sexuelle s'avère opportun pour la déconstruction des habitudes et comportements négatifs. Car, l'appropriation des valeurs enfouis dans les savoirs endogènes milite à la gestion du corps total.

Mots clés : Gestion, corps, sexualité, éducation

¹⁹ Professeur Associé, Faculté des Sciences sociales, administratives et politiques, Département d'Anthropologie, Université de Kinshasa.

Abstract

The city of Kinshasa is a place of controversy where the sexual behavior of young people is particularly influenced by constraints of (various) economic, sociocultural order related to the contexts.

In this perspective, it is established that the difficulties experienced by young people in controlling their libido are based on knowledge of their bodies. Thus, beyond sexual practices (considered retrograde) and instead of reprimands, a focus on life and sexual education is appropriate for the deconstruction of negative habits and behaviors. For, the appropriation of values buried in the endogenous knowledge militates for the management of the total body.

Key words: *Management, body, sexuality, education*

Contexte et compréhension des concepts apparentés

Contexte

C'est à la suite d'un certain nombre d'animations sur la sexualité effectuées auprès des jeunes des quelques paroisses et groupes de l'Archidiocèse de Kinshasa, particulièrement les paroisses du Doyenné Saint Gabriel, notamment, Saint Benoît, Saint Augustin, Notre Dame d'Afrique, qu'est né l'intérêt d'écrire ce texte. Il reprend les préoccupations des jeunes ; des préoccupations

fondées sur leur connaissance et compréhension de cette matière.

En dehors des idées provenant de nos interventions dans ces différentes paroisses, nous avons bénéficié des apports des jeunes de la paroisse Saint Benoît de Lemba avec lesquels les discussions sur ce thème attrayant se sont poursuivies à volonté à chacune de nos rencontres.

En tant que résidente de Lemba et accompagnatrice des jeunes de la paroisse St Benoit, une observation à l'interne a offert de grands avantages pour obtenir les informations qui ont facilité l'élaboration de ce texte. Nous avons bénéficié d'une grande confiance de la part de cette jeunesse qui nous a livré sans pudeur et sans ambages ses préoccupations sexuelles.

Bien plus, notre expérience dans le domaine de l'éducation à la vie, fut un atout majeur dans l'acquisition et le traitement des informations reçues. Cependant, pour pallier à la partialité qui pouvait peser sur nous, parce que membre de cette communauté, nous nous sommes résolue de nous appuyer sur une approche théorique appropriée à ce problème de société sous examen. Il y a d'un côté nos connaissances et notre expérience et de l'autre les aspirations et motivations des jeunes.

Le problème spécifique qui s'est prêté à notre réflexion est celui de savoir comment parvenir à l'enseignement de la sexualité avec un contenu qui ne puisse heurter les consciences ni aller à l'encontre de nos mœurs ? En effet, le domaine de la sexualité, dans ses contours, a toujours suscité des controverses quant à son approche et explication. Aussi, la lecture des préoccupations des jeunes que nous nous proposons de faire dans les lignes qui suivent, couvre la situation vécue

par les jeunes, notamment les angoisses, les frayeurs sentis, les élans à contenir face aux pulsions sexuelles à satisfaire. Aussi, avant de nous plonger dans cet exercice auquel nous nous sommes soumise sous forme de questionnement, il sied, de prime abord, de proposer l'examen des termes clés et apparentés qui font l'objet de notre préoccupation, en l'occurrence : « jeunesse », « éducation » et « sexualité ».

Compréhension des concepts

Jeunesse

Le concept jeunesse est appréhendé comme la classe d'âge qui réunit une population mineure et majeure. Cette classification varie selon les lois des pays. Par contre, en sociologie, le terme jeunesse fait plutôt référence au temps entre l'enfance et l'âge adulte. Elle constitue un âge de la vie, marqué par le passage de l'adolescence vers l'âge adulte. Selon la CDE (Convention de droit de l'enfant), l'adolescence est cette période allant de l'âge de 10 à 19 ans inclus

La tranche d'âge qui fait l'objet de notre étude est celle qui est comprise entre l'adolescence et l'âge adulte, notamment de 15 à 24 ans. Elle est l'âge de classements sociaux et de la confrontation aux inégalités sociales. En outre, elle est à la fois "âge et passage", âge des possibles et des expérimentations, âge des engagements et des choix. Elle s'avère être une période "d'apprentissage, de responsabilité, d'accès à l'indépendance matérielle et de construction identitaire,

de l'autonomie''. Elle est une période de révolution et de rupture qui confronte les jeunes aux réalités de la vie.

Education

L'éducation est l'art de former une personne, spécialement un enfant ou un adolescent. Du latin *educere*, elle signifie guider, conduire hors. En effet, l'éducation est l'action de développer. Elle est un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles et scientifiques considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaitée. L'éducation permet de transmettre, d'une génération à l'autre, la culture nécessaire au développement de la personnalité et à l'intégration sociale de l'individu.

L'éducation de l'adolescent repose sur la famille, l'école et la société. Cependant, aujourd'hui, d'autres canaux entrent en lice (lisse), notamment les lectures personnelles, l'usage des médias comme la télévision ou l'internet qui se trouvent être dans la lignée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En outre, l'éducation humaine inclut les compétences (psychosociales) et les éléments culturels qui sont caractéristiques du lieu géographique et de la période historique. Toutefois, chaque pays dispose de son système éducatif avec un rôle traditionnellement dévolu aux parents, vis à vis de l'enfant (ou son substitut), d'amener l'enfant aux mœurs de l'âge adulte et au regard de l'intervention croissante de l'Etat²⁰.

²⁰ www.cncrl.fr/définition/éducation, consulté le 10 août 2018 à 13 heures

Cette éducation s'acquiert dans la famille et à travers des mécanismes de contrôle pensés socialement. En effet, la famille reste une institution de protection et de maintien de l'ordre pour la stabilité de ses membres. Elle s'attèle à l'encadrement de ceux-ci en vue de favoriser leur formation intégrale : celle de l'enfant et de l'adolescent à l'âge adulte. Cette éducation se réalise dans les différents domaines. Cependant, son application s'exerce à deux niveaux : **-comme formation**, c'est l'art de former une personne, spécialement un enfant ou un adolescent en développant ses qualités ; **-comme comportement**, elle s'appesantit sur les connaissances et pratiques de bonnes manières de la société.

Education à la vie familiale et sexuelle

L'éducation à la vie familiale et sexuelle trouve ses ressources dans les valeurs fondamentales usitées dans le milieu familial. Elle est un ensemble de procédures, de pratiques qui consistent à informer les jeunes sur les mécanismes du corps humain, tant féminin que masculin, à un âge où les garçons comme les filles commencent à se poser des questions sur le fonctionnement de leur corps.

L'éducation à la sexualité ou simplement l'éducation sexuelle se trouve être un moyen efficace qui permet d'éviter les angoisses ou les malaises que pourraient causer aux jeunes des informations vulgaires, erronées et inexacts. Cette éducation permet aux jeunes d'être mieux armés pour affronter certains phénomènes liés à leurs corps en vue d'avoir de meilleurs résultats dans la gestion de leur sexualité et atteindre un bon équilibre psychique. Dans ce contexte, elle est

appréhendée comme un moyen d'informer les jeunes sur leur sexualité et de leur transmettre un certain nombre de valeurs et de recommandations.

L'Unesco corrobore à cette perspective et à ce propos, elle a publié une version actualisée des principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle qui plaide en faveur d'une éducation sexuelle complète et de qualité pour promouvoir la santé et le bien-être, le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes pour permettre aux enfants et aux jeunes d'avoir une vie saine, sûre et productive.

Cette éducation sexuelle complète se réfère à "un processus intégré aux programmes scolaires reposant sur l'enseignement et l'apprentissage des aspects cognitifs émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Cette éducation vise à doter les enfants et les jeunes des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs leur permettant de jouir de leur droit à la santé, au bien-être et à la dignité, de développer les relations sociales et sexuelles respectueuses, d'examiner de quelle manière leurs choix affectent leur propre bien-être et celui des autres et de comprendre, d'assurer la protection de leurs droits tout au long de leur vie"²¹.

Cependant, que dire de cette éducation qui se veut intégrale, c'est-à-dire incluant autant les enfants scolarisés que non scolarisés et définissant des ambitions d'être complète en vue de guider les aspirations des enfants comme celles des jeunes. Bien qu'ayant les perspectives d'assurer la gestion des pulsions sexuelles, le cadre d'exécution des enseignements de ces deux

²¹ Rapport UNESCO 2009, "Guide technique International pour l'éducation sexuelle" ;

catégories de jeunes reste la famille. Ces dernières sont, très souvent, mises à l'épreuve face à la gestion de leurs pulsions sexuelles qui, en dernière instance, guident leur comportement.

Pour comprendre la difficulté qu'éprouvent les jeunes à assumer la maîtrise de leur libido au regard de la **gestion de leur corps** qui suppose connaissance et prise de conscience corporelle, l'apport de Freud (Ombolo, JP., 1990 : 180-181), maître de la psychanalyse, est d'une grande importance.

Freud, dans sa théorie sur la genèse de la personnalité, considère la libido comme étant la source d'où bouillonne l'énergie émotionnelle qui dirige la vie consciente et inconsciente de l'individu. Elle constitue la pulsion la plus importante dont le développement et l'évolution déterminent la structure de la personnalité. Cette personnalité, à notre entendement, guide le comportement sexuel de l'individu, du jeune.

Dans cette théorie, Freud définit trois stades successifs que traverse cette libido, depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, à savoir, les stades oral, sadico-anal et phallique, autrement dit, stades de latence, stades pré-pubertaire, pubertaire et adulte. Sans pouvoir entrer dans les méandres de cette théorie, dont les notions sont d'usage courant en psychologie, l'application de ces principes permet toutefois non pas de juguler ni d'inhiber les pulsions, mais plutôt de les gérer.

Aussi, admettre le principe de ces stades ne conduit pas obligatoirement, à souscrire au monisme de la libido dans le rôle de la structuration de la personnalité. Freud s'est plus, dans ses recherches, attaché au biologisme méconnaissant le rôle des facteurs socioculturels qui

conditionnent le comportement des individus et cela en fonction du contexte dans lequel ils évoluent (Ombolo, JP., 1990 : 181) .

La formation sur la sexualité semble indiquée, pour ces jeunes qui, souvent, reçoivent des informations déconcertantes et contradictoires telles que « les relations humaines ne se fondent que sur le sexe ». Les jeunes ont donc besoin d'une information fiable qui les prépare à une vie sûre, productive et épanouissante, notamment sur les violences fondées sur le sexe, les rapports entre les sexes, la génitalité et les inégalités sexuelles. Ces informations leur permettront d'éviter les grossesses précoces et non désirées, le VIH/SIDA et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST).

De nos jours, les canaux d'éducation traditionnelle tels que les rites d'initiation, la prise en charge par la grand-mère ou la tante n'ont pas trouvé des structures fiables de remplacement dans les centres urbains, voire dans les milieux ruraux. La gêne et la honte que couvre ce domaine empêchent les parents d'en parler de manière sincère et libre. Au lieu d'en donner la signification, ces derniers se perdent dans l'explication du rapport de passage d'une étape à une autre suscitent souvent la déperdition des enfants qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Aussi, pour pallier à ces insuffisances constatées dans les grandes agglomérations comme d'ailleurs (encore présentement) dans l'arrière-pays que la Sœur Betty, une religieuse catholique, a pris l'initiative de créer une structure pour l'encadrement des jeunes et des adultes. Il s'agit du Centre Education à la Vie qui a eu pour mission d'élargir le savoir sexuel aux jeunes et de

l'approfondir chez les adultes. Malheureusement, cette structure n'a pas donné la solution escomptée. Jusqu'à ce jour, le problème de gestion de la sexualité se pose encore avec acuité et mérite d'être revisité dans ses différentes assertions.

Au regard de cet éclairage et de ces précisions sur l'éducation à la vie familiale et sexuelle (scolaire et/ou parascolaire), il nous faut déconstruire les habitudes et comportements négatifs en vue de l'appropriation des valeurs qui militent pour une bonne gestion du corps à travers la sexualité. Aussi, l'état des lieux que nous nous proposons dans les pages suivantes s'articule autour des interrogations des jeunes sur la sexualité quant à leur connaissance, compréhension, attitudes et comportements à adoptés face à cette matière.

Jeunesse et sexualité à Kinshasa : connaissance et comportement

La sexualité se trouve être une matière particulièrement attrayante pour les jeunes qui s'obstinent à s'en servir **à tout prix** pour la satisfaction de leurs pulsions sexuelles. Ce qui est contraire aux souhaits des adultes qui autorisent son usage qu'au terme d'une initiation requise.

Aussi, en partant des données que nous avons recueillies lors de nos animations auprès des jeunes à Kinshasa que nous nous proposons la lecture de ce que représente la sexualité pour les jeunes à Kinshasa.

Qu'est-ce que la sexualité ?

Une question naturelle dont, nombreux d'entre nous éprouvent encore des difficultés à y répondre à cause de la vulnérabilité qu'elle suppose.

En effet, on est souvent mal à l'aise de parler ouvertement et publiquement du sexe. Et pourtant, cette question reste une préoccupation pour chacun de nous. Elle se pose aux adultes, notamment les parents, les éducateurs, les enseignants, comme aux enfants et adolescents en quête de connaissance sur leur identité.

Chez les enseignants, l'inquiétude se fonde sur la véracité du savoir acquis qu'ils mettent à la disposition des jeunes supposés néophytes dans ce domaine. Par contre, les parents, eux considèrent le sexe comme un domaine tabou et plein de pudeur. Par conséquent, Il ne peut être discuté avec leurs progénitures. C'est pour cela d'ailleurs que dans la société traditionnelle, un lieu extra familial était aménagé pour parler de cette question. En dernière instance, les jeunes, eux, s'obstinent à s'exercer dans ce domaine à partir des informations hybrides, juste pour gérer leurs pulsions sexuelles naissantes.

Pour les jeunes, la sexualité se réfère aux relations génitales (intimes) qui entraînent le plaisir par l'accomplissement du coït en vue de la satisfaction du corps total. Elle est 'un plaisir charnel qui pousse le sexe féminin à s'unir au sexe masculin'. C'est dans ce contexte qu'est né certains slogans favorisant l'attouchement ou le frottement des sexes, notamment 'Etutana yango na yango', « Nzooto na nzooto », « collé-séré » ; toutes des métaphores explicatives justifiant le besoin du rapprochement des deux sexes

opposés. Et pourtant les modèles culturels leur enseignent la prohibition qui, elle, se réfère aux attitudes, aux valeurs et comportements assignés, par la tradition, à chaque membre de la société.

Bien que s'affirmant socialement comme homme ou femme à l'âge de l'adolescence, le jeune reste convaincu qu'il ne peut s'adonner à une vie sexuelle complète qu'avec l'accomplissement de l'acte génital. En effet, aux premières pollutions nocturnes, le jeune garçon se voit déjà être aguerri pour accomplir l'acte prohibé. Cependant, du côté de la jeune fille, au-delà de l'inquiétude, s'installe à la fois, dès l'écoulement des menstrues, la peur et l'envie de la copulation. Pour le garçon comme pour la fille, l'éducation à la sexualité doit être, à priori, gage pour la compréhension de ces manifestations corporelles.

Cette détermination identitaire du sexe devrait aboutir sur ce qui procure le plaisir, la satisfaction. Ainsi, le refus des adultes à libérer le langage sexuel pousse les jeunes à se défouler par des pratiques aux conséquences irréversibles qui affectent leur santé de la reproduction, à savoir, la pratique de la masturbation, l'utilisation de la pilule, de vermifuges, de solutions pour le nettoyage vaginale après le coït, l'avortement, etc. Dans la clandestinité, les jeunes trouvent des solutions à leur problème. C'est pourquoi, considérés comme dominés, les jeunes finissent par se créer, pour leur autosatisfaction, « quelques espaces de libertés en contournant les normes, en les transgressant, en passant par toutes les ruses possibles » (Sami, T., 1999 : 21).

Aussi, pour éviter les oppositions qui créent ces antagonismes dans le comportement sexuel des jeunes

face à la réticence des adultes il est souhaitable que l'éducation en matière de sexualité se réfère (et s'appuie sur) aux valeurs sociales et culturelles lesquelles s'expriment à travers les normes, la pression sociale, les rites, les mythes et les tabous.

Dans cette perspective, il est nécessaire que l'initiation passe par les déterminants culturels. L'initiateur, par exemple, est cette personne qui ne révèle pas son identité comme ce fut dans le temps. C'est cet homme ou cette femme qui, derrière le masque, efface son identité pour incarner un rôle qui ne définit que ses attributions.

En effet, derrière le masque, l'initiateur peut, sans ambages, parler de la sexualité. Dans ce même registre, les valeurs sociales et culturelles du milieu doivent servir de repères dans l'éducation. Ces valeurs s'expriment comme expression dans la définition des situations diverses, qu'on soit en milieu rural ou urbain.

En effet, le comportement sexuel des jeunes est souvent, de manière générale, influencé dans le temps ou dans l'espace, par les contraintes du milieu. Ce fait est de plus en plus constaté, avec ampleur, dans les grandes agglomérations où le discours sexuel souffre encore d'un manque de cadre d'exécution et des repères suite au silence coupable des adultes.

Dans les grandes villes, dépourvues de structures de références en matière sexuelle, on assiste à une adaptation des gestes, des modes, des manières d'être et de faire qui ne se conforment plus aux mœurs. A Kinshasa, il n'est souvent pas facile de repérer les situations confrontées directement au sexe compte-tenu de la sensibilité de cette matière. Aussi, bien que la sexualité soit à la fois

génératrice de libertés et d'interdits, en tout lieu et en tout temps, son appropriation relève de l'ensemble des règles et valeurs interagissant à travers des modèles prérequis.

Il est ainsi opportun de procéder à la relecture des règles de conduite contenues dans notre vécu traditionnel afin de se plier aux normes séculaires. Ces règles ne sont pas nécessairement des exigences à imposer aux comportements, mais des modèles permettant ''à canaliser l'énergie du désir sexuel qui jugule dans chacun de nous''. Alors dans ce cas, comment peut-on gérer ce désir qui, en dernier instance, influe sur l'acte sexuel, un acte socialement prohibé ?

Reconnaissons que cette interrogation constitue une grande préoccupation pour les jeunes. La réponse à cette interrogation, qui s'inscrit sur le contrôle des sentiments, fait entrevoir une difficulté majeure, celle qui offre une tendance au jeune d'hier (l'adulte d'aujourd'hui) à contrôler continuellement le comportement du jeune d'aujourd'hui. Toutefois, ce contrôle offre des avantages qui se manifestent dans l'exercice du travail de l'adulte, de toutes les générations, pour faire bénéficier leurs savoirs, dans tous les domaines, aux jeunes de chaque époque. Ceci veut tout simplement dire que la société d'aujourd'hui ne pourra pas échapper, au-delà de nouvelles donnes du développement, aux conformités éducationnelles telles qu'élaborées dans le temps, notamment la protection de l'appareil génital et la prohibition des relations génitales (sexuelles) hors du toit conjugal ou avant le mariage.

Cependant, il sied de rappeler que l'éducation à la sexualité, est un problème dans notre société contemporaine et reste une question qui suscite la gêne

mais aussi se pose, très souvent, avec passion. L'expérience prouve qu'il existe, encore de nos jours, de très grandes insuffisances dans le traitement de ce problème. Dans la plupart des cas, l'éducation à la sexualité est limitée à la prohibition de l'acte sexuel et n'aborde pas des explications sur son contenu ni sur les raisons de cette prohibition.

Les parents sont-ils en manque d'informations pour répondre aux questions pertinentes que soulèvent les enfants sur les manifestations qui s'opèrent dans leur corps à une période donnée de leur vie ? Certainement, c'est la pudeur qui leur coupe la langue, comme le souligne si bien Etchegoyen (1997 : 97) : « La pudeur oblige à se taire, à ne pas tout dire, à ne pas tout expliquer ».

Les pulsions sexuelles naissantes chez les jeunes suscitent des envies qui doivent être canalisées en vue d'en user de manière requise. Il s'agit de la recherche des procédures d'application qui, dans la pratique, orientent les élans sexuels qui ne doivent pas être étouffés.

C'est, donc l'union des sexes qui marque la différence de la nature des sexes (de l'homme et de la femme). A l'un, la nature donne la charge de déposer la sève et à l'autre, elle donne la grâce de protéger la sève vivifiante pour la régénération de l'espèce. C'est ainsi que personne ne peut changer ce que la nature a établi. Il faut savoir aussi que l'acte sexuel peut devenir fatal si le plaisir déborde sa consommation et son cadre naturel d'expression : le couple, le toit conjugal.

Doit-on étouffer le plaisir recherché ?

Le plaisir dérive du verbe plaire. On peut aller au-delà du simple verbe pour comprendre ce que ce terme peut générer. De manière générale, la femme est faite pour plaire et pour être subjuguée, révèle Etchegoyen (1997 : 86). C'est pour cela que, la femme se rend agréable à l'homme au lieu de le provoquer.

En effet, séduire et plaire se déduisent du couple actif/passif. Séduire, c'est choisir. Plaire, c'est tout faire pour être choisi. Ce choix peut, dans la mesure où les pulsions ne sont pas inhibées ni contrôlées, entraîner l'attrait du corps, porteur du sexe. Dans ce contexte, le contrôle de tout le corps s'avère opportun. Comme on le sait, le plaisir est ce qui est facile, il apparaît là où il n'y a aucun effort à faire. Et ce plaisir à moindre effort on le paie souvent très cher.

Par contre, grâce aux efforts consentis pour se dominer ou se contrôler, le corps s'octroie des mécanismes de défense, non seulement pour étouffer les pulsions sexuelles, mais aussi pour exprimer les émotions ressenties et se manifeste sous forme d'un plaisir extraordinaire. Ce plaisir est toujours lié aux manifestations "instinctives inférieures" contrairement à la joie, l'extase et le ravissement.

Les jeunes cherchent toujours à expérimenter ce plaisir sous-jacent à l'amour physique. Cependant, et malheureusement, les sensations de plaisir qui sont éphémères et parfois mal vécues finissent par le regret. Malheureusement, dans le plaisir, recherché à outrance, se cache des pièges qui contiennent des entraves à l'usage du sexe : grossesse non désiré, maladies (IST), blocage

psychologique en cas d'insatisfaction. En effet, pour les jeunes, le plaisir est une évidence. Il est "un sentiment d'autosatisfaction" mais qui peut aussi être inhibé par des mécanismes d'échanges qui naturellement aboutissent à la maîtrise de soi.

Alors, face aux angoisses et fausses pistes que faire ?

Se servir de sa sexualité est un vœu ultime pour les jeunes pour qui les pulsions senties n'auraient pour raison que la satisfaction de l'instinct sexuel. D'aucun pense qu'il serait dommage que la manifestation de l'instinct n'aboutisse pas à la copulation, car elle peut provoquer la frustration.

Cependant, la sexualité, dont il est question ici, est avant tout un comportement et non un instrument ou un moyen simplement de satisfaction. Elle marque une différenciation, qui sépare l'espèce en deux catégories d'individus : les mâles et les femelles. Le comportement de chaque catégorie se réfère ainsi à cette différence, conformément aux manières de vivre selon les valeurs préétablies. Bien qu'étant ainsi, elle est aussi, à la fois, ce qui sépare et ce qui unit. C'est ce qui fait, que l'homme soit tel et différent de la femme, et vice versa.

Au niveau social, l'éducation engendre, dans un contexte donné, l'essentiel pour la socialisation de l'être humain. Quant à l'éthique, elle permet la mise en place des procédures de conduite du corps en tant que gestionnaire de la sexualité. Au regard des préséances définies par la société traditionnelle, les deux dimensions évoquées ci-haut aideraient, sûrement, la société d'aujourd'hui à surmonter les difficultés observées dans

la gestion de la sexualité. En effet, ces deux dimensions aident à surmonter les difficultés au regard des préséances définies par la société contemporaine.

En effet, l'exercice auquel nous sommes soumises est difficile à résoudre, car confrontées aux jeunes qui ont besoin de disposer d'instruments de gestion pour leur conduite sexuelle. Cependant, de notre part, la prudence s'avère nécessaire. Car, il ne sera pas question d'un outillage de travail ou d'une méthode d'application des recettes, mais plutôt d'une compréhension de tout ce qui concerne la sexualité en termes de comportement.

Dans cette perspective, la réponse aux jeunes, qui ont soif d'en savoir plus, doit prendre en compte les intentions qui mettent en sécurité non seulement leurs attentes, mais aussi leurs savoirs parce que vivant dans une société en pleine mutation. En effet, l'homme, contrairement à l'animal, naît avec beaucoup de faiblesses. D'où la nécessité d'entretenir son éducation pour sa bonne insertion dans la société. L'éducation qui concerne exclusivement l'homme vise naturellement l'encadrement par toute la communauté. Confronté aux problèmes sociaux et culturels inhérents à sa nature, l'homme dicte sa conduite selon les procédures établies qui finissent par définir son comportement.

Aussi, trois notions sont au fondement de la compréhension de la sexualité. Il s'agit, dans un premier moment de la vie. La vie, à notre point de vue, se trouve être le fondement de notre existence. Dans le deuxième moment, s'intercale l'instinct qui est une poussée intérieure orientant le désir. Ce dernier, qui se place au troisième moment, est la force révélatrice qui, par le truchement d'un stimulus, accède à l'érotisme par lequel

sont soutenus les rapports d'un individu à l'autre. Ce désir s'éveille dans l'accumulation d'envies qui est fonction du système reproductif opérant, comme l'affirme Kristeva (1997 : 17) par "le lien essentiel du vivant avec l'espèce et l'hyperexcitabilité des zones érogènes, en particulier chez l'être humain".

Au regard de toutes ces controverses qui suscitent des angoisses et par rapport à la compréhension et à l'explication, le concept de sexualité apparaît dans notre esprit et de façon évidente comme une préoccupation. C'est elle qui nous confronte aux réalités de nos villes et agglomérations. Ces dernières regorgent une population infantile hors du commun, notamment les sans-logis et les professionnelles du sexe ou, dans le cas de notre pays, les prostituées. Cette préoccupation va conduire notre réflexion et tenter une esquisse de réponses.

Analyse de la situation et Esquisse de réponses

Le problème majeur, qui se réfère à notre réflexion, au regard des interrogations formulées par les jeunes et sur lesquelles se fonde leur motivation, est celui qui s'attache à la gestion du corps et ce par rapport à la sexualité. En fait, les jeunes veulent savoir comment gérer leurs instincts sexuels enfouis dans le corps le quel, à l'âge de la puberté, réclame le besoin de rapprochement, soit de copulation.

Contrairement à la société d'hier qui a mis sur pied des canaux d'élaboration des principes pour la protection du corps total, aujourd'hui les données ont pratiquement changé au profit des modèles qui ne tiennent plus compte des valeurs sociétales fondées sur la personne en

tant que source créatrice de l'identité humaine. En effet, aujourd'hui, le contexte dans lequel évolue le corps a perdu son sens, au regard de la métaphore associée au corps de la femme. Le corps n'est plus le réceptacle de la semence vivifiante, dont la protection était soumise à des contraintes socioculturelles.

Dans les grandes agglomérations actuelles, dont Kinshasa, le corps a perdu sa valeur profonde ; il est plus attaché au plaisir et subordonné à la satisfaction. A Kinshasa, le corps de la femme porte des symboles qui dégradent son identité et entament sa personnalité. Il recouvre plusieurs et différentes dénominations, et selon l'âge, le physique, l'apparence, les aptitudes ou les capacités de flirter. C'est ainsi qu'on note trois catégories des filles qui, selon les périodes et circonstances, courent les grands artères de la capitale Kinshasa:

- **Les petites filles pré-pubères, dont les Fioti fioti, les nyonyo, les beubeu, les bana malongi, surnommées, ka muke sukali.**
Elles sont très jeunes comme l'indique leur dénomination (traduction littérale : les toutes petites, les bébés, les apprenantes, la petite sucrée).
- **Les prostituées (professionnelles du sexe)**
Il s'agit des **Tsiele et mushina**, une catégorie qui regroupe des jeunes et adultes de l'âge de plus ou moins 13 à 20 ans et plus.
- **Ujana ou (elokwa zekete) : fait référence au plaisir sexuel)**

Ce sont les filles qui, la plupart, ont atteint l'âge de la majorité. Leur âge va de la minorité à la majorité et varie entre 15 (16 et 19) et 23 ans. Les « Ujana » ont une particularité. Elles portent un habillement indécent et sans pudeur (robes moulantes, singlets sexy, blouses transparentes) pour exhiber les parties sexuelles de leur corps, notamment, les seins et les postérieurs et ont pour objectif majeur d'attirer les hommes mariés, les mieux nantis.

Ce phénomène tire sa dénomination d'une école de formation des jeunes footballeurs qui se nomme « Ujana » qui signifie «jeune». Cependant, les « Ujana » adultes que l'on trouve dans cette catégorie sont celles, devenues majeures qui refusent leur nouvelle identité et se considèrent toujours comme des « Ujana ». Ce phénomène a tellement pris d'ampleur que toute fille avec une tenue qui nuit à la décence et à la pudeur est appelée « Ujana ».

Comme on peut le constater, toutes ces identifications se rapportent généralement aux jeunes adolescentes comme aux filles pubères, toutes en quête de la satisfaction de leurs pulsions sexuelles, moyennant rétribution (prostitution à ciel ouvert).

Au-delà des actions qui s'imposent à travers les effets de la mondialisation s'intercalent ces phénomènes de société qui deviennent pratiquement un mode de vie pour nous tous. La mondialisation a connu, bien entendu, une accélération dans les années nonante et a semblé donner une réponse, quant à la gestion de la dignité humaine. Car, comme on le sait, la mondialisation est l'aboutissement logique du système capitaliste de production. Et ce système a atteint un niveau tel que les

concepts de compétition et de rentabilité, par rapport à nos pays, aboutissent à une sorte de darwinisme socio-économique. Comme résultat, seuls les plus résistants ou adaptés (au nouveau contexte) survivent.

Aussi, si l'économie mondiale est devenue une économie d'intelligence et d'information, par similitude la gestion de ces intelligences devient de plus en plus pénible. Tenez, si le marché des logiciels au niveau de la production nous est déjà étranger, que dire des nouvelles technologies ? Certes, le rôle joué présentement par les structures éducationnelles de nos pays d'Afrique révèle une petite lueur quant à la valeur accordée au secteur de l'éducation. Cependant, n'ayant pas encore atteint le niveau requis, il est de notre intérêt de trouver des canaux de réflexion pour la gestion du corps et de son appareil de reproduction selon les manières usitées autrefois par nos ancêtres

Au lieu de nous identifier aux autres, il est impérieux de trouver des mécanismes d'identification en fonction de ce que nous sommes et de la façon dont nous y parvenons naturellement.

Ce qui serait important aujourd'hui est de nous refaire en tenant compte de notre façon d'être tout en nous réconciliant ou en nous adaptant à la dynamique de la modernité. En effet, bien que subordonné à ce qu'on ne peut pas faire, le domaine de la sexualité à travers le corps exige une compréhension profonde quant à sa manipulation. Bien plus, la tradition ne nous propose-t-elle pas des modèles à travers ses valeurs sociales ? Aussi, nous restons convaincus que la procédure de leur application nécessite une analyse appropriée.

Pour les jeunes, le problème réside encore aujourd'hui dans le transfert de l'information qui doit être juste, vraie et rassurante conformément à leur conviction en vue de l'adoption d'une expression et d'un langage appropriés, donnés et approuvés. En effet, il paraît clair que le langage sexuel est un langage prohibé, même s'il y a existence, dans la pratique, d'un certain libéralisme de ce langage chez certaines catégories de personnes. En effet, il faut savoir que la sexualité des jeunes, tout comme celle des adultes, est soumise à un contrôle pour garantir des relations apaisées et fructueuses entre les hommes et les femmes. A cet effet, contrairement au jeune garçon, la jeune fille fait plus objet de pression accrue avant, pendant, même après la puberté.

Par rapport aux pratiques sexuelles, des scientifiques²² ont épilogué sur les pratiques relatives au corps telles que vécues de nos jours et qui nécessitent la déconstruction par l'analyse historique (Alain Corbin) ou philosophique (Michel Onfray) qui défend la vision du monde hédoniste, épicurienne et athée ou neurobiologique (comportement érotique, Serge Wunsch). A partir des données scientifiques, notamment la neuroscience, Wunsch a décrit les processus fondamentaux à l'origine de la complexité du comportement sexuel humain.

Au-delà de cette approche normative, s'intercale la modification du cerveau humain. En effet, au cours de l'évolution, le comportement sexuel des mammifères est devenu chez les hominidés et surtout chez l'homme, un comportement érotique dont le but est la recherche de

²² Mucchielli, in 118_identite.pdf-Adobe Reader, consulté le 31 août 2018

plaisir érotique par la stimulation des zones érotiques. Aussi, le rapprochement entre l'homme et la femme n'est conçu qu'en termes de la satisfaction corporelle. Aujourd'hui, il existe une tendance qui se penche plus vers le **sexe plaisir** que sur le **sexe reproduction** d'où la naissance des courants qui ne valorisent le sexe que pour tirer plaisir du corps physique non identitaire.

En dépit des craintes, maintes fois relevées sur les comportements des jeunes qui touchent la validité de leur personnalité, les éducateurs mettent à la pointe des avancées de leurs enseignements respectifs tels que régulés, en vue de promouvoir des normes et valeurs fondatrices qui fixent l'identité de l'individu.

En effet, comme le soutient Mucchielli²³, l'identité "renvoie à des référents identitaires multiples faisant appui au vécu, aux représentations et aux conduites". Ces référents, poursuit-il, peuvent être matériels et physiques (nom, apparence physique, vêtement), historiques (filiation, éducation, coutume), psychoculturels (codes, valeurs) ou psychosociaux (statut, âge, profession, compétences, qualité et défauts).

L'internet, qui ne véhicule que, dans la plupart des cas les normes et modèles en provenance des sociétés occidentales, est la source de bouleversement des limites des instances de l'éducation des jeunes alors que la famille et l'école passaient, autrefois, comme les seuls cadres de socialisation.

²³ Mucchielli, idem, consulté le 31 août 2018

Piste des solutions : Ecole initiatique traditionnelle Yaka comme cadre de référence

En fait, la sexualité est une marque pour chacun et chacune. Une empreinte qui accompagne l'homme comme la femme dans leur différence pour la compréhension des pulsions qui les animent et qui génèrent l'attrait de l'un vers l'autre. Cependant, le rapprochement entre des êtres différents nécessite une orientation ou tout simplement une éducation pour la gestion des instincts et des pulsions. Dans le cas des jeunes, l'école initiatique traditionnelle se trouve être un repère pour la formation de la jeunesse africaine en général et celle de la RDC, en particulier.

L'école initiatique a pour visée la formation de l'homme, **"l'Homme complet"** pour sa socialisation en vue de l'acquisition des fondamentaux. Une éducation systématique qui est (socialement) dispensée aux jeunes de deux sexes et qui a pour but de confirmer chacun dans son sexe. Aussi, la société yaka, à laquelle nous nous référons a mis sur pied un système d'éducation des adolescents en six écoles (Neka Mb. V., 2008-009 : 155-158). Nous reprenons ci-après quelques écoles qui peuvent servir de repère pour l'éducation des jeunes.

1. Le M'kanda est une école initiatique qui a pour objectif de sacrifier le sexe. Elle a pour ambition de donner des enseignements pour préparer le néophyte à la vie d'adulte. Elle était organisée pour les garçons.
2. Le Tshiwila, un rituel qui apprend à la jeune fille de rivaliser avec l'homme en s'appropriant de son corps. Cet apprentissage permet à la jeune fille de s'assumer de manière efficace : le savoir vivre. Elle

est une école d'apprentissage des bonnes manières, de maintien de l'égalité et de la gestion du corps.

3. Le Tshikumbi se réfère à l'éducation à la sexualité pour une féminité prolifique et saine. Cette école s'attèle principalement dans la conservation de l'honneur de la femme.
4. Le Kimboko est associé au rite de puberté. Elle se réalise à travers une danse qui marque l'âge de puberté et cela en rapport avec la manifestation physique du corps. Une étape qui se trouve être une occasion pour mettre les jeunes en garde, dans le cas échéant, la jeune fille, contre les initiatives déviationnistes.

Ces écoles cachent-elles un secret à découvrir ? Sinon pourquoi alors les exhumer, face aux enseignements révolutionnaires qui bousculent nos mœurs dans ce contexte de la mondialisation et de la globalisation ? Quelle chance nos écoles traditionnelles peuvent-elles encore avoir ?

La solution se trouve dans les savoirs endogènes qui devront être capitalisés. C'est ce que tente de nous confirmer Ombolo (1990) à travers son étude sur la sexualité chez les Beti. La sexualité, dit-il, "loin d'être une simple fonction physiologique chez l'homme, constitue chez ce dernier la source même de la sensibilité et de la dynamique relationnelle. Aussi, l'éducation sexuelle ne s'aurait-elle s'entendre comme étant seulement ou même principalement une information sur les organes génitaux, leur fonctionnement et les phénomènes dont ils sont le siège. Elle est à comprendre comme l'ensemble de processus sociaux dynamiques qui

conduisent l'individu à l'aptitude, aux relations humaines, à une heureuse insertion dans la société, et à un équilibre satisfaisant de la personnalité''.

Aujourd'hui, face aux nouvelles technologies de l'information et de communication qui inondent l'environnement social dans lequel évoluent les jeunes, ces processus socioculturels dynamiques risquent de perdre leur sens. Ainsi, il devient pénible d'user d'un langage différent que celui qui sacralise le sexe comme un besoin ultime et inaliénable pour la satisfaction du corps. Alors, quelle alternative faut-il proposer pour que le corps, à travers la sexualité, puisse bénéficier d'une gestion équilibrée ? Au-delà de toutes les considérations, le discours traditionnel nous paraît opportun, d'abord comme un fondement de la pensée révélatrice des modèles et ensuite comme source résiduelle des normes sur lesquelles se greffent les savoirs endogènes (traditionnels).

Conclusion

Notre réflexion était consacrée à la problématique de la sexualité chez les jeunes de Kinshasa, à la suite de plusieurs entretiens que nous avons eus avec eux. Notre constat général est que plus on explique la sexualité aux jeunes, en usant d'un discours ancré dans la tradition, moins la compréhension du phénomène est claire chez eux et le doute ne fait qu'accroître. C'est pourquoi, nous nous proposons une relecture du système éducatif relatif à l'initiation yaka qui pourra nous servir de guide dans l'éducation à la sexualité des enfants et jeunes adultes de

notre époque aux prises avec de fausses pistes sur cette question.

Il s'agit tout simplement de construire, grâce à la culture, des modèles d'accompagnement pour les jeunes à travers l'initiation à la vie d'adulte ; des modèles d'appréhension qui peuvent être élargis sur l'ensemble du territoire national, en association bien sûre avec toutes les (autres) tribus de notre pays, et servir ainsi de guide pour la formation des jeunes. C'est à travers la famille, institution fondamentale de socialisation, que leur seront transmis et inculqués les normes, les valeurs, les conduites, les comportements à adopter en vue de leur appropriation.

Bibliographie

Etchgoyen, A, *Eloge de la féminité*, Arléa, Paris, 1997
https://fr.wikipedia.org/wiki/Education_sexuel, consulté le 18 Juillet 2018, 20 heures

Kim Dupont, "La construction de l'identité personnelle et sociale des jeunes parents lors de la fondation familiale", Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Faculté des études supérieures et postdoctorales (Département de sociologie, Faculté des arts et des sciences), 16 Mai 2012

Kristeva, J, *Au commencement était l'Amour*, Hachette, France, 1997.

Mucchielli, A, *L'identité*, Paris, éd. P U F, 1999, p. 60.

Neka Mbangazi, V., *Corps, sexualité et fécondité : vécu de la corporéité féminine Yaka à Kinshasa*, thèse de doctorat en Anthropologie, Université de Kinshasa, 2008-2009 (Mai 2010)

- Ombolo, JP, Sexe et société en Afrique noire, L'Harmattan, 1990
- Primoratz, I, Ethics and Sex, Routledge, London and New York, 1999
- Rapport Unesco 2009, "Guide technique international pour l'éducation sexuelle"
- Sami, T, La sexualité féminine en Afrique, éd. L'Harmattan, Paris, 1999
- Sapir, E, Anthropologie, culture et personnalité, Paris, Minuit, 1967
- Shomba Kinyamba, S. Méthodologie et Epistémologie de la recherche scientifique, P U K, Kinshasa, nouvelle édition, 2013
- Unesco (2018), Pourquoi l'éducation sexuelle complète est importante, 12 février 2018
- W.w.w.cnrcf.fr/définition/éducation, consulté le 18 Août 2018, 20h30
- Walker, A. Le secret de la joie, L'Archipel, France, 1994
- www.cnrtl.fr/définition/education (consulté le 20 juillet 2018)
- 118_identite.pdf-Adobe Reader, consulté le 31 Août 2018, à 19h30

**POUR UNE MEILLEURE GESTION DE
L'INFORMATION ACADEMIQUE :
Analyse des forces et faiblesses de la communication
institutionnelle à l'ISP / POPOKABAKA**

**Par
MAKANZU PANGIETO²⁴**

Résumé

Cet article traite de l'analyse des forces et des faiblesses de la communication institutionnelle à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Popokabaka pour améliorer la gouvernance académique de cette institution. Créé en 1997 à Imbela par l'Abbé KHAMA et reconnu par l'Etat par arrêté ministériel / MINEDUC/ CABMIN/ ESU/064/ 2001 du 29/ 08/ 2001 après son transfert à Popokabaka en 1999, l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Popokabaka compte trois sections avec un effectif de 2 professeurs, 16 chefs de travaux, 18 assistants et 302 étudiants en 2018 – 2019. La communication institutionnelle de cet ISP présente plusieurs forces telles que la présence d'un comité de gestion engagé, la régularité des réunions de service, la spécificité de cette institution en tant qu'établissement d'enseignement, l'existence du partenariat avec d'autres ISP. Par contre, les faiblesses de cette communication sont inhérentes aux problèmes de fonctionnement de cette institution. Elles aggravent le caractère peu

²⁴ Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka

performant de gouvernance académique et accroissent le fossé entre étudiants et le personnel scientifique. La création d'un service d'information permettra de fournir des informations utiles à temps et faciliter l'accès des documents à tous les agents de cet ISP.

Mots clés : *information académique – communication institutionnelle – enseignement supérieur – partenariat.*

Abstract

This article deals with the analysis of the strengths and weaknesses of institutional communication at the Institut Supérieur Pédagogique (ISP) of Popokabaka in order to improve the academic governance of this institution. Created in 1997 in Imbela by Abbé KHAMA and recognized by the State by ministerial order / MINEDUC/ CABMIN/ ESU/064/ 2001 of 29/ 08/ 2001 after its transfer to Popokabaka in 1999, the Institut Supérieur Pédagogique (ISP) of Popokabaka has three sections with a staff of 2 professors, 16 supervisors, 18 assistants and 302 students in 2018 - 2019. The institutional communication of this ISP presents several strengths such as the presence of a committed management committee, the regularity of service meetings, the specificity of this institution as an educational institution, the existence of partnership with other ISPs. On the other hand, the weaknesses of this communication are inherent to the problems

of the functioning of this institution. They aggravate the poor performance of academic governance and increase the gap between students and scientific staff. The creation of an information service will provide useful information in time and facilitate access to documents to all agents of this ISP.

Key words: *academic information - institutional communication - higher education - partnership.*

Introduction

Cet article analyse la manière dont l'information académique est gérée à l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka. Ce regard sur les conditions de gestion de l'information académique nous semble indispensable pour mesurer des enjeux de la performance communicative dans un contexte des limites et des insuffisances sociologiques à la gouvernance institutionnelle en milieu rural, aujourd'hui et demain.

Pour les institutions d'enseignement supérieur en général et l'Institut Supérieur Pédagogique /Popokabaka en particulier, l'individu est un facteur le plus important qui contribue à l'environnement de rentabilité et de paix sociale. Qui dit gouvernance renvoie principalement à la légalité.

Rappelons que promulguée le 23 septembre 1986, la loi-cadre n°86-005 exige que la République Démocratique du Congo ait une gestion rationnelle de son système éducatif national. Elle consacre la souveraineté de l'Etat sur l'ensemble du système éducatif, à la détermination des droits et des devoirs des parents,

des étudiants et du personnel enseignant. Ainsi, seul l'Etat a le monopole de la création des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire. En son article 3, on vise la formation harmonieuse du Congolais, responsable et capable de se prendre et de prendre les autres en charge afin de garantir le développement national. Par ailleurs, l'article 31 soutient les statuts des universités et des instituts supérieurs : personnes morales de droit public à caractère scientifique qui jouissent d'une autonomie de gestion et dispose chacun d'un patrimoine spécifique (article 78). Mais l'arsenal juridique sans intégration de la composante liée au leadership de l'autorité compétente reste un texte creux et sans effet de changement sur le comportement. Amado et Guittet affirment que « l'analyse du processus d'influence doit se fonder sur une observation objective et détaillée des échanges, tant au niveau du contenu que de la nature des participations de chacun des membres du groupe » (Amado et Guittet, 1975 : 65).

Dans cet article, nous nous intéresserons principalement aux modalités de gestion de la communication formelle et informelle qui constituent des facteurs limitants et favorisants de l'adaptation aux enjeux de réforme en matière d'organisation des études, de contenu des enseignements et de gouvernance institutionnelle définie par le Ministère en charge de l'Enseignement supérieur et universitaire.

Notre champ d'investigation est l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Popokabaka, qui est une institution publique créée par arrêté ministériel / MINEDUC/ CABMIN/ ESU/064/ 2001 du 29/ 08/ 2001 et qui ne peut échapper à ce principe rationnel dans sa gestion. Cette

réflexion a porté sur la période de deux années académiques, 2016 – 2017 ; 2017 – 2018. Le choix de cette période se justifie par le fait qu'un changement s'est opéré à la tête de cette institution avec des nouvelles autorités académiques. Ce changement était accompagné d'une nouvelle politique dans la gestion de l'information académique.

Quelles sont les forces et les faiblesses de la communication institutionnelle mise en place par les autorités académiques de l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka ? Comment améliorer la pratique de la gestion de l'information académique pour assurer un meilleur ancrage de cette institution dans les perspectives du développement socio – économique du territoire de Popokabaka ?

Pour répondre à ces questions, nous avons organisé les interviews individuels avec les chefs de promotion, les assistants, les chefs de travaux et quelques agents du personnel administratif et technique. Ensuite, nous avons appliqué aux données collectées l'analyse du contenu afin de dégager les facteurs favorisant ou limitant la performance de la gestion de l'information académique.

Approche conceptuelle

Pour une meilleure compréhension de cette problématique, il est important d'élucider certains concepts.

Information académique

La gestion de l'information académique dans une institution d'enseignement est au centre de la gouvernance de cette dernière. Celle – ci est basée sur des documents écrits qui organisent toute la vie académique. La production de cette information est soumise à un schéma reposant sur trois cercles concentriques :

1. Le premier cercle est constitué du ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et son cabinet du Conseil d'administration des institutions pédagogiques supérieures (CAISP), du comité de gestion, des professeurs et membres du corps scientifique, des agents de l'administration, des associations d'étudiants, les élus et de la population des milieux ambiants qui organisent, chacun à son niveau, cette information ;
2. Le second cercle est celui d'informations à vocation pédagogique et porte sur les enseignements dans différentes promotions au sein de l'institution d'enseignement supérieur ou universitaire ;
3. Le troisième cercle concerne des informations liées à la guidance et à l'immersion de l'étudiant dans le milieu académique depuis sa demande d'inscription. Ces informations portent sur les contenus et les démarches liées aux choix des départements et des options.

Communication institutionnelle

Philippe CABIN relève, à ce sujet, que « la communication étant vue très souvent dans le monde de l'entreprise comme la cause de tous les maux et le remède susceptible d'apporter une solution à tout problème, il est devenu commode de ramener tout dysfonctionnement organisationnel à un « *problème de communication* ». (Cabin 2010 :164)

La communication institutionnelle s'entend comme celle qui concerne « tous les échanges qu'une administration, une organisation ou une entreprise entretient avec ses membres, ses administrés ou ses différents partenaires et clients. » Dans le cas d'espèce, elle fonctionne comme une communication officielle définie par la structure officielle, hiérarchique ou institutionnelle. En tant que telle, elle dispose d'une organisation hiérarchique structurée qui affecte la relation entre individus et qui, à son tour, influe sur la hiérarchie de la transmission de la communication. La communication est donc planifiée et programmée par le comité de gestion qui contrôle les différents échanges des messages se déroulant au sein de l'établissement académique.

Elle se présente d'abord sous forme de communication formelle. Selon l'école fonctionnaliste, la communication formelle constitue « un moyen de commandement et de gouvernance c'est-à-dire ses cadres contrôlent les différentes informations circulant au sein de l'entreprise ».

Selon Claude DUTERME, cette communication remplit trois fonctions résumées par trois verbes : informer, fédérer ou unir et motiver. Plusieurs outils de cette communication formelle

sont utilisés à l'ISP/POPOKABAKA. Il s'agit de notes de service, communiqués et rapports des réunions de travail, des conseils de section ou du comité de gestion ou celles de négociation, de coordination ou de formation ainsi que par les rapports des services établis, soit sur demande hiérarchique soit sur initiative personnelle, les employés reçoivent des nouvelles des autorités hiérarchiques sur la direction de leur institution, sur les différents événements et projets à mettre en œuvre en vue d'assurer le développement de l'ISP/ POPOKABAKA. Dans un sens, les autorités reçoivent les différentes informations qui circulent dans une organisation sous la supervision des sections en vue de créer un climat de fraternité entre les membres de l'organisation et combattre toutes les divisions et tous les sentiments de mal entendu.

Par contre, la communication informelle est celle qui n'est ni prévue ni planifiée de façon hiérarchique. Elle s'effectue par le biais des relations personnelles au gré d'affinités et de rencontres. Les discussions de couloir, des moments de la pause - café, les avis, les rumeurs, les potins, etc., leur permettent d'avoir accès à des éléments d'informations extrêmement utiles pour adapter leurs stratégies. Cette communication orale présente plusieurs avantages par rapport à la communication écrite. D'abord, les autorités entrent directement en contact avec la base en « temps réel » pour recueillir au jour le jour les problèmes rencontrés, ses tensions naissantes pour les désamorcer. Ensuite, les informations sont recueillies de première main et sont donc explicitées de façon précise et concrète.

Profil institutionnel

L'Institut Supérieur Pédagogique / Popokabaka est le fleuron des institutions de l'enseignement supérieur dans le territoire de Popokabaka. Déjà le paysage académique est doté de plusieurs institutions telles que, L'Institut Supérieur Pédagogique /Pelende, l'Institut Supérieur Pédagogique /Panzi, Institut Universitaire de Kasongo Lunda, l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kasongo Lunda et L'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka.

Créé comme extension de l'institut Supérieur Pédagogique de Kikwit à Imbela en 1997 puis reconnu par l'Etat comme Institut Supérieur Pédagogique de POPOKABAKA par arrêté ministériel / MINEDUC/ CABMIN/ ESU/064/ 2001 du 29/ 08/ 2001, il a été dirigé à Imbela par l'Abbé Louis Khama. Actuellement, l'ISP /POPO compte 3 sections :

1° Lettres et sciences humaines, option : anglais et culture africaine, français et langues africaines, histoire et sciences sociales,

2° Sciences commerciales et administratives

3° Sciences exactes avec deux options : biologie et chimie et Mathématiques et physiques.

Paulin Ibanda Kabaka, dans son article sur Evangélisation et Education dans le diocèse de Popokabaka en République Démocratique du Congo (2005 – 2015) écrit, à ce sujet, que « la genèse de cette initiative l'Abbé Louis Khama la doit à l'Abbé Augustin Kutubisa Masala Mbanza qui, alors Coordinateur des écoles conventionnées catholiques du diocèse s'inquiétait déjà

de la baisse du niveau de l'enseignement dans le diocèse. (...) L'abbé Augustin Kutubisa, lui, avait avant tout le monde, vu juste en soutenant que la solution durable au problème de la requalification du niveau d'enseignement dans le diocèse de Popokabaka passait par l'urgence de créer un ISP dans le diocèse comme à Kikwit » (Ibanda, 6-7).

De nos jours, cet ISP/ Popokabaka est une institution publique placée sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire et qui échappe donc au contrôle du diocèse. En 2020, il compte 2 professeurs, 16 chefs de travaux, 18 assistants, 28 étudiants avec une association des assistants (AS) ; Mais son fonctionnement est confronté à plusieurs problèmes :

1. la vétusté des infrastructures et le surnombre d'étudiants dans les auditoriums ;
2. la violation des instructions relatives aux inscriptions ;
3. les freins culturels
4. la qualification des enseignants
5. la pauvreté face au paiement des frais académiques

A ce sujet, Ibanda notait que « avec la pauvreté de masse des ménages agricoles qui composent à 97 % le diocèse de Popokabaka est une vraie difficulté en matière de scolarisation des enfants dont plusieurs abandonnent leurs études par manque d'argent et de soutien financier » (Ibanda, 1999).

Sur le plan organisationnel, plusieurs comités de gestion se sont succédé sous l'autorité des Directeurs Généraux suivants :

1993– 1997 : Abbé Docteur KHAMA MOSI

1999 - 2010 : Sœur Thérèse Kabwanga Mangenze

2010 – 2015 ; Professeur Mwaku Fidèle

2015 - ; Professeur Kasela Nzuzi

Sur le plan interne, le premier devoir d'une institution publique comme ISP/ Popokabaka est d'informer tous les acteurs qui composent l'institution à savoir les étudiants, le personnel enseignant, le personnel technique et administratif, les syndicats et les amicales ou les associations légalement constituées. Mais étant donné que l'ISP est un bien public, il implique que la communication s'étende au niveau des citoyens ordinaires afin qu'ils comprennent certaines situations, certains problèmes et certaines décisions. Mais comme c'est la seule institution supérieure qui fonctionne dans ce territoire rural, les autorités du comité de gestion subissent plusieurs pressions exacerbées par le clientélisme, le népotisme, le tribalisme et tant d'autres anti -valeurs qui ont détruit le socle social du système éducatif. Dans ce contexte délétère, les exigences liées au besoin d'informer, de renseigner et de ne pas dissimuler ni la vérité, ni les difficultés sur les filières ne reposent pas sur un contrat de performance mais sur une gestion traditionnelle de type vertical.

Forces et faiblesses de la communication institutionnelle

Analyse des forces

L'analyse des forces de la communication institutionnelle permet de dégager les constants suivants :

1. Le comité de gestion actuel est engagé et développe une polyvalence des ressources humaines. La tutelle politique de ce comité est forte. Les personnes interviewées reconnaissent que les membres de ce comité disposent d'un leadership innovant par rapport à précédents membres de gestion qui étaient « atypiques ». L'autorité de ces derniers était mise en ballottage par les tendances centrifuges de certains Chefs de Travaux locaux qui sont en « carrière plane ».
2. Les réunions des agents et la vitalisation des tableaux d'affichage régulièrement tenues à l'ISP/ Popokabaka développent un sentiment d'appartenance à l'institution qui se traduit par une solidarité agissante au sein des équipes. Dans la communication publique, tout enjeu doit être communiqué. Tous les acteurs concernés sont tenus dans l'obligation de comprendre, mais aussi adhérer aux non - dits d'une décision tout en supportant les inconvénients. Cela veut dire, dès l'amont, écouter les voix concordantes et discordantes et leur permettre de dire ce qui tient du niveau émotionnel. L'essentiel est de valoriser et d'expliquer les rôles de l'institution, de servir l'intérêt général, d'assurer l'information nécessaire au fonctionnement de l'ISP et de rendre lisibles et visibles ses actions, ses réalisations et ses projets. Cette action de communication se fait sur la base du partage de l'information et des connaissances dans une démarche participative. La communication au sein de l'ISP/ Popokabaka est un élément important

qui permet la mise en proximité de toute la communauté universitaire.

Le développement du sentiment d'appartenance à l'institution fondée sur le slogan « ya beto mosi, de nous – même » est un gage de mobilisation d'énergies et de personnes autour de la réussite de l'ensemble de ses acteurs et de ses projets.

3. ISP / Popokabaka reste une institution de référence dans l'écosystème académique du territoire de Popokabaka et assure la diffusion des informations d'ordre scientifique. Même les villageois et les notables politiques ont une pleine conscience de l'importance et du degré de séniorité de l'ISP/ Popokabaka par rapport à d'autres institutions de l'enseignement supérieur ;
4. Un partenariat avec d'autres Instituts Supérieurs Pédagogiques sur le programme de formation et de suivi des assistants et des chefs de travaux a abouti à plusieurs promotions professionnelles et a renforcé la visibilité de l'image de l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka comme une institution de référence dans la province du Kwango.

Analyse des faiblesses

Les faiblesses en matière de communication sont les plus importantes par leur ampleur. Ce qui fait qu'elles induisent par les effets défavorables sur l'ensemble de l'institution.

La communication interne au sein de l'ISP / Popokabaka n'est pas fluide car le comité de gestion et les conseils de section sont confrontés aux difficultés financières à cause

des contraintes financières. Plusieurs membres du corps académique et scientifique ne peuvent se payer des téléphones Android et être connectés pour avoir l'information en temps réel ;

L'inexistence d'un syndicat des membres du corps scientifique et académique met à rude épreuve la volonté des victimes de se défendre contre l'arbitraire administratif. Comme conséquence, la valeur ajoutée des représentants des assistants et des administratifs est faible car ils ne sont pas réactifs et ne conseillent pas le secrétaire général académique et administratif.

1. Le système de gestion administrative et financière qui s'est amélioré ne réserve pas une place de choix à l'unité de communication institutionnelle.

2. Une infrastructure obsolète. Les faiblesses notées sur le plan logistique sont relatives à la vétusté et à l'exiguïté des bureaux. Ce qui facilite les rumeurs.

5. L'accès limité aux informations scientifiques Sur le plan de la communication, le faible nombre des professeurs assure le partage d'informations aux étudiants et aux assistants peu accessibles aux dernières informations scientifiques.

3. Le manque de ressources financières stable

La performance de l'ISP/ Popokabaka, sur le plan communicationnel, est limitée sur le plan financier. Sur le plan interne, l'affichage des notes de service au tableau ne permet pas d'informer au mieux le public. Le mécanisme de renforcer la circulation de l'information est limité par manque des moyens financiers pour photocopier en plusieurs exemplaires les documents administratifs et académiques importants. Du coup, la finalité de faire du personnel scientifique et académique

les ambassadeurs de l'ISP auprès des villageois échoue. Sur le plan externe, l'information ne circule pas par le biais du courrier électronique, du site internet et des réseaux sociaux (Facebook, Whatsapp).

Sur le plan organisationnel, l'Institut Supérieur Pédagogique ne dispose pas d'un service de communication dédié. Il revient à l'assistant du Directeur Général de répondre aux sollicitations liées à la fois au protocole et à la communication. Par conséquent, certaines actions de communication sont menées sans planification ni stratégie claire. Des supports de communication pour donner une identité visuelle de l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka ne sont ni produits ni vulgarisés. Sur le registre des relations extérieures, elles devraient porter sur les interventions du Directeur Général ou du Secrétaire Général Académique lors des événements organisés ou non par l'Institut Supérieur Pédagogique.

4. Les inscriptions basées sur des recrutements locaux

Les conditions d'admission au sein de l'enseignement universitaire public ou privé sont fixées par l'arrêté départementale N° ESU/CABCE/082 du 05 JUILLET 1982 aux termes duquel « nul n'est admis en premier graduat s'il n'est titulaire d'un diplôme d'état ou d'un titre jugé équivalent par le ministre à l'enseignement primaire et secondaire ». Et tous les candidats finalistes ayant obtenus moins de 60% des points à l'examen d'état (candidats Congolais) sont soumis à un concours d'admission. Cette instruction n'est pas scrupuleusement

respectée à l'Institut Supérieur Pédagogique / Popokabaka. Aucun cas de refus d'inscription ou d'irrecevabilité de l'inscription n'y a été observé. Conséquences : les informations sur les modalités de recours ne sont pas portées à l'endroit des candidats.

L'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka ne dispose pas d'un service de guidance chargé d'aider les nouveaux candidats à opérer un choix d'une option d'étude, à avoir une information sur les filières d'études et appuyer certains à l'apprentissage et l'adaptation à l'institution de l'enseignement supérieur.

Le challenge pour l'Institut Supérieur Pédagogique est de maintenir son avance sur d'autres institutions de la province du Kwango en conservant de façon pérenne la pertinence de ses actions de communication et d'améliorer ses stratégies de communication institutionnelle à partir des faiblesses identifiées. Les experts des questions académiques ont stigmatisé que « les universités africaines sont allées de crise en crise : crise de croissance, crise financière, crise de confiance, crise d'identité, mais aussi crise quant à leurs missions et à leur niveau d'excellence ». Ces problèmes de fonctionnement affectent la communication.

Ce qui nous amène d'établir un lien entre la communication institutionnelle et la communication de crise. Selon Catherine Loneux, celle – ci est définie comme celle qui « se donne ainsi comme susceptible de « réduire le bruit » dans les situations désordonnées, mais plus largement, comme méthode de gestion standardisée et quotidienne comme moyen d'anticiper des crises » (Loneux, 2012 : 1). Dans le passé, l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka a connu des situations de

crise qui ont abouti à des mécanismes d'autolégitimation des membres du comité de gestion. Elles se cristallisent parfois avec la complicité extérieure de la société civile. Dans un contexte de tribalisme, de népotisme et de trafic d'influence, des formes de crise de confiance interpersonnelles sont parfois latentes parfois ouvertes. Edgar Morin écrit, à ce sujet, que « tout accroissement dans une oscillation, une fluctuation, tout blocage, retard, toute insuffisance dans une régulation peuvent devenir facteurs de crise, entraînant déstructurations en chaîne (...) aléas, désordres internes et externes se trouvent en interférence et déclenchent la crise (Morin, 1976 : 160). Le rôle du comité de gestion consiste, entre autres, à anticiper les situations de crise en « repérant les phases de ce processus de décrédibilisation, liées dans un premier temps aux arguments de la communication institutionnelle autour de la notion de la légitimité » (Loneux, 2012 : 4). L'épisode de la mort de Georges Mbaya montre que la crise peut mettre aux prises l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka et les villageois sur fonds de rumeurs les plus fantaisistes parfois pouvant entraîner mort d'hommes. Le cas le plus illustratif demeure l'affaire de la foudre qui était tombée sur la maison de l'assistant PIERRE LEWULA, quelques heures après le passage de GEORGES MBAYA parti lui réclamer sa créance. Accusé de sorcellerie, ce juge coutumier a trouvé la mort à force d'être lynché, torturé, amputé certains de ses organes et égorgé.

Pour évaluer objectivement cette gestion d'informations académiques, nous allons nous référer aux indicateurs suivants, en l'occurrence l'utilité de

l'information, l'accès aux documents, le niveau des perceptions, la qualité de l'information et la fidélisation.

Une information utile est celle qui est dotée de la capacité à aider les membres du personnel académique, administratif et les étudiants à créer un climat de confiance au sein de l'ISP. Elle participe des conditions mises en place pour assurer l'influence et l'efficacité, sans préoccupation volontaire immédiate de la rétroaction. Le caractère utile de toute information dépend de sa source émettrice. Si celle – ci est le comité de gestion, cette information inspire confiance pour le public cible, car elle est la parole de l'autorité. Mais si elle est donnée en plein contexte de crise de confiance entre le comité de gestion et le personnel, elle est distordue par la rumeur en y associant les intentions malveillantes. Sans une unité de la communication interne et externe, la crise peut s'intensifier.

L'accès aux documents officiels reste une gageure à l'ISP/Popokabaka. A l'intérieur du pays, la détention des documents officiels reste le privilège des autorités. Faute du site internet, l'on se contente du tableau d'affichage pour communiquer des décisions importantes liées aux notes de service ou aux arrêtés ministériels de portée nationale ou provinciale. Des cas de vandalisme ont été observés lors des manifestations de sabotage de la part des étudiants irréguliers ou exclus. Le manque d'organisation des archives de l'institution handicape le public d'avoir accès aux documents importants et officiels. Mais les quelques privilégiés qui disposent de téléphone Android reçoivent des informations via Whatsapp. On assiste à la bipolarisation des sources d'information, l'une officielle et l'autre informelle.

La perception de la communication au sein de l'Institut Supérieur Pédagogique est liée aux représentations que soit les autorités académiques soit les membres de l'ISP se font du pouvoir. Pour la plupart des personnes interrogées, les membres du comité de gestion sont nommés par le Ministre et ne rendent compte qu'au Conseil d'administration des institutions pédagogiques supérieures (CAISP) et au Ministre. Cette perception consacre la communication verticale qui s'opère de haut en bas. Ils assument certaines incohérences de ces mesures en arguant que c'est la décision de l'autorité. Ce mode vertical de communication est en contradiction avec « le mode de délégation cogéré et négocié » instauré par le partenariat centré sur l'utilisateur. A ce sujet, Poncelet et al. ont écrit que « ce partenariat, qui commence à être questionné dans son principe, dans son application unique à l'utilisateur (qui n'exerce aucun contrôle sur sa gestion ni sur son impact en termes de qualité), et surtout sur ses effets pervers, pourrait devenir le point majeur de l'agenda des réformateurs locaux » (Poncelet 2015 : 104).

La qualité des informations est liée à leur pertinence. S'adaptent-elles au contexte local et rural ? Une information est pertinente dans la mesure où elle est transformée en décisions puis en sanctions négatives (actions disciplinaires) et sanctions positives (gratifications). La transformation en décision et de la décision à la sanction positive ou négative s'effectue d'abord chez les dirigeants de l'organisation pour la survie de celle-ci en général et ensuite chez les membres internes et externes pour construire l'image de l'entreprise et de ses dirigeants.

Pour que les employés, les clients ou consommateurs adhèrent aux objectifs de l'entreprise, ils se réfèrent aux informations liées aux réalités quotidiennes de l'institution. Selon la majeure proportion des personnes interrogées, à l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka, les revendications que présentent des étudiants, des professeurs, de personnel scientifique ou encore le personnel administratif aux membres du comité de gestion ne trouvent souvent des solutions qu'en se référant à la hiérarchie. Le rôle des membres du comité de gestion est de réduire l'incidence négative insidieuse de la rumeur publique comme forme de contestation sociale de l'autorité établie et comme affirmation du contre – pouvoir. Dans cette communication horizontale, le problème récurrent qui se pose est celui des sources des fausses nouvelles qui entraînent des conséquences néfastes ou des bonnes nouvelles qui cimentent la solidarité autour de l'autorité établie.

La fidélisation de l'information est le socle du vivre – ensemble au sein de toute institution. Elle concerne plus les messages qui circulent entre les supérieurs hiérarchiques et les subordonnés. Le principe de précaution permet aux autorités de prendre des risques de dérapage car le langage est source des malentendus. Lors de la transmission de ces messages, la fidélisation s'entend en termes d'adéquation à la vision managériale. A l'opposé, la défiance aux pouvoirs publics sert de stimulant pour violer cette fidélisation. A l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka, il existe de structures invisibles et leurs effets, comme l'a démontré Bourdieu telles que la société civile, la main

noire de l'élite politique et financière du territoire à Kinshasa et en Europe et le réseau des « sorciers ». Leur *modus operandi* est différent mais l'objectif visé est de tordre le cou à l'adhésion des publics cible. C'est grâce à ces structures invisibles que l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka est pour reprendre les termes de Philippe Cabin « un lieu de concurrence et de lutte » où s'affrontent des intérêts partiels antagoniques latents.

Cet état des forces et des faiblesses a fait apparaître un besoin de mise en place de quelques axes stratégiques qui n'épargnent aucun domaine de la communication à l'ISP/ Popokabaka.

Il s'agit de l'axe de création d'outils de diffusion innovants et l'axe sur l'identité visuelle. Il est impérieux de renforcer la présence de l'ISP sur les réseaux sociaux et dans les médias sociaux, créer une plateforme d'envoi de SMS pour informer en temps réel les acteurs et y organiser l'archivage numérique

Pour faire au déficit de communication interne et externe qui se traduit par une certaine difficulté des acteurs à s'approprier les stratégies de communication en usage, à les intégrer dans un cadre d'ensemble et à leur assurer un pilotage apte à stimuler et soutenir dans la durée les efforts importants déjà amorcés, nous recommandons une démarche participative et consensuelle qui repose sur le mode de gestion horizontal.

Conclusion

L'analyse des forces et des faiblesses a montré que les incidences des problèmes de fonctionnement de l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka se remarquent au niveau de la communication institutionnelle. Cette institution utilise plusieurs outils de cette communication formelle que les notes de service, communiqués et rapports des réunions de travail, des conseils de section ou du comité de gestion ou celles de négociation, de coordination ou de formation ainsi que par les rapports des services établis, soit sur demande hiérarchique soit sur initiative personnelle.

Cette dimension formelle associée à la composante informelle favorisent une meilleure gestion de l'information académique. Mais comme le démontre notre analyse, l'Institut Supérieur Pédagogique de Popokabaka est confronté à un déficit de communication interne et externe qui se traduit par un faible accès aux informations scientifiques et administratives et l'inexistence d'un service de communication et de guidance. Après l'analyse des forces et des faiblesses, nous proposons que soit intégré au niveau du cabinet du Directeur Général un service chargé d'informations et de coopération pour mettre à la disposition de tous les agents de cette institution et de la population riveraine les informations utiles à temps.

Références bibliographiques

AMADO et Guitet (1975). *La dynamique dans les groupes*. Paris. Armand Collin

- BOURDIEU P. (1996). *Sur la télévision, suivi de l'emprise du journalisme*, Paris, Liber, Raisons d'agir,
- CABIN P., (2010). « Communication et organisation ». *La Communication -Etat des savoirs*, Paris, Editions Sciences Humaines.
- DUTERME C. (2002). *La Communication Interne en Entreprise*. Bruxelles. Deboeck Université,
- Ibanda Kabaka, P. Evangélisation et Education dans le diocèse de Popokabaka en République Démocratique du Congo (2005 – 2015).
- MBAYA, M., STREIFFLER, F., *Secteur informel au Congo-Kinshasa, stratégie pour un développement endogène. Zamba epeli moto, nyama iboyi kokima*, Kinshasa : éd. universitaires africaines
- Loneux C. (2012). Communication institutionnelle : codes de déontologie et usage spécifique de la notion de crise ». *Communication et organisation*.16, 1-15.[https://doi.org/10400/ Communication organisation 2261](https://doi.org/10400/Communicationorganisation2261)
- Poncelet, M., Kapagama, P., De, T., M'Piana, J. & Matagne, G. (2015). À la marge de l'internationalisation de l'enseignement supérieur... mais au cœur d'un marché universitaire national : l'université de Kinshasa (République démocratique du Congo). *Revue Tiers Monde*, 223(3), 91-110. <https://doi.org/10.3917/rtm.223.0091>

FACE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN RDC, QUEL EST LE ROLE DU RAPDA ?

**Par
Ginette BANDIAKWAMA Makala²⁵**

Résumé

Dans le monde entier aujourd'hui, on évalue à plus d'un milliard le nombre de personnes affamées et celui-ci ne fait qu'augmenter au jour le jour. C'est pourquoi, il faut agir dès maintenant. En 1996, au Sommet Mondial sur l'Alimentation, la RDC, comme tous les autres pays membres des Nations Unies, a réaffirmé sa volonté de protéger et respecter les droits humains particulièrement le droit à l'alimentation (Dani Katathou, 1995). La faim, ce fléau, est le résultat des politiques internationales et nationales menées par les gouvernements nationaux et les institutions internationales qui empêchent les plus démunis d'accéder aux ressources naturelles, financières et publiques pour nourrir leurs familles.

Il faudrait donc s'attaquer aux causes profondes si l'on veut éradiquer de façon durable la faim. L'objectif de cette publication est de sensibiliser justement d'une part les responsables des gouvernements qui la liraient sur les obligations qu'ils ont de changer les politiques actuelles qui provoquent la faim et d'autre part les bénéficiaires

²⁵ Assistante de recherche au CERDAS

de cette alimentation de revendiquer leurs droits. Pour ce faire, des mécanismes de concertation et d'harmonisation au niveau national et international doivent être mis en place pour trouver des voies et moyens de résoudre ce drame humanitaire. Les observations personnelles, les interviews individuelles, la recherche documentaire, nous ont fourni des matières à l'élaboration de cette contribution.

Mots clés : *Insécurité, alimentaire, famine.*

Abstract

It is estimated that there are more than one billion hungry people in the world today, and the number is growing daily. This is why we must act now. In 1996, at the World Food Summit, the DRC, like all other member countries of the United Nations, reaffirmed its commitment to protect and respect human rights, particularly the right to food (Dani Katathou, 1995). Hunger, this scourge, is the result of international and national policies carried out by national governments and international institutions that prevent the poorest people from accessing natural, financial and public resources to feed their families.

Therefore, the root causes should be addressed if hunger is to be eradicated in a sustainable manner. The objective of this publication is to sensitize government officials who read it to their obligations to change the current policies that cause hunger and to enable the beneficiaries of this

food to claim their rights. In order to do so, mechanisms for consultation and harmonization at the national and international levels must be put in place to find ways and means to resolve this humanitarian tragedy. Personal observations, individual interviews, and documentary research have provided us with material for the elaboration of this contribution.

Key words : *Insecurity, food, famine.*

Introduction

La RDC est l'un des pays membres de l'ONU, qui avait réaffirmé en 1996, au Sommet Mondial de l'alimentation, le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive, conformément au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim, Il est aussi un de pays membre du RAPDA qui est un Réseau Africain pour le Droit à l'Alimentation créée en juillet 2008 à Cotonou et réuni actuellement une vingtaine de coalitions travaillant à la promotion et à la défense du droit à une alimentation adéquate. La faim, ce fléau, est le résultat des politiques internationales et nationales qui entravent l'accès des personnes aux ressources naturelles, financières et publiques nécessaires pour produire ou acheter de la nourriture dans le respect de la dignité humaine. Le plus souvent, ces politiques s'appuient sur le marché pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La conséquence de ces politiques est que nous avons à ce jour plus d'un milliard des personnes qui

souffrent de la faim. La plupart de ces affamés sont situés dans les pays du Sud, c'est-à-dire en Afrique, en Asie et en Amérique latine...

La majorité de personnes qui souffrent de la faim vit encore en milieux ruraux, soit 50%, sont de petits producteurs et productrices agricoles : 20% sont de travailleurs (euses) agricoles sans terres ; 10% sont des pêcheurs, éleveurs, récolteurs des produits forestières non lignés. Malgré une urbanisation croissante, les groupes les plus vulnérables sont composés des personnes démunies vivant en milieux ruraux et périurbains qui n'ont pas un accès adéquat aux ressources naturelles, particulièrement la terre. Ils n'ont pas un emploi rémunéré ou une source alternative de revenu, comme les subventions sociales ou la pension. Pour garantir la subsistance à la majorité des populations, dans le contexte de la crise actuelle, la problématique de sécurité foncière et de gestion des ressources naturelles devient une question urgente à résoudre.

Le phénomène d'accaparement des terres par les multinationales constitue une véritable ruée vers l'or. Malheureusement, les gouvernements semblent être indifférents à ce problème. A la limite, ils sont complices.

En ce temps de crise multiforme diverses (financière, environnementale), plusieurs gouvernements du monde semblent négliger les droits humains, surtout le droit à une alimentation adéquate. De nombreux responsables nationaux ne semblent pas s'occuper des infrastructures rurales comme les routes et les ponts qui pourraient conduire à la sécurité alimentaire locale et nationale. Le cas de la RDC est particulièrement parlant à ce sujet. En effet, partir de la capitale de ce pays

(Kinshasa), pour atteindre les bouts des provinces les plus proches – le Kongo –Central et le Kwango –par route, relève du parcours de combattant. Bien que cette vérité bouscule plus d'un responsable, considérant les conséquences que ce fléau provoque, il est grand temps qu'on s'attaque aux structures non démocratiques qui retardent toute action corrective et préventive.

Les gouvernements, celui de la RDC notamment, devraient protéger, respecter et donner effet sur le droit humain à la nourriture de leurs concitoyens. Ces gouvernements doivent être responsabilisés en mettant en place des mécanismes qui les obligent à s'occuper de ce fléau.

Pour éradiquer la faim, il sied de tenir compte de certains objectifs : D'une manière générale, assurer et renforcer la sécurité alimentaire à toutes les personnes particulièrement les groupes vulnérables (enfants, mères allaitantes, personnes âgées, personnes avec handicap, personnes avec VIH/SIDA). De manière spécifique il faudrait :

- changer les politiques nationales et internationales des systèmes économiques actuels qui bloquent l'accès aux ressources naturelles et financières aux plus démunis qui ne savent pas nourrir leurs familles ;
- militer pour l'accroissement des investissements agricoles ;
- développer les mécanismes de protection des groupes vulnérables (minorités, personnes démunies, enfants, vieillards, PVV) ;

- développer des mécanismes locaux, régionaux et internationaux de concertation pour l'harmonisation des politiques en la matière.

Ainsi, notre article s'articule autour des points ci-après : Les fondements de la crise, la Situation Alimentaire en RDC et enfin les stratégies d'atténuation de la crise alimentaire.

Fondements de la crise

Les causes politiques de la crise alimentaire actuelle sont l'œuvre des systèmes économique et politique qui défavorisent l'exploitation des produits locaux au profit des produits importés. Cette situation fait augmenter le prix de denrées alimentaires, ce qui provoque la crise alimentaire. Conséquence : nous avons actuellement plus d'un milliard de personnes qui meurent de faim. Hormis les causes précitées, on dénombre plusieurs autres causes à l'origine de cette situation ; il s'agit notamment de la subvention des industries agro-alimentaires par les gouvernements de l'Union Européenne et des Etats-Unis d'Amérique. L'émergence de la classe moyenne chinoise et indienne qui a changé le régime alimentaire, la consommation élevée de viande, l'augmentation du prix de pétrole, l'augmentation de la production d'agro carburant, la réduction de l'eau pour les terres fertiles et la spéculation des marchés des produits alimentaires ont occasionné la crise alimentaire (CEBEDES-XUDODO, 1996).

Causes de la sous-alimentation en Afrique :

- Distribution inégale de terre cultivable,
- Absence de contrôle visant à contraindre le gouvernement à respecter leurs obligations internationales sur le droit à l'alimentation,
- Absence de mesures de lutte contre la pauvreté et la faim,
- Absence de réglementation sur les activités de multinationales qui viennent en Afrique (RDC) pour exploiter les terres au détriment des populations locales qui en paient le frais. (www.RAPDA.com) .
- Pauvreté, conflits, corruption, politiques nationales, dégradation de l'environnement, entraves au commerce, insuffisance du développement agricole, croissance de la population, niveau d'éducation faible, inégalités sociales,
- Catastrophes naturelles.

Les conséquences les plus graves de cette crise ont des répercussions sur les groupes les plus vulnérables composés des enfants, des femmes surtout allaitantes ainsi que des personnes âgées et des malades chroniques.

En effet, ces catégories des personnes n'ont pas un accès suffisant à une nourriture adéquate, aux soins de santé, à l'éducation, à un habitat décent et à l'eau potable. Une dégradation du tissu social s'ensuit, des violations domestiques se multiplient, il y a abandon des enfants par les familles et on assiste au phénomène « Enfants de rue », communément appelés « Shégué » à Kinshasa.

La crise alimentaire a donc un impact négatif sur la santé des individus, car elle réduit la consommation des calories et du fer, qui est un élément capital pour le sang.

En plus, elle provoque l'anémie, diminue la force des mères allaitantes. C'est pourquoi, il faudra se concentrer sur les causes profondes de la crise et les conséquences sur les groupes vulnérables cités ci-dessus.

Il s'agit dans un premier temps d'identifier ces groupes et les détenteurs des droits, ensuite les obligations des secteurs publics et privé. Par ailleurs, les ressources et les lacunes doivent faire l'objet d'études sérieuses pour en avoir une intelligence plus nette. Dans un pays comme la RDC où les données fiables posent problème, cette dernière préoccupation s'avère fondamentale.

Dans les lignes qui suivent, nous allons présenter la situation sanitaire de la République Démocratique du Congo.

La Situation Alimentaire en République Démocratique du Congo

Pour aborder à bon escient cette section, il est utile de définir l'aliment qui n'est rien d'autre que toute substance susceptible d'être digérée et de servir de nourriture à l'être humain.

Lemery note que l'aliment est tout ce qui est capable de réparer la perte des parties solides ou liquides de notre corps. En outre, il est toute substance non toxique capable de satisfaire aux besoins nutritifs de l'organisme, besoins de matières, besoins de chaleur, d'énergie mécanique (Lemery, www.carin.info/Sociologie, consulté le 20/05/2018).

Partant de ces définitions, nous pouvons dire que la situation alimentaire en RDC est précaire,

particulièrement à Kinshasa, au Sud Kivu, au Katanga, au Bandundu et à l'Équateur ; en effet, plus de seize millions des personnes, soit 33%, ont des problèmes sérieux d'alimentation ; elles sont donc vulnérables (FAO,2015).

La nourriture en quantité et en qualité est insuffisante et inaccessible à certaines personnes vulnérables. Selon les enquêtes menées par Copaco en 2010 dans le cadre du RAPDA, 66% des ménages n'ont pas des réserves alimentaires, et à Kinshasa, les populations vivent au jour le jour ou de façon alternée (d'où le phénomène dénommée 'délestage alimentaire') d'une nourriture non équilibrée du reste (COPACO, 2009).

Les mêmes constats ont été faits par une équipe d'enquêteurs de l'Institut Supérieur d'Exploitation Agricole (ISEA)/Bengamisa, Province Orientale en 2009. Il ressort de leur enquête que la population du District de la Tshopo mange un repas par jour. Ce repas est loin d'être copieux ; il est constitué surtout des légumes (pondu), des tubercules (manioc, riz et plantain). Par ailleurs, le poisson et la viande sont destinés à la commercialisation avec les riverains pour satisfaire aussi d'autres besoins tels que les frais scolaires, les fêtes du mariage, les soins médicaux, etc. (Rapport ISEA, 2009).

Afin de tenter de résoudre ce drame humain, plusieurs initiatives ont été prises dont celles qui suivent :

- Le groupe de la Banque mondiale (BM), de l'Union Européenne (UE) et du Fonds monétaire International (FMI), a mis en place une équipe des spécialistes pour coordonner et harmoniser les actions de Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale, mais sans grand

succès ; car, le nombre des personnes affamées ne fait qu'augmenter.

- Une autre initiative est venue de la France dans le cadre du G8 et G10, qui a créé un partenariat mondial pour l'agriculture en 2008 en vue de faciliter la gouvernance mondiale. Une fois de plus, cette initiative a été boudée par les pays du Sud qui voyaient là une façon pour les pays du Nord d'exercer leur hégémonie sur eux surtout que ces derniers n'étaient pas parties prenantes. Car, nombre de projets arrivent, mais ne répondent pas toujours au besoin des populations concernées.

D'où la nécessité de revitaliser le comité de sécurité alimentaire en sigle "CSA", qui s'est présenté comme une structure adéquate pour la concertation et l'harmonisation des politiques au niveau mondial. Mais, cette structure devait être reformée en y incluant la FAO, le PAM, les organisations de la société civile et les autres groupes sociaux. A cet effet, un Secrétariat technique des experts fut mis en place pour coordonner les actions du CSA réformé. Ce dernier se présente comme un comité consultatif et constitue une dynamique sur la coordination et la convergence des politiques mondiales, comme organe de gouvernance démocratique.

Ainsi, les gouvernements nationaux y compris la RDC, doivent réglementer les initiatives du secteur privé national et international, qui violent le Droit à l'alimentation, en élaborant des politiques qui garantissent des emplois et des revenus adéquats pour les

travailleurs démunis en zone rurale, particulièrement les femmes.

Les gouvernements sont donc responsables dans la résolution de la crise alimentaire. La souveraineté alimentaire inclut également le Droit à l'alimentation ; cela exige l'implication des femmes et des hommes de la petite agriculture pour changer les politiques et les pratiques nécessaires à l'éradication de la faim à long terme. Une autre initiative mise en place est l'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, qui est subdivisé en deux parties :

- La 1^{ère} partie contient divers articles qui détaillent les différentes politiques adoptées en réponses aux crises financière, alimentaire, nutritionnelle et environnementale mondiales :
- La 2^{ème} partie est composée des violations du Droit à l'alimentations dans les pays ou régions précises de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. C'est pourquoi , le RAPDA (le Réseau Africain pour le Droit à l'Alimentation) qui réunit les forces africaines pour lutter contre la faim avec comme objectif, sensibiliser les décideurs et les communautés locales aux droits économiques, sociaux et culturels (DESC) surtout le Droit à l'alimentation et la mise en œuvre du plan d'action du réseau , conduit actuellement grâce à ses coalitions nationales en les comparant aux directives volontaires (DV) de la FAO sur le droit à une alimentation adéquate.

Toutes nos sources documentaires et tous nos contacts par échange oral, nous ont conduit à constater que la RDC notre pays, quoique membre

du RAPDA, depuis 07/2007 est encore isolé de cette organisation ; à l'instar du Sénégal qui avait organisé une journée Mondiale de l'alimentation plaçant pour une solidarité universelle : « Unis contre la faim ».

Cependant, la RDC approche certains organismes de l'ONU tels que le PNUD, FAO, PAM localement installer dans notre pays pour établir des statistiques, du sujet qui nous concerne pour résoudre tant soit peu sur la sous-alimentation ; chercher à éradiquer les causes de l'insécurité alimentaire.

A titre d'exemple statistique, dans un rapport publié en 2015 les experts indiquent que 70 à 75% de la population congolaise se trouve à une insécurité alimentaire chronique. Le même rapport souligne aussi que la RDC compte parmi ses habitants 6,4 millions en situation de crises et d'urgence alimentaire. (w.w.w.radio Okapi.net /2017/10/20/émissions /parole-aux-auditeurs /la problématique de l'insécurité alimentaire en RDC).

Dans le même ordre d'idées, Pierre RABHI, propose un certain nombre de thèses pour permettre aux investissements dans l'agriculture de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la réalisation du Droit à l'alimentation des personnes démunies et victimes de la faim.

Pour partager les valeurs et les principes, le RAPDA a mis en place des points focaux volontaires (PF) au niveau de chaque pays, afin d'avoir de bonnes

connaissances sur les droits alimentaires, transmettre les rapports d'activités à la coordination. Les PF de pays sont politiques. Les Organisations de la Société Civile (OSC), jouent un rôle important dans le changement des politiques qui provoquent la faim.

La stratégie du RAPDA procède par les enquêtes socio-économiques, évalue les budgets et les lois nationaux, mène un plaidoyer législatif sur le Droit à l'alimentation, identifie les violations des DESC et accompagne des victimes auprès de la justice.

Le RAPDA, coordonne les activités de plusieurs organisations de la société civile (OSC) et des organisations paysannes travaillant à la promotion et à la défense du Droit à l'alimentation.

En 2009, RAPDA a organisé un atelier de formation et du suivi des réalisations du Droit à l'alimentation et la présentation des rapports basés sur les DV de la FAO en RDC. L'objectif était de suivre la situation du Droit à l'alimentation dans tous les pays et d'évaluer les efforts du RAPDA dans la lutte contre la faim en Afrique.

Les coalitions nationales qui sont membres de RAPDA sont actuellement au nombre de 20, à savoir : Bénin, Burkina-Faso, Gambie, Mali, Niger, Togo, RDC, Congo, Zambie, Cameroun, Kenya, Soudan, Côte-D'Ivoire, Sierra Leone, RCA, Nigeria, Sénégal, Uganda, Malawi, Afrique du Sud.

La vision du RAPDA, c'est d'avoir une Afrique où toute personne jouit effectivement et pleinement du droit DAA, que chaque personne ait une alimentation adéquate suffisante.

Vu ce qui précède, il faut des stratégies pour lutter contre l'insécurité alimentaire en République Démocratique du Congo, pays où la sécurité alimentaire est loin du compte, au vu de la situation peinte ci-dessus.

Les stratégies d'atténuation de la crise alimentaire

Pour atténuer la crise alimentaire, il faut entre autres :

- Observer le phénomène à étudier,
- Faire une recherche approfondie (enquête de terrain) de l'insécurité alimentaire en d'autres termes faire sortir l'état de lieux par les experts mandatés en la matière ;
- Informer les communautés locales et les gouvernements sur les DESC et surtout le DAA ; Le chercheur lui-même qui mène la recherche doit informer les communautés locales et les gouvernements sur les DESC et surtout le DAA.
- Amener les communautés et les décideurs à œuvrer pour rendre effectif le DAA ; les enquêteurs qui étudient ce phénomène et qui élaborent le rapport auprès du gouvernement et celui –ci à son tour doit mettre en exécution ce rapport.
- Donner les capacités aux décideurs et aux communautés pour rendre effectifs le DAA ; le pays concerné doit donner ses capacités parfois appuyer par les organismes internationaux, par exemple : le RAPDA, PNUD, PAM.

Les efforts du RAPDA sur le Droit à l'alimentation se concentrent surtout sur le renforcement des capacités de ses membres. Avec l'assentiment de ses partenaires et l'expertise de ses membres, le RAPDA deviendra une structure incontournable de la lutte contre la faim en Afrique. Son approche fondée sur le droit va permettre de mieux faire connaître les droits humains et les obligations qui en découlent, particulièrement celles du Droit à l'alimentation.

La crise alimentaire mondiale est causée par l'inflation des prix des denrées alimentaires et non par la pénurie alimentaire ; ce qui a aggravé les conditions de la faim et des pauvretés pré existantes et a créé des nouvelles vulnérabilités, en particulier dans les pays de l'Afrique Subsaharienne.

La forte augmentation des prix des denrées alimentaires n'a pas seulement affecté les personnes démunies des milieux urbains, mais également des nombreux agriculteurs et agricultrices qui manquent des moyens. Car le droit à la subsistance dépend également de l'achat des produits alimentaires.

Conclusion (Suggestion)

La faim, comme absence ou insuffisance de la nourriture, constitue une préoccupation majeure en Afrique subsaharienne en général et RDC en particulier. Elle est occasionnée par plusieurs causes comme les crises socio –politiques, les guerres civiles et les rebellions, ainsi que les politiques agricoles nationales et internationales qui privilégient l'agriculture de rente au détriment des cultures de subsistance. Les multinationales

ne sont pas en reste dans cette guerre contre la culture vivrière, qu'elles contribuent à sacrifier sur l'hôtel de la haute finance.

Les conséquences qui découlent de cette situation sont nombreuses et ont pour dénominateur commun l'insécurité alimentaire. Cette dernière, invisible en soi, se manifeste à travers les faits comme les maladies alimentaires (le Kwashiorkor et le marasme liés à la malnutrition), la perte de poids et l'amaigrissement (liés à la sous – alimentation) ainsi que des pathologies sociales comme l'errance et la fugue des enfants, communément appelés « enfants de la rue », fouillant les poubelles publiques à la recherche de nourriture.

Face à cette situation macabre dont la liste décrite ci-dessus n'est pas exhaustive, le RAPDA s'est posé en interlocuteur et partenaire des gouvernements et des ONG capable d'innover en explorant des nouvelles pistes en vue d'assurer aux populations africaines et congolaises une sécurité alimentaire durable.

Nous osons croire que cette structure aboutira à bon port et que les populations les plus démunies pourront espérer manger à leur faim.

Recommandation

Le défis pour atteindre l'objectif :

- Une prise de conscience individuelle et collective
- La mise en place d'un travail en synergie,
- Les renforcements des capacités,
- La participation et la création des lois,

- Le dialogue au niveau politique et local et l'élaboration des rapports en termes d'états des lieux,
- Assurer une meilleure articulation entre l'assistance alimentaire et la relance agricole,
- Promouvoir l'assistance multisectorielle.

Bibliographie

Analyse approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Kasai, Kasai central, Kasai oriental, Lomami et du Sankuru, RDC octobre 2017 / world Food Programme, Food security,

Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, juillet 2007 et février 2008, Ministère du plan et Institut National de la statistique, RDC,

Atténuation des risques de crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel, Eric Levron, 07/2012/action contre la faim (ACF)

BENOIT-CATTEN M., BRICAS, Agriculture et alimentation ; des champs géopolitiques de confrontation au XXI^e siècle. Paris : club Déméter, p.145-157(cahier Déméter, 13),2012.

BRICAS : Forces et faiblesses des filières agro-alimentaires en Afrique, N° 2012 secteur privé et développement (13) :6-9. Source internet, le 27/4/2012 à 13h18.

CEBEDES-XUDODO : « L'environnement et le développement Economique et Social ; une association de droit béninois reconnue officiellement », enregistrée sous le N° 1154/MISAT/DC/DAI/S1 du /8/1991 et publié au

journal officiel 107^e Année-N°23 du 1^{er} Décembre 1996.
Tirée a l'internet le 28/4/2012 à 11h48'.

DANI KATAKOU ; Enquête alimentaire et nutritionnelle
Gobe à Tshopo, première phase en juin 1995. Et deuxième
phase en octobre 1995. (tirée à l'internet le 23/4/2012 à
14h07.

Enquêtes socio-économiques District de la Tshopo et de
la ville de Kisangani 2009,

Le Littré, Encyclopedia Universalis, 1974

Observation du Droit à l'alimentation et à la nutrition,
2010

Pierre RABHI, Pour en finir avec la faim dans le monde
www.amazon.fr.

[w.w.w. RAPDA.com](http://w.w.w.RAPDA.com)

[w.w.w.radio Okapi net](http://w.w.w.radioOkapi.net) /10/20/2007 émissions /parole aux
auditeurs / la problématique de l'insécurité alimentaire
en RDC.

W.W.W.wfp.org ./food-security ou [wfp . vamin fo@
wfp.org](mailto:wfp.vaminfo@wfp.org) .

FORET DE MAYOKO-KWILU²⁶ : REPRESENTATIONS SOCIO-CULTURELLES ET ETAT DES LIEUX.

Par
Augustine KILAU Nkangula²⁷

Résumé

Les études sur les représentations de la forêt la présentent comme une structure des conditions de vie, un espace symbolique, d'actions et d'interactions et désormais un bien commun de l'humanité (Chiasson, Boucher et Martin, 2005).

Le type d'interaction entre les acteurs et le territoire forestier est un critère qui permet de caractériser la représentation qui en est faite. La population de Mayoko-Kwilu aménage son environnement en fonction de l'interprétation qu'elle en fait et inversement (Berque, 1994 ; Dupré, 2006). L'intérêt que cette population accorde à la forêt dépend donc de la valeur principale qu'elle lui donne, qu'elle soit financière, sociale, culturelle ou écologique.

Abstract

Studies on the representations of the forest present it as a structure of living conditions, a symbolic space, of actions and interactions and henceforth a

²⁶ Mayoko-Kwilu, site de notre étude, est situé dans le secteur Kwilu Kimbata, territoire de Bulungu dans la province du Kwilu.

²⁷ Augustine Kilau Mbangula, Chef de Travaux au Département d'Anthropologie/Université de Kinshasa

common good of humanity (Chiasson, Boucher and Martin, 2005).

The type of interaction between the actors and the forest territory is a criterion that makes it possible to characterize the representation that is made of it. The population of Mayoko-Kwilu manages its environment according to the interpretation it makes of it and vice versa (Berque, 1994; Dupré, 2006). The interest that this population grants to the forest thus depends on the main value that it gives to it, whether it is financial, social, cultural or ecological.

Key words : *Forest, socio-cultural representation, state of the art*

Introduction

En République Démocratique du Congo, beaucoup de programmes de gestion des ressources naturelles forestières ont souvent des difficultés pour donner les résultats escomptés. Dans la plupart de cas, la conception de ces programmes ne perçoit généralement de la forêt que la fonctionnalité et la nécessité d'une utilisation rationnelle de ses ressources. Les concepteurs négligent souvent les dimensions symboliques qui pourtant influent sur les rapports des populations avec la nature environnante (Diop, M., Sambou, B. & LY, B., 2012).

C'est ainsi que cette étude cherche à comprendre les représentations que les populations de Mayoko-Kwilu se font de leur forêt ainsi que les répercussions possibles sur la gestion de ses ressources.

L'exploitation de la forêt est relativement liée au mode de vie de la population ainsi qu'à la représentation que cette dernière a de la vie en rapport avec la forêt. Dans les milieux ruraux africains, la forêt constitue la base des activités humaines. Mais au fur et à mesure, l'on constate que ce patrimoine naturel connaît plusieurs problèmes, entre autres celui de sa dégradation, suite à une exploitation abusive et non contrôlée.

La population de Mayoko-Kwilu a une représentation spécifique et particulière de la forêt, ce patrimoine clanique légué par les ancêtres à toutes les générations (A. Kilau, 2018).

De nos jours, la forêt de Mayoko-Kwilu est menacée de disparition, emportant avec elle tous les produits forestiers non ligneux (PFNL).

- Quelle est la représentation que la population de Mayoko-Kwilu se fait de la forêt de sa communauté ?
- Quel est l'état des lieux de la forêt à Mayoko-Kwilu ?

Les représentations spécifiques et particulières que la population de Mayoko-Kwilu se fait de la forêt sont focalisées sur celle du patrimoine naturel clanique dont il faut bien gérer toute une diversité des ressources naturelles tout en préservant les espèces emblématiques et celles de l'héritage légué par les ancêtres à toutes les générations pour être valorisé par les activités agricoles et cynégétiques.

De nos jours, ce patrimoine s'est dégradé à la suite de la pression démographique exacerbée par l'intensification des actions anthropiques telles que la surexploitation agricole artisanale des bois d'œuvre.

Cela dit, la présente recherche est essentiellement qualitative. Nous avons commencé par élaborer un guide d'entretien qui reprenait les différents sous-thèmes qui faisaient l'objet de nos préoccupations.

Avant d'entamer des entretiens, nous avons cherché d'abord à obtenir l'autorisation du chef coutumier, la première autorité du village. Grâce lui, le contact avec ses notables, les chefs des clans ainsi que les autres catégories sociales, notamment, les chasseurs, ramasseurs, pêcheurs, cultivateurs, fut rendu possible.

Auprès des chefs de clan, nous avons les informations sur la forêt comme patrimoine clanique. Une fois terminé avec le chef du clan, nous pouvions alors nous entretenir avec une personne susceptible de nous donner des informations fiables. Nous avons l'opportunité d'organiser des entretiens de bon gré. Nous n'avons pas cherché à interviewer tout le monde. Pour le choix des entretiens, nous sommes allée vers les informateurs-clés. Et puis ceux-ci, nous ont conseillée de rencontrer d'autres personnes répondant aux mêmes critères d'éligibilité. Cette technique dite « boule de neige » est classique : elle permet de gagner du temps bien sûr, mais surtout elle fonctionne sur la base de la confiance suscitée chez l'enquêté(e).

A la fin de chaque entretien, au moment de nous séparer avec notre interlocuteur ou interlocutrice, nous lui demandions s'il (elle) ne connaîtrait pas une personne qu'il (elle) pourrait nous faire rencontrer et avec laquelle nous pourrions faire un entretien.

Notre expérience personnelle a été également d'un apport indéniable en notre qualité de chercheuse native. En effet, Mayoko-Kwilu est un milieu qui nous a vu

naître et grandir : nous avons passé des années à écouter des histoires et à observer tout ce qui touchait à la gestion de la forêt.

Une représentation sociale est « *une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social* » (Jodelet, 1989 : 53). Ainsi, les représentations sociales sont multiples, elles sont ancrées au sein des groupes et des systèmes de valeurs qui leur sont propres (Dortier, 2013).

Aussi, autant il existe des groupes sociaux, autant l'on observe une multiplicité de représentations sur un même objet. L'étude des représentations sociales d'un objet nous renseigne sur l'étendue de l'action le concernant, ainsi que sur ses enjeux et les relations de pouvoirs notamment en ce qui concerne sa gestion, et permet d'une certaine façon de comprendre les interactions et les pratiques sociales autour de cet objet (Abric, 1994).

Nous basant sur les données recueillies au cours de cette étude, nous avons épinglé quelques images que la communauté a de sa forêt. Il s'agit, entre autres, de :

1. Forêt comme espace de communication et de médiation avec les esprits

A Mayoko-Kwilu, la forêt constitue une propriété inaliénable du clan. De ce fait, elle est perçue comme un bien commun du clan. Au-delà des fonctions primaires liées à la vie sociale, elle sert d'espace de communication et de médiation avec les mânes des ancêtres.

Comme lieu cultuel, il est regenté par le chef du clan qui y accède pour des rites aux ancêtres (*bikien*). Ils se pratiquent au mois de janvier dans la mesure où le 3

janvier de chaque année est consacré au sarclage des cimetières et en offrant au chef coutumier, la nuit une marmite contenant des spécimens d'écorces, des champignons, les os des gibiers ou autres parties (griffes, cornes, peaux), les chenilles, les insectes, les fruits, les plumes d'oiseaux...

De nos enquêtes, il a été noté que la population sous étude gère la forêt par des pratiques culturelles notamment les interdits (*bikien*), les rites qui sont tenus et réalisés par les initiés en collaboration avec les gardiens de la tradition.

Selon la conception de la population de Mayoko-Kwilu, les *bikien* relèvent du monde des esprits protecteurs. A en croire Banda²⁸, si les interdits ne sont pas respectés, il s'ensuit des décès des petits enfants.

Les *bikien* sont appliqués à toutes les circonstances de la vie notamment sur la préservation et la conservation de la forêt. Il y a lieu de distinguer les interdits alimentaires « *bikien mu'nza* », des interdits d'ordre rituel.

La forêt, en réalité, est le sanctuaire des esprits, des mannes et des ancêtres, on s'y rend pour apprendre, connaître et découvrir la flore et la faune qui constituent ce milieu (S. KIDIBA,)

Ce dispositif avait finalement comme effet de limiter également la pression exercée sur les ressources naturelles.

²⁸ O. Banda, 78 ans, chef coutumier, 17 juillet 2015

2. Forêt comme socle de solidarité dans le travail des champs, de la pêche, etc.

L'observation sur terrain a montré l'équilibre, l'harmonie et la solidarité qui règnent lorsqu'on assiste et participe à la vie quotidienne des habitants.

De même, Bourdier (2009) a noté cela parlant des populations Indigènes du nord-est cambodgien : *« le début de l'abattage se déroule le plus souvent dans une atmosphère de liesse : les journées ne sont pas trop chaudes, c'est le temps des festivités dans le village et la récolte récente fournit ample nourriture. Fête, repos et travail - où prennent part hommes, femmes et enfants se succèdent et la solidarité villageoise, et dans une moindre mesure avec les villages voisins si les relations de parenté il y a, est particulièrement exacerbée au cours de cette période d'intensification des liens sociaux et de régénération des liens symboliques entre l'homme et la nature ».*

Nous avons noté qu'en préparant puis en consommant la bière, les hommes et les femmes accomplissent un acte sacré et participent à la venue des pluies, donc à la domestication de la nature. La mise à feu se déroule sans grande cérémonie rituelle avec l'aide de parents et voisins. Les lisières sont encore un peu dégagées afin d'assurer l'efficacité du pare-feu et on perçoit une tension dans l'équipe mobilisée.

A Mayoko-Kwilu, les tâches agricoles qui consistent dans le fait de débroussailler, c'est-à-dire abattre à la machette des ligneux de petit diamètre, d'abattre les gros arbres, de laisser sécher, de brûler de planter les boutures de manioc, de laisser passer un mois pour que les racines soient bien ancrées, sont exécutées

en groupe. Un jeune qui le fait seul sans le concours des autres est taxé d'asocial.

La pêche en eau douce mobilise les femmes. Pendant la saison sèche, elles se mettent en groupe selon le voisinage et les affinités claniques pour la pêche par écopage. Les normes sociales qui régissent cette pratique mettent en évidence le rapport d'antériorité, la solidarité intergroupe et le sens d'équité dans le partage. Comme les étangs, les marais, les rivières appartiennent aux clans, la pêche ne se fait pas à l'improviste.

A la fin de la pêche par écopage des étangs, les femmes réservent une partie de la prise aux hommes du clan. Sans la pêche en eau douce en forêt, les filles auraient du mal à s'approprier toutes ces valeurs.

La référence au clan signifie redéfinir les frontières socioculturelles d'une forêt en fonction de ses limites et généraliser des formes de sociabilité avec les membres des autres clans. Ainsi comme le soutient Bourdier (op.cit) ne pas tenir compte de cette capacité d'innovation et de manipulation symbolique des référents culturels, c'est oublier la dimension dynamique et créatrice des sociétés locales.

La pratique des jachères longues suivies d'une défriche n'est pas régentée de façon uniforme pour tous les clans du village Mayoko – Kwilu. La coexistence de ces deux systèmes relativise l'accusation selon laquelle cette pratique serait à l'origine des soudures alimentaires. La remise en cause fondamentale de la jachère longue est justifiée par :

- La croissance démographique et les mouvements de populations au village de Mayoko Kwilu :

- Les facilités liées à l'accroissement du rendement du travail de défriche ;
- La persistance des famines et des disettes.

Là où l'espace d'exploitation est fini et où la population est affectée par la monétarisation de l'économie, les possibilités de régénération sont faibles. Dans cette perspective, les membres des clans dotés d'espaces déboisés mutualisent leurs expériences combinant cultures commerciales, intrants et variétés à haut rendement.

3. Forêt comme vitrine des savoirs thérapeutiques

La forêt est une pharmacie traditionnelle. Dans le secteur de la pharmacopée, chaque société traditionnelle possède une vaste connaissance des plantes utilisées pour la médication. Les forêts et les savanes de Mayoko-Kwilu sont des réservoirs d'importantes essences médicinales : "*mupesi-pesi*", "*kilolo-kwanga*", "*tangawisi*", *ngadiadia*. La médecine traditionnelle prend de plus en plus de l'ampleur pour deux raisons : le coût réduit de traitement et le fait que certaines maladies telles que le rhumatisme, l'asthme, l'amibiase, les hémorroïdes, le paludisme, etc., se font soigner au moyen des plantes médicinales et les gens sont convaincus de leur efficacité.

Etat des lieux des forêts à Mayoko-Kwilu

Compte tenu de la saturation des terroirs liée à la pression démographique, d'importants mouvements de population se sont développés à différentes échelles. Ces

mouvements ont pris des formes différentes en fonction des habitudes culturelles mais aussi des densités.

À l'échelle du terroir d'abord, les déplacements s'effectuent vers les espaces autrefois délaissés (bas-fonds, par exemple) et vers ses limites : ouverture de champs isolés d'abord, puis création de hameaux de culture ou de campements qui se pérennisent, donnant parfois naissance à une nouvelle communauté villageoise, indépendante du village de départ. À l'échelle de l'espace réservé qu'était la « brousse », celui-ci a tendance à disparaître ce qui favorise les conflits fonciers tout particulièrement sur les limites entre les terroirs des zones à faibles densités.

En termes de flore :

La RDC, en général, et le village de Mayoko-Kwilu, en particulier, fait face à une déforestation excessive. Elle se traduit par la régression des surfaces couvertes de forêt résultant des actions de déboisement puis de défrichement, liées à l'extension des terres agricoles, d'une exploitation excessive de certaines essences forestières et d'une démographie galopante.

La destruction des forêts entraîne la disparition d'habitats naturels pour la faune et la flore. Les espèces animales et végétales concernées sont fragilisées voire menacées de disparition à cause de l'insuffisance des ressources disponibles.

La déforestation est également source de fragmentation des habitats qui se présente comme première cause d'extinction des espèces : le village de

Mayoko-Kwilu assiste impuissante à la raréfaction des chenilles.

Le recul des forêts (surtout sur les pentes) favorise les glissements de terrains, avalanches et coulées de boues. Le lessivage des sols par les pluies n'est plus freiné par la végétation, la pluie emporte donc l'humus et met à nu la roche mère. Outre les conséquences écologiques sur la flore essentiellement (absence de sol adéquat), les conséquences peuvent être également humaines avec l'augmentation des inondations en cas de fortes pluies. Les forêts permettent de retenir une partie de l'eau de pluie qu'elles vont intercepter ou permettre l'infiltration dans les nappes phréatiques, permettant ainsi à ces dernières de se recharger.

Une déforestation trop importante entraîne une érosion fatale aux cultures. La disparition des forêts alluviales, qui jouent un rôle de filtre entre le milieu terrestre et les rivières, supprime un moyen naturel d'épuration des eaux, notamment vis-à-vis des nitrates.

Les arbres contribuent plus que le reste de la flore au phénomène d'évapotranspiration, ce qui influence la pluviométrie. La déforestation provoque ainsi une modification du climat à l'échelle mondiale aussi bien qu'à l'échelle locale.

A Mayoko-Kwilu, les noms des légumes (*musul a minkung*), des champignons (*musul a boosee*), des fruits (*musul a matoto*) que portent encore la majorité des forêts le sont à titre des souvenirs.

En termes de ressources halieutiques et faunistiques

Le cours d'eau ainsi que les savanes de notre milieu d'étude ont perdu quasi totalement leurs ressources. Les

noms de poissons que portent encore la majorité des rivières et cours d'eau le sont à titre de relique pour rappeler le beau vieux temps.

En effet, tandis que certains d'entre eux conservent encore quelques spécimens d'espèces ayant fait leur réputation (à l'exemple de « *Mbieh mbii* » et de *mbieh lisaa* dans le *Mpion*), beaucoup d'espèces endémiques ont disparu. La surexploitation est un des facteurs explicatifs de cet état des choses : la non observation des techniques de pêche par la population et/ou son ignorance de celles-ci, en est à la base.

A l'instar de l'étude menée chez les Suku de Feshi par Masaki (2009), à Mayoko-Kwilu, rares sont également les espèces animales qui ont survécu à la surexploitation liée à la prolifération des fusils de chasse (les calibres douze de fabrication artisanale).

Il importe de signaler la disparition de certains sites, entre autres, « Kakua », une forêt possédant une bonne source d'eau dont les poissons étaient frappés d'interdit alimentaire. Cette disparition résulte du non-respect des lois coutumières ainsi que du déboisement jusqu'à la limite des rivières.

Notons que ces dernières années, on a assisté à une diminution considérable de la disponibilité de ces insectes, en général, et des chenilles, en particulier, due à des prélèvements incontrôlés et à la dégradation des écosystèmes forestiers et de savane qui constituent les sites naturels des insectes comestibles.

Discussion des résultats

Notre recherche étaye les travaux de Neira, 2004. En effet, en dehors du sens commun qui lui est attribué

(une étendue boisée, relativement dense, constituée d'un ou plusieurs peuplements d'arbres et d'espèces associées), la forêt traduit chez les populations de Mayoko-Kwilu une réalité beaucoup plus complexe qui n'est souvent perceptible que dans les représentations qu'elles se font de l'écosystème forestier. Elles forgent de manière fondamentale les perceptions et les attitudes et déterminent quotidiennement les comportements des populations par rapport à la forêt (Dortier, 2002).

L'étude sous examen valide également les travaux de Roussel, 1999, Bahuchet, 1997 et Auclair, 1996 ; qui montrent que la cohabitation des populations rurales africaines avec les écosystèmes forestiers a engendré au fil du temps des relations complexes entre elles et les ressources naturelles. De ce fait, l'action des populations sur les ressources forestières n'est qu'une résultante des représentations qu'elles s'en font (Lavigne Delville, 1998).

Conclusion

Les modes de gestion de l'espace forestier, en d'autres termes, les manières dont les populations de Mayoko-Kwilu utilisent leur milieu, dépend étroitement de l'idée qu'elles développent à propos de leur environnement matériel et de leur intervention sur le biotope considéré comme creuset animé.

La population de Mayoko-Kwilu a une représentation spécifique et particulière de la forêt, ce patrimoine clanique légué par les ancêtres à toutes les générations. L'exploitation de la forêt est relativement liée au mode de vie de la population ainsi qu'à la

représentation que cette dernière a de la vie en rapport avec la forêt.

De nos jours, le village de Mayoko-Kwilu, fait face à une déforestation excessive. Il se traduit par la régression des surfaces couvertes de forêt résultant des actions de déboisement puis de défrichement, liées à l'extension des terres agricoles, d'une exploitation excessive de certaines essences forestières et d'une démographie galopante.

La destruction des forêts entraîne la disparition d'habitats naturels pour la faune et la flore. Les espèces animales et végétales concernées sont fragilisées, voire peuvent disparaître si les ressources disponibles ne sont plus suffisantes. Des extinctions en chaînes peuvent avoir lieu.

La déforestation est également source de fragmentation des habitats qui se présente comme première cause d'extinction des espèces : le village de Mayoko-Kwilu assiste impuissante à la raréfaction des chenilles.

Les représentations sociales ont contribué à la conservation des forêts et cours d'eaux sacrés qui contiennent des espèces qui ont disparus ailleurs.

Références bibliographiques

BOURDIER F., (1995), *Connaissances et pratiques de gestion traditionnelle de la nature dans une province marginalisée du Cambodge*, Phnom Penh, AUPELF-UREF.

BOURDIER, F. (2009), *Ethnographie des populations Indigènes du nord-est cambodgien. La montagne aux pierres précieuses* (Ratanakiri), Harmattan, Paris.

KIYULU J., (2002) « Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits en Afrique : Quelques réflexions sur les conflits fonciers chez les TEKE HUMBU », in *Revue Africaine des sciences sociales et humaines : Conflits ethniques et culture de la paix*.

KIYULU, J. (2013), *Forêt sacrée TEKE et savoir endogène : analyse socio-pragmatique des interactions verbales symboliques*, Thèse de Doctorat, faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa.

LAPIKA DIMOMFU, (2009) « La perception du patrimoine foncier chez les peuples autochtones », in *Revue Africaine des Peuples Autochtones* (RAPA), Vol. I, Kinshasa.

DIOP, M., SAMBOU, B. & LY, B. (2012) « Représentations de la forêt et répercussions sur la gestion des ressources forestières au Sénégal », *Natures et Métropoles* Volume 12, numéro 2, septembre 2012, Université du Québec à Montréal, Éditions en environnement Vertigo

MASAKI, (2009) « La toponymie, un repère pour appréhender des écosystèmes locaux ? Cas de la toponymie Suku de Feshi », in *Revue Africaine des Peuples Autochtones* (RAPA), Vol. I, Kinshasa.

YEMWENI et BISAMBU, (2009), « Les causes générales de la déforestation », in *Revue Africaine des Peuples Autochtones* (RAPA), Vol. I, Kinshasa.

ESSAI DE RESTRUCTURATION D'UN COURS DE NIVEAU UNIVERSITAIRE : une approche systématique du F.O.R.M.E.R. au cours de sociologie rurale.

Par

DIOP NDILU Mpongo²⁹ et G. KIDIBA Langa³⁰

Résumé

L'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo à l'heure qu'il est, comporte de graves lacunes pédagogiques : les normes pédagogiques fondamentales les plus élémentaires sont bafouées dans la plupart de temps, notamment la mauvaise organisation de la matière à dispenser, l'absence ou la mauvaise présentation des objectifs, le manque ou la mauvaise formule de présentation de la matière, etc. Le présent article se veut une contribution à l'effort national, en vue d'améliorer qualitativement l'Enseignement Supérieur et Universitaire en R.D.C.

Abstract

Nowadays, in DRC, the University and Higher School in general suffer from great gaps, since the main principles, ways of teaching are no longer applied, taken into account : We generally observe, namely the lack of organization in the issues to be taught, the wrong way of introducing the aims/targets... in general the lack of

²⁹ Chef de Travaux à l'Université de Kinshasa, et Chercheur au CERDAS/UNIKIN.

³⁰ Agrégé en enseignement et ancien Traducteur Interprète au CERDAS/UNIKIN.

relevant methods of teaching. Therefore, this study is intended for contributing to the national effort made to enhance the quality of the University and Higher School way of teaching.

Introduction

Il est plus qu'évident que tout pays qui n'accorde aucune importance à l'éducation est un pays qui voue tout son devenir à l'échec ! Cette négligence est un dérapage perpétuel, qui le conduit aux multiples dangers de stagnation, avant de tomber en pointe dans les sombres profondeurs de l'abîme et, plus tard, de disparition³¹. Au juste, c'est un pays qui n'existe que de nom, mais aligné pour la forme, dans la mouvance du développement. Il est donc comparable à ce grabataire qui, sans s'arrêter, contemple avec admiration sa propre tombe, un instant avant d'y être enseveli avec opprobre ! Ses dirigeants sont exposés au danger devant lequel un père de famille négligeant redoute³² constamment, mais dont il ne mesure aucunement les conséquences : ses propres enfants se retourneront contre lui en ennemis jurés plus tard, à l'âge mature, c'est-à-dire une fois dans la force de l'âge, comprenne qui peut ! De même, tout pays qui relègue la recherche au dernier plan, ou qui n'y voit qu'un pis-aller, lui aussi est comparable à une République bananière donquichottesque, sans plus ni moins.

En droite ligne du progrès, l'Education et la recherche, devraient marcher de pair. Mais, à examiner

³¹ La quasi-totalité de l'Afrique postcoloniale y est exposée, si rien n'est fait à temps. Hâtons-nous donc !

³² Effets d'une bombe à retardement.

les choses de près, c'est-à-dire, si l'on est attentif aux réalités d'accoutumée sur le terrain, la recherche elle seule, à côté de l'Education, mérite universellement un peu plus d'attention. Véritablement un baromètre du développement pour un Etat, les résultats de la recherche pour ce dernier peuvent, selon les cas, se comparaître à un tintement grave d'une cloche, ou à un avertissement sonore de grand décibel, supérieur à celui produit par une sirène dans une cité, lors d'un incendie qui menace de tout anéantir. Allusion est faite ici à une alerte tous azimuts, pour prévenir un danger imminent qui risque de tout emporter sur son passage, un incendie de grande ampleur véritablement. En définitive, disons et sans risque d'être contrarié que la recherche tient l'enseignement (éducation) en état, sans que l'on s'en aperçoive : représentons-nous un seul instant, un monde sans recherches scientifiques, ce sera, en tout cas, un grand péril humanitaire³³ ! Tout compte fait, l'Enseignement et la Recherche forment un conglomérat d'une valeur incommensurable et incontournable, pour le développement et l'avancement d'un Etat, celui qui caresse l'ambition de devenir un "Etat émergent" comme la plupart des pays d'Afrique subsahariennes en particulier.

Pour ce qui est de cette étude, nous parlons plus de l'enseignement que de la recherche, mais on ne saurait parler de l'enseignement sans associer l'enseignant qui en est un des acteurs principaux. En ce qui concerne ce dernier, tout doit concourir au plus grand sérieux, pour le plein essor du système éducatif d'un Etat. Voici ce que

³³. A titre exemplatif, nous évoquons le SIDA et toute autre forme de calamités qui pourraient menacer l'humanité toute entière.

l'on exige avant tout de l'enseignant pour son épanouissement, et pour celui de l'Etat ensuite : une grande dévotion. L'enseignant doit personnellement avoir la maîtrise de sa profession, chercher constamment à se dépasser, de manière à demeurer compétitif parmi ses pairs, dans toute son entreprise professionnelle. Il doit donc régulièrement se recycler, dans le but de relever sans discontinuer son niveau professionnel, et produire un travail de qualité. L'intéressé est aussi appelé au respect absolu des normes, de la conception à l'exécution d'un cours, des principes et des structures pédagogiques des cours, comme requis par la législation scolaire (académique) d'un Etat.

L'objet de cette étude est d'apporter, tant soit peu, une amélioration dans l'organisation (structuration) d'un cours de niveau universitaire, depuis la conception (fondement) jusqu'à l'évaluation (normative) et la rétroaction, en passant par les étapes intermédiaires de la trame d'un cours comme : la formulation des objectifs ; les modes d'intervention, les formules et techniques pédagogiques qui forment l'essence des méthodes d'enseignement, et les choix des ressources, pour l'essentiel. Concrètement, il s'agit bien d'une restructuration d'un cours de niveau universitaire, répondant à toutes les exigences psychopédagogiques et andragogiques requises, pour communiquer ou pour transmettre valablement des connaissances scientifiques de niveau universitaire, sans tomber dans l'apragmatisme du côté des apprenants.

Hypothèse de travail

Une des difficultés majeures au plan de la communication et de l'assimilation des cours dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo serait vraisemblablement, entre autres, la mauvaise structuration des cours impliquant : la non-fixation et présentation des objectifs au préalable et l'absence de méthodes normatives d'enseignement. Ce qui, auprès de l'étudiant, aurait naturellement pour effet le peu ou l'absence d'intérêt que ce dernier pourrait manifester vis-à-vis d'un cours suivi, sans orientations stratégiques clairement définies, ni attentes précises.

But

Au centre des enjeux fondamentaux qui ont guidé le choix de ce thème siège une double préoccupation :

1. Aider les débutants dans la carrière d'enseignants au niveau universitaire et supérieur, à accroître leurs connaissances en techniques de communication.
2. Du point de vue de la pratique professionnelle, combler des lacunes chez les jeunes étudiants en cours de formation en pédagogie universitaire (andragogie), en vue de les maintenir le plus longtemps possible dans l'enseignement.

Objectifs

Nous en formulons principalement deux :

1. Exécuter des leçons modèles dans les différentes Institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire de la place.
2. Si possible, tenir des conférences dans les différentes institutions de l'Enseignement Supérieur et Universitaire à travers le pays.

Méthodologie

Pour des raisons évidentes, une parfaite compréhension de la méthodologie exploitée dans ce travail, s'impose. Il vaut mieux scinder la méthodologie en deux parties : méthodologie, comme pour utiliser des termes simplistes, ensemble de démarches et de techniques spécifiques à un domaine scientifique, en vue d'arriver à bout d'une étude, et méthodologie comme modes d'intervention, formules et techniques pédagogiques utilisées par l'enseignant lors du déroulement d'une leçon, ou simplement procédé, ou encore, manières particulières, adresse, habileté..., dont fait preuve l'enseignant pendant qu'il exécute une leçon.

Méthodologie comme ensemble de démarches et de techniques

Etant donné l'originalité du travail, la méthodologie choisie est expérimentale. C'est une logique opératoire qui n'est donc pas d'usage courant : une approche systématique et théorique, ayant trait à l'organisation de la matière que l'on voudrait faire figurer

dans un cours, en s'inspirant d'un modèle pédagogique, le F.O.R.M.E.R.³⁴ Dans ce cas précis, il s'agit d'une démarche qui consiste pour l'essentiel à replacer les principales subdivisions maîtresses d'un cours, dans un contexte pédagogique formalisé, suivant une chronologie et un agencement logiques du sigle (formule) F.O.R.M.E.R. En définitive, cette méthodologie s'adosse à un procédé particulier. En voici schématiquement le développement :

F. = Fondement(s).

O. = Objectif (s).

C. = Contenu.

R. = Ressources.

M. = Méthodes.

E. = Evaluation.

R. = Rétroaction.

Méthodologie comme modes d'intervention, formules et techniques pédagogiques

Les modes d'intervention, les formules et techniques pédagogiques forment l'essence des méthodes

³⁴ Sigle mnémotechnique, capable d'aider la mémoire par des procédés d'association mentale qui facilitent l'acquisition et la restitution des souvenirs.

d'enseignement en pédagogie (andragogie). C'est sur base de ces éléments que les méthodes pédagogiques reposent en tant que "démarches » ou tacts, visant à atteindre un but. En ce qui nous concerne, pendant le déroulement des leçons, deux modes traditionnels d'intervention pédagogiques s'alterneront étroitement, ce sont : la "présentation", et la "découverte".

Renseignements pédagogiques protocolaires

Les informations auxquelles nous faisons allusion sur ce point, sont les suivantes :

1. Intitulé du cours
Cours de Sociologie rurale.
2. Niveau d'enseignement
Première licence Economie rurale.
3. Institution
Université de Kinshasa, Faculté des Sciences
Economiques, Option : Economie rurale.

Difficultés liées au timing du cours

Officiellement, le temps imparti à ce cours est de trente heures (30h), pour un total de quinze (15) séances, à raison de deux (2) heures par leçon. En connexion avec les évaluations formatives (interrogations³⁵) de contrôle, le peu de temps matériel imparti à ce cours, ne le permet pas. Face à cette contrainte, ce cours a imaginé, à l'avantage et au mieux des intérêts des apprenants, une

³⁵ Dans le système d'enseignement français on parle plutôt de "compositions".

forme d'évaluation associative et participative à la fois, qui ne dure que 10 à 15 minutes au maximum. Nous y reviendrons plus en détail, lorsque nous traiterons de "l'évaluation".

Exploit systématique du F.O.R.M.E.R.

De la première lettre du sigle à la dernière, nous donnons ci-dessous en extension, et en compréhension, une signification à chaque symbole du sigle F.O.R.M.E.R.

FONDEMENT(s)

Généralement, le terme "fondement" donne lieu à une lecture plurielle : selon les cas en présence, il peut être compris comme une base, une assise, un motif, ou une raison d'être, ou encore, comme objet d'une réalisation quelconque. A vrai dire, c'est un état des lieux, ou encore "un point de départ logique, un système d'idées les plus simples et le plus général"³⁶. En matière de développement ou de construction de bâtiments, il est comparable à une infrastructure de base (fondation), sur laquelle repose une structure en élévation (les murs), surmontée d'une superstructure (charpente et toles). Le fondement d'un cours signifie donc, un point de départ logique et stratégique qui, pour l'enseignant, consiste à identifier, à recenser, puis à "déterminer les besoins auxquels son enseignement doit satisfaire, dans le cadre des programmes de formation dont il fait partie". (F.

³⁶ Dictionnaire Petit Robert, 1979.

KONDANI, 1995.) Ceci a naturellement comme préalable une lecture technique de l'environnement pédagogique, dans lequel le préposé est appelé à assurer un nouvel enseignement : cycle d'études, programmes à intégrer, environnement humain considéré, horizontalement (symétriquement) et verticalement (asymétriquement) pour une collaboration éventuelle.

- Horizontalement

Avant de commencer son enseignement, le titulaire d'un nouveau cours est appelé à se renseigner sur les objectifs poursuivis par certains collègues, dont les enseignements sont censés poursuivre plus ou moins les mêmes objectifs, et sur la programmation du cours à l'intérieur d'un cycle donné, dans le but de se faire une idée sur les prérequis et les pré-acquis, de sorte que les répétitions superflues soient évitées lors de l'enseignement.

- Verticalement

Avec les apprenants, l'enseignant aura le souci entre autres préalables, d'identifier tout son auditoire³⁷ en vue de le connaître individuellement de préférence, de le soumettre à un petit test d'évaluation (prérequis et de pré-acquis), avant de commencer son enseignement. Bref, l'enseignant doit donc, toute l'année scolaire/académique durant, constamment coopérer et avec ses collègues, et

³⁷ L'enseignant s'efforcera de désigner un apprenant par son vrai nom, pour que ce dernier se sente réellement interpellé, et que cet appel ne donne lieu à aucune confusion de noms dans l'auditoire.

avec ses apprenants. Ce sont là en résumé, les quelques pistes stratégiques que l'enseignant, à qui l'on demande d'organiser un nouveau cours, devra explorer à ce niveau du fondement d'un nouveau cours.

OBJECTIFS

Les objectifs sont différents des buts, mais ils sont souvent abusivement employés les uns en lieu et place des autres et ils prêtent à confusion. A la fois un objet à atteindre et un dessein à réaliser, les buts sont des intentions ultimes, qui visent à atteindre une proposition finale. Ils sont généralement exprimés en des termes généraux, et ne sont ni quantifiables, ni planifiables. Ils sont plutôt proches d'un idéal.

Les objectifs par contre sont précis et planifiables : à court, à moyen, ou à long terme. Ils sont par ailleurs quantifiables, souvent en pourcentages : objectifs atteints à 10, 20, 30... pour cent. Leur caractéristique principale est d'être opérationnels. C'est pour cette raison qu'ils sont essentiellement exprimés en verbes d'action³⁸.

En pédagogie, fixer les objectifs d'un cours équivaut à une opération stratégique ou tactique, consistant à préciser une « déclaration d'intention, en vue de provoquer un changement visé chez l'élève ou

³⁸ En République Démocratique du Congo, plus précisément en Sciences Sociales et humaines, les objectifs institutionnels sont plus définis en termes d'aptitudes ou de mode de perception, plutôt que de capacités. Lire notamment : Université Nationale du Zaïre, Campus de Kinshasa, 1974.

l'étudiant (e). En d'autres termes, ils énoncent d'une façon spécifique, ce vers quoi tend l'enseignement » (F. KONDANI, 1995-1996 : 16-31.). En outre, les objectifs sont auto-réversibles : allant du maître comme point de départ aux apprenants, et de ceux-ci vers le maître, après rétroaction. Du point de vue pédagogique, on distingue principalement quatre types d'objectifs : les objectifs généraux (O.G.) ; les objectifs terminaux d'intégration (O.T.I.) ; les objectifs intermédiaires d'intégration (O.I.I.) et les objectifs spécifiques (O.S.) ou opérationnels (O.O.).

Les objectifs que poursuit ce cours sont conformes à la division maîtresse du cours, les voici :

1. Objectif général (O.G.)

Enoncé : Le cours de Sociologie rurale vise à développer des connaissances nécessaires à une meilleure compréhension des problèmes du monde rural, en général, et du monde rural africain, en particulier.

2. Objectif terminal d'intégration (O.T.I.)

Enoncé : Au terme du cours de sociologie rurale, l'étudiant (e) de première licence en économie rurale sera capable d'analyser rationnellement, les grands phénomènes du monde rural.

3. Objectifs intermédiaires d'intégration (O.I.I.)

Enoncé : A l'issue de chaque partie du cours de sociologie rurale, l'étudiant (e) de première licence en économie rurale sera capable de :

- O.I.I. 1. : Circonscrire les problèmes récurrents du monde rural congolais en particulier.
- O.I.I. 2. : Maîtriser la terminologie consacrée au monde rural, ainsi que les concepts fondamentaux du cours de sociologie rurale.
- O.I.I. 3. : Distinguer les différentes étapes du développement de l'économie rurale pendant et après la colonisation.
- O.I.I. 4. : Décrire autant que possible les conséquences des flux migratoires vers les villes en Afrique, et d'en déterminer les causes.
- O.I.I. 5. : Etablir une typologie des entreprises coopératives, et décrire leurs différents mécanismes de fonctionnement.
- O.I.I. 6. : Critiquer les différents modèles de développement agricole étudiés dans le cours de sociologie rurale.

4. Objectifs spécifiques (O.S.)

Enoncé : Au terme du cours de sociologie rurale, l'étudiant (e) de première licence en économie rurale sera capable de :

O.S. 1. : Identifier les principaux problèmes du monde rural africain en général.

O.S. 2. : Définir les besoins tant humains que matériels entrant en ligne de compte dans le développement du monde rural.

O.S. 3. : Critiquer, sans recourir aux notes de cours, tout projet de développement rural.

O.S. 4. : Démontrer l'importance du développement rural dans le développement des pays africains.

RESSOURCES

Placée dans le contexte d'une stratégie d'enseignement cette étape inclut également les méthodes auxquelles l'enseignant pourra recourir pour atteindre ses objectifs. Pratiquement, il devra s'employer judicieusement à organiser les ressources et les méthodes dont il dispose, pour atteindre des objectifs qu'il s'est lui-même préalablement fixés. Cette phase passe obligatoirement par une double exigence d'identification et de programmation, avant de déboucher sur l'organisation effective des ressources dont l'enseignant dispose et des méthodes, pour mener son enseignement à bon port. Schématiquement et chronologiquement parlant, les ressources se situent, et, d'après une exigence "d'opérationnalisation" du sigle (formule) F.O.R.M.E.R., dans l'espace compris entre les objectifs et les méthodes. Cette stratégie montre à suffisance que les méthodes sont

choisies en fonction des ressources dont elles sont dépendantes [$M=f(r)$] et, inversement, les ressources à leur tour, peuvent suggérer, voire orienter le choix des méthodes. Dans l'enseignement, les ressources se subdivisent en deux catégories distinctes : humaines et matérielles.

1. Ressources humaines.

Ce sont des personnes directement impliquées dans le processus de formation. En Enseignement supérieur en République Démocratique du Congo, il s'agit des : Professeurs, Chefs de Travaux, Assistants, Chargés de pratique professionnelle et des étudiants. Pour le cours de sociologie rurale, les ressources humaines sont : un Chef de Travaux dispensant le cours sous la supervision d'un Professeur, et les étudiants.

2. Ressources matérielles.

Dans le domaine de l'enseignement, on y voit a priori les matériels didactiques, différents d'autres fonds : sources documentaires, syllabus, T.N., craies, fac-similés et tout autre matériel susceptible d'aider l'enseignant à transmettre de nouvelles connaissances, ou d'instruire les apprenants. Dans cette catégorie, peuvent aussi être classées les infrastructures scolaires de base comme les bureaux pour l'administration scolaire, les salles de classes, les cours de récréation, les salles de gymnastique et annexes (toilettes) ou tout autre équipement n'entrant pas en ligne de compte de matériels didactiques à proprement parler.

Autres opportunités d'apprentissage : en dehors de matériels didactiques ordinairement connus, voici ce que ce cours prévoit, à la lumière de son plaidoyer, en rapport avec le cadre international :

1. Des cartes géographiques représentant les différentes parties du monde rural (continents).
2. Des illustrations ayant trait aux nombreuses expériences des pays socialistes et capitalistes étrangers, en l'occurrence de ceux qui ont obtenu un relèvement substantiel de leurs économies nationales, sur base de la seule organisation de la production agricole, à partir de la ruralité comme : la Chine, l'Etat d'Israël, l'ex-U.R.S.S., la Hollande et bien d'autres.

Par rapport au monde rural africain, outre les cartes géographiques, le cours prévoit un rapprochement avec ce monde, grâce à des projections de diapositives, des films traitant des activités économiques rurales de transformation des produits locaux et de fabrication d'outils de travail améliorés³⁹. Il faudra aussi des postes téléviseurs avec vidéo et CD audio-visuels et, au besoin, une caméra. Et, de façon additive, il convient d'introduire des visites guidées, servant de supports didactiques d'une leçon vivante qui se donnerait en pleine nature, où

³⁹ Techniques d'extraction d'huile de palme sans lesquelles l'économie nationale oléagineuse disparaîtrait après la fermeture de grandes industries oléagineuses capitalistes étrangères, les fours en briques cuites faisant fonctionner les "industries" de panification, etc.

l'évasion changera pour un temps le décor habituel qui cloisonne les apprenants entre les quatre murs de l'auditoire.

METHODES

En enseignement, les modes d'intervention, les formules et techniques pédagogiques forment l'essence des méthodes d'enseignement. C'est sur base de ces éléments que les méthodes pédagogiques reposent en tant que marches raisonnées de l'esprit, visant à découvrir une vérité souvent supposée au départ, et forment un combinat psychopédagogique communément appelé : stratégie d'enseignement. Notons au passage qu'aux différents modes d'intervention correspondent différentes formules et techniques pédagogiques. (Voir leçon modèle et tableau en annexe). Les formules et techniques sont un ensemble d'outils et de procédés élaborés, mûrement préparés par un systématique travail de l'esprit auxquels l'enseignant recourt en vue de matérialiser (opérationnaliser) une leçon.

Pour ne pas anticiper sur la leçon modèle qui suit, limitons-nous à présenter succinctement l'option que nous levons en lien avec le mode d'intervention, les formules et techniques pédagogiques en cours des leçons ; ce sera l'approche mixte : exposé et découverte, en privilégiant en large part la participation des étudiants, c'est-à-dire l'exposé qui soit introduit, soit qui développe un chapitre ou une tout autre division maîtresse⁴⁰ d'une leçon. Il sera

⁴⁰ Différente d'une division matérielle d'un ouvrage en tome ou en volume, une division maîtresse, elle se rapporte aux chapitres, sections, paragraphes, etc., d'un livre ou d'un texte quelconque.

de temps à autre entrecoupé par des questions de découverte, de petits contrôles d'attention ou d'interpellation, voire de simulation ou même de feinte⁴¹.

Cette approche présente de gros avantages, notamment :

1. Elle cherche à soutenir longtemps l'attention des apprenants lors de l'exposé du maître, lequel, sera interrompu par des questions d'éveil ou d'interpellation,
2. à susciter forcément une émulation entre collègues d'apprentissage, qui sont en constante compétitivité pendant le processus d'apprentissage : la mauvaise réponse gêne son débiteur, eu égard à la bonne de son collègue qui se trouve être en même temps son "rival",
3. le plus fort est que l'approche mixte permet une participation soutenue des apprenants lors du déroulement d'une leçon, que la formule de présentation seule n'en serait capable. En plus, la participation est compétitive, elle pousse naturellement l'apprenant à la découverte ; or, nul ne l'ignore : ce que l'apprenant découvre lui-même reste longtemps gravé dans sa mémoire.

Enfin, de la littérature qui précède, déduisons que les formules et techniques pédagogiques procèdent

⁴¹ Méthode (mode) dite en pédagogie : "socratique" ou simplement, la maïeutique".

généralement de deux manières : déductive ou inductive. Par exemple, si je tiens à connaître le fonctionnement d'une quelconque machine, je la décomposerai en parties, en gardant à l'esprit l'ordre et l'emplacement respectif de chaque partie, ainsi que les liens qu'elles ont entre-elles, en tant qu'un tout fonctionnant, c'est-à-dire un système. Puis, je la recomposerai dans cette même logique à reculons, pour revenir au point de départ, c'est-à-dire reconstituer la machine en état de fonctionner. En sciences de l'éducation, ceci revient à dire : tisser "la relation entre les fins souhaitées et l'allocation de ressources afin de provoquer un effet susceptible d'être reproduit" (KONDANI, F., 1995-1996 : 11.).

EVALUATION

Le cours de sociologie rurale prévoit deux types d'évaluations : en cours de formation et à la fin de la formation.

1. Evaluation en cours de formation

Autrement dit évaluation sommative ou périodique, elle permet à l'enseignant de se rendre compte du niveau d'assimilation et de l'attention dont les apprenants ont fait montre, au cours d'une partie de la matière enseignée. Il s'agit donc d'une interrogation de contrôle routinier ou périodique : hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuelle, ou trimestrielle.

Pour des raisons déjà évoquées, le manque de temps (30h) entre autres, les compositions périodiques pour ce cours ont été substituées par une autre forme tout

originale et adaptée à la circonstance de temps. Celle-ci consiste à répartir les étudiants en petits groupes de travail (5 au maximum), en procédant de la manière suivante : tels qu'ils sont assis, en commençant par le premier positionné, les étudiants renouvellent le comptage à haute voix, de 1 à 3, et, à tour de rôle, autant de fois, jusqu'au dernier positionné : {1, 2, 3} ; {1, 2, 3}, etc. A la fin du comptage, tous les numéros 1 formeront un groupe de travail, il en sera de même pour les numéros 2 et 3. Une fois les groupes constitués, la matière suffisamment avancée, il sera demandé à un groupe, à la fin d'un chapitre ayant fait l'objet de la leçon précédente, d'en faire un résumé *at home*, pour ensuite, exposer devant leurs collègues, la trame des idées maîtresses de ce chapitre, pendant dix à 15 minutes. Ce faisant, l'enseignant, lui, s'apprête à faire la synthèse qui lui permettra d'introduire la nouvelle leçon. Pendant la discussion qui s'en suivra entre étudiants, l'enseignant s'astreint simplement à la modération et à l'arbitrage.

Triple avantage : cette formule a l'avantage d'emmener les uns (les examinateurs) à bien relire le cours individuellement, dans le but de participer vivement à la discussion, et les autres (les intervenants du jour), eux, à bien posséder la matière pour laquelle ils seront examinés. De son côté, l'enseignant lui aussi se verra en conséquence dans l'obligation de bien se documenter, car, chaque fois qu'il est dans un auditoire, devant les étudiants, un rideau d'affrontements parfois imprévisibles, rude et insoupçonné peut les séparer en "duel". C'est pour cela que l'on exige de l'enseignant du sérieux, de la

profondeur tous azimuts, au cours de la préparation d'une leçon.

Ce petit forum, à la longue, fera en sorte que, des apports des uns et des autres, tout le monde en profite au maximum et qu'à la fin du processus d'apprentissage, tout aguerris qu'ils seront, l'épreuve de fin de l'année devienne pour eux une simple formalité à remplir.

Exigences et obligations : Comme toute nouveauté, cette évaluation ne comporte pas que des avantages. Elle est exigeante, requérant une grande discipline de la part des apprenants et de l'enseignant : la ponctualité est de rigueur (10 à 15 minutes maximum et pas plus) : la matière fraîchement enseignée, les étudiants n'en n'auront pas encore la maîtrise pour en faire un exposé comme il se devrait, d'où l'examineur devra tenir compte de tous ces paramètres dans l'évaluation ; les absents ne bénéficient pas du savoir et du savoir-faire des autres car, à la manière d'une séquence filmée, un exposé passe une fois pour toutes. Cependant, certaines choses comme les réactions, les sentiments et les émotions ne se racontent pas, mais se vivent plutôt.

2. Evaluation à la fin de la formation

Dite formative, elle intervient une fois l'an, sanctionnant l'ensemble des connaissances acquises dans un cours, pendant une session de formation académique. C'est un grand contrôle annuel, qui permet à l'examineur d'apprécier à sa juste valeur le niveau des connaissances acquises par l'apprenant en rapport avec l'ensemble de la matière enseignée, eu égard aux objectifs du cours. Cette évaluation permet également de situer

l'apprenant par rapport à ses collègues, du point de vue des performances réalisées. Elle inclut tous les efforts fournis par l'apprenant, lors de différents petits "duels" périodiques de contrôle subis tout au long de l'année académique.

Pour le cours de sociologie rurale en première année de licence économie rurale, nous donnons ci-dessous un spécimen d'évaluation normative.

Pendant deux heures 30 minutes, sous forme d'une dissertation, les apprenants auront à débattre d'une seule question-mère, comprenant deux sous-questions. Les notes ou points à gagner se répartissent comme suit.

- Examen proprement dit : 15 points.
- Exposé en lieu et place de T.P. et interrogations : 5 points.
- Total 20
points.

Question type :

En mars de l'an 2000, Monsieur Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe connaît de sérieux problèmes : baisse de popularité, son gouvernement, de plus en plus désapprouvé pendant que son parti la ZANU perd de vitesse. Devant cette situation, Monsieur le Président se dote de pouvoirs spéciaux. Il révisé la loi foncière, et d'emblée, exproprie les anciens colons britanniques qui, à eux seuls, occupent plus ou moins, 75% des terres du pays, qu'ils exploitent

rationnellement pourtant, depuis les années 1880..., date de leur arrivée dans la colonie, au profit d'anciens militants, combattants de l'indépendance. Devant cette dégradation de la situation, cette minorité blanche use de son droit d'ester en demandeur. La justice du pays, après examen du dossier, se prononce en faveur de la minorité blanche. Le président Mugabe s'entête de plus belle et durcit sa position machiavélique. Pour votre information, le Zimbabwe est un pays multiracial, cette minorité blanche est par conséquent zimbabwéenne de droit.

Q.1. Replacez cette problématique dans le contexte du cours (5 points).

Q.2. Vous référant au cours de sociologie rurale et à son objectif général (O.G.), quelle (s) solution (s) technique (s) pourriez-vous apporter à ce problème (10 points). Deux pages manuscrites au maximum.

- Timing : 2 heures 30 minutes.

- Barème de cotation :

1. T.P. (exposé) : 5 points.

2. Examen : 15 points.

Total : 20 points.

RETROACTION

La rétroaction est un substantif composé de deux termes : rétro, du latin *retro*, qui signifie en arrière et d'action, du latin *actium*, qui signifie produire un effet. Rétroaction peut donc se comprendre comme étant un *feed-back*, une action, ou une réaction en retour, ou encore une réaction d'un effet sur une cause. Au plan didactique, la rétroaction signifie plus nettement : un effet réactionnel, engendré par un fait pédagogique (ou comportemental) équivoque, situé en amont d'un processus d'apprentissage, sur lequel l'enseignant devra revenir, pour y apporter une amélioration après évaluation. Scientifiquement rendue, la rétroaction "fournit une information de retour que l'on utilise pour modifier un ou plusieurs éléments d'un système, pour améliorer une stratégie d'enseignement et ses produits" (F. KONDANI, 1995-1996 : 30).

Les mécanismes de rétroaction pour le cours de sociologie rurale sont :

1. En cours de formation

En lieu et place des interrogations de contrôle et des T.P., les étudiants, organisés en petits groupes, seront évalués après un bref exposé reprenant les points saillants d'un chapitre ou d'une leçon précédente, au titre de rappel introduisant une nouvelle matière. Au terme de l'exposé, leurs collègues, à travers des questions, feront en sorte que l'on revienne sur l'un ou l'autre aspect de la leçon précédente mal assimilée, ou qui n'aurait pas été

comprise. Interpellé, l'enseignant de son côté s'efforcera de revenir sur ses stratégies d'enseignement, afin d'y déceler les faiblesses et de s'amender pour une action meilleure dans le futur.

2. A la fin de la formation

Le processus de l'enseignement étant cyclique, les mêmes causes produisent les mêmes effets⁴². Il appartient ainsi à l'enseignant de recenser les grandes faiblesses accusées par les étudiants après une évaluation normative, et d'en sérier les parts qui lui reviennent (mode d'intervention inconvenable, matériels didactiques inefficaces, inadéquation entre les objectifs et les attentes des étudiants, etc.), pour une action opérante au bénéfice des promotions futures. Dans le cas d'espèce, eu égard à la question unique de l'évaluation normative, la rétroaction n'est pas aisée pour l'enseignant. L'expérience du passé a montré que, pour ces genres de questions, la plus grosse difficulté éprouvée par les étudiants ne relève pas de l'aptitude de l'enseignant. Exogènes donc à l'enseignant, les insuffisances accusées par les étudiants (les nôtres en particulier) sont avant tout d'ordre institutionnel, matériel et d'intérêt.

1. Institutionnel

Mal habitués, les étudiants dans nos universités ne sont plus exercés à de questions qui poussent à la réflexion. Ils sont donc déphasés devant ce type

⁴² Pas toujours évident hélas !

d'examen, alors qu'ils s'attendaient aux questions traditionnelles du genre : "Qu'est-ce que la réforme agraire" ? ; Définissez "le Grand Bon an avant chinois", etc., qui, le plus souvent, les astreignent uniquement à une intelligence livresque et mécanique, plutôt qu'à une profonde réflexion, et donc à la recherche. D'où, cette interpellation anonyme, digne d'admiration et d'intérêt : "L'école ne te donne pas tout, elle te pousse à la réflexion, à la recherche, au travail personnel [...] [...] Ce qui sera ta tâche principale comme universitaire digne de ce nom".

2. Matériel et d'intérêt

Nonobstant le fait que nos étudiants, en majorité, ne s'intéressent pas aux informations des médias de proximité (radio, T.V., journaux), ils ne s'informent pas en dehors des syllabus et de quelques rares documentations vétustes et obsolètes pour la plupart, qu'ils rencontrent à tout hasard dans des "bibliothèques" sur place. La radio, la télévision et les journaux suivis ou lus, le sont juste pour la musique, leur pire fléau du moment et le sport. Par ailleurs, il faut le reconnaître avec amertume, le degré de pauvreté de nos étudiants (même de leurs enseignants) pèse beaucoup dans cette carence, sans compter l'absence d'un service social étudiant viable, capable d'offrir une occupation saine à la communauté estudiantine : T.V. et vidéos, films didactiques, revues scientifiques, bibliothèques, et notamment un service sportif polyvalent, afin de joindre l'utile à l'agréable ! Somme toute, dans ces conditions, il est difficile pour l'enseignant de proposer une rétroaction comme dans d'autres cas.

X. Leçon modèle

Avant de présenter la leçon modèle, il est judicieux d'en rappeler quelques qualités suivantes :

1. Elle doit être préparée préalablement.
2. Elle doit prévoir du matériel didactique.
3. Elle doit être progressive, c'est-à-dire elle doit procéder du connu à l'inconnu, du présent au futur, du simple au complexe, du proche au lointain... En un mot, elle doit sérier les difficultés.
4. Elle doit être attrayante.
5. Elle doit être limitée dans le temps (chronométrée).
6. Elle doit clairement faire mention de l'objectif de la leçon (O.S.) et du but au besoin. Ce qui revient à dire qu'elle doit montrer l'intérêt de la leçon aux apprenants.
7. Elle ne doit comporter ni lacunes ni équivoques, etc.

Nous présentons ci-dessous ladite leçon modèle.

Date :

Institution : Université de Kinshasa, Faculté des Sciences
Economiques, Département d'Economie
Rurale.

Niveau : première licence.

Intitulé du cours : Sociologie Rurale.

Intitulé de la leçon : Exode rural en Afrique tropicale :
une approche explicative de
M.P. Todaro.

Procédé : mixte (exposé et découverte).

But : donner à l'étudiant (e) une connaissance générale
sur le phénomène de l'exode rural en Afrique
tropicale.

O.S. : A l'issue de la huitième leçon du cours de
Sociologie Rurale, l'étudiant (e) de première
année de licence en Economie Rurale sera
capable de : circonscrire la problématique liée
au phénomène de l'exode rural et des migrations
en général en Afrique tropicale et d'en établir les
causes, ainsi que les mécanismes susceptibles
d'atténuer la désertion des campagnes.

Mat. did. : T.N., syllabus, craies.

Durée de la leçon : deux heures.

Procédé	Matière
<p>P.</p> <p>1. <u>Introduction</u></p> <p>- Un résumé du chapitre précédent par un groupe d'apprenants (5 personnes) pendant 10 à 15 minutes.</p> <p>Synthèse par l'enseignant</p> <p>P.</p>	<p>G. = <u>Partie globale</u></p> <p>Titre : <u>Colonat au Congo belge</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition - Grand problème de coexistence entre colons et colonisés - Matière répartie en quatre sections, suivie d'un bref commentaire pour chacune des sections. - Bref débat. <p>A. = <u>Partie analytique</u></p>

<p>2. <u>Développement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction à la nouvelle leçon (chapitre) par l'enseignant. - Exposé de la matière par l'enseignant, entrecoupé par des questions de découverte, de contrôle ou d'interpellation. - Participation des apprenants. - Modération par l'enseignant <p>P.</p> <p>3. <u>Conclusion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un résumé de la leçon par l'enseignant. 	<p>Titre : Exode rural en Afrique tropicale : une approche explicative de M.P. Todaro.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Notions - Causes et mécanismes des migrations vers les villes. - Mesures tendant à atténuer la désertion des campagnes. - Sévères critiques du modèle de M.P. Todaro. - Intervention des apprenants : complément d'information, questions sur l'un ou l'autre aspect de la leçon sur lequel les apprenants souhaitent un peu plus d'éclaircissement, etc. <p>S. = <u>Partie synthétique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Résumé de la matière.
---	--

Conclusion

Le corps humain est une parfaite structure, un don du Très-Haut, donc une perfection divine. C'est pourquoi l'homme doit être le reflet de lui-même en cette perfection, dans tout ce qu'il entreprend : toutes ses œuvres doivent donc être ordonnées. L'enseignant à

fortiori, en ce qui le concerne, doit être minutieux, méticuleux et sérieux en tout et pour tout ce qui lui confère la qualité d'enseignant, c'est-à-dire ce modèle de société qui le distingue de toute autre personne au sein d'une communauté donnée. Le cours qu'il conçoit, avant d'être livré, sera préparé à l'avance, et bien ordonné, c'est-à-dire structuré, pour qu'il soit potable et assimilé avec aisance par les apprenants et que lui-même, l'enseignant, soit pris au sérieux.

Enfin, dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo, nous disons que l'amateurisme doit cesser. Et, pour former, il faudrait bien entendu être soi-même bien formé, pour ensuite instruire des hommes valables qui prendront la relève du pays. C'est pourquoi, croyons-nous, enseigner, c'est aussi un art et une tâche délicate à la fois, qui ne se fait pas au brouillon : l'enseignement ne doit comporter ni lacunes ni équivoques, car il s'adresse aux apprenants qui attendent tout du maître. D'où la lourde exigence de former quand on est soi-même bien formé : "Un homme instruit vaut mieux qu'un analphabète, qu'il est plus homme, qu'il est mieux armé pour atteindre son épanouissement personnel et réaliser une œuvre utile à la communauté" (Martin Ekwa, 1971 : 181).

Bibliographie choisie

- DECAIGNY, T., *Technologie éducative et audio – visuelle*, Bruxelles, Labor, 1975.
- EKWA, M., *Pour une société nouvelle, l'enseignement national*, Kinshasa, Edition du B.E.C., 1971.

FSACHAROPOULO, G. et M. MAURREN, M., *L'éducation pour le développement*, Paris, Economica, 1988.

SKINNER, B.F., *Pour une science du comportement, : le behaviorisme*, Neuchâtel, Paris, Delachaux et Niestlé, 1979.

Bulletin du Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Education en Afrique, n° 12, Dakar, Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Education en Afrique, 1985.

KONDANI KOWIANDE, F., Les Techniques de communication Pédagogique et des informations psychopédagogiques spécialisées. Cours de D.E.S., Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, Université de Kinshasa, 1995

ANNEXE I. : PLAN DU COURS

Objectifs	Contenu	Stratégies	Evaluation
<p>1. GENERAL O.G. : Développer des connaissances nécessaires à une meilleure compréhension des problèmes du monde rural africain en particulier.</p>	La trame du cours, suivant le modèle du F.O.R.M.E.R.	Exposé – Participation(dialogue) + supports (syllabus et autres).	Voir évaluations formative et normative.
<p>2. TERMINAL D'INTEGRATION O.T.I. : Au terme de ce cours, l'étudiant (e) de première licence en Economie Rurale, sera capable d'analyser rationnellement, les grands problèmes du monde rural.</p>	Sélection thématique des problèmes du monde rural africain - Identification sérieée des grands problèmes récurrents - Etude systématique des cas - Etude des modèles.	Exposé – Participation(dialogue) + Evaluation formative – Support + Evaluation normative.	
<p>3. INTERM. D'INTEGRATION O.I.I. : A l'issue de chaque partie (titre) du cours de Sociologie Rurale, l'étudiant (e) sera capable de :</p> <p>O.I.I. 1. : Maîtriser la</p>	Elaboration d'une grille terminologique – Définitions des concepts fondamentaux – Etudes consacrées à l'effort de l'homme, dans la transformation socio -		

			Evaluation
<p>terminologie consacrée au monde rural, ainsi que les concepts fondamentaux du cours de Sociologie Rurale.</p> <p>O.I.I. 2 : Distinguer les différentes étapes du développement de l'Economie Rurale pendant et après la colonisation.</p> <p>O.I.I. 3 : Décrire autant que possible les conséquences des flux migratoires vers les villes, en Afrique, et en déterminer les causes.</p> <p>Il. 4. : Démontrer l'importance du développement rural, dans le monde des pays africains.</p> <p>4. <u>SPECIFIQUES</u> O.S. : Au terme du cours de Sociologie Rurale, l'étudiant (e) de première Licence en Economie Rurale sera</p>	<p>économique des communautés rurales, avant et après l'indépendance – Comparaison – Etude des phénomènes liés à la ruralité – Comparaisons.</p> <p>Présentation théorique et systématique des problèmes du monde rural africain – Classification des besoins – Recours aux modèles existants.</p>	<p>Exposé + Participation(dialogue).</p>	

			Evaluation
<p>capable de :</p> <p>O.S. 1 : Identifier les principaux problèmes du monde rural africain.</p> <p>O.S. 2 : Définir les besoins, tant humains que matériels entrant en compte dans le développement rural africain.</p> <p>O.S. 3 : Critiquer, sans recourir aux notes du cours, tout projet de développement rural.</p> <p>O.S. 4 : Démontrer l'importance du développement rural dans celui des pays africains.</p>			

ANALYSE D'UN TYPE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LE MICROCRÉDIT. CAS DE L'ONG NDAKO YA BISO

Par

Jean-Pascal LONGELE Bamoina⁴³

Résumé

L'évolution de la situation socio-économique en milieu urbain congolais en général et kinois en particulier, a poussé certaines familles à se lancer, avec le soutien de certaines ONG, dans une activité génératrice de revenus pour lutter contre la pauvreté. Une analyse des expériences de terrain permet de proposer un type, pas nécessairement un idéal-type, d'apport aux familles en difficultés.

Mots clés : Pauvreté – Microcrédit – ONG – Famille

Abstract

The evolution of the socio-economic situation in urban areas of the Congo in general and in Kinshasa in particular, has led some families to engage, with the support of some NGOs, in an income-generating activity to fight against poverty. An analysis of field experiences allows us to propose a type, not necessarily an ideal type, of support to families in difficulty.

Key words : Poverty - Microcredit - NGO - Family

Introduction

Les pillages des années 1991 et 1993 en République Démocratique du Congo ont laissé des stigmates tel que

⁴³ Assistant au département de sociologie, la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa.

l'économie peine à se relever durablement. Les grandes et petites entreprises, les ménages de cette époque et même ceux d'aujourd'hui éprouvent des difficultés à décrocher des opportunités de gagner des revenus substantiels pour leur épanouissement.

Cette situation explique en partie certains phénomènes que nous observons : le banditisme urbain, le vol à mains armées, le kidnapping, la prostitution des jeunes, les enfants en situation de rue, la promiscuité, la prolifération des églises de réveil, le nombre exagéré des journaliers dans des entreprises, la multiplicité des marchés pirates, les vendeurs à la sauvette, les ONG de crise, etc.

Des associations caritatives notamment les ONG s'activent et se spécialisent dans la mise en route des projets fascinants aux yeux du pouvoir public et à ceux des bailleurs de fonds, lesquels dans l'optique de soutenir les personnes vulnérables économiquement, notamment les personnes de 3^{ème} âge, les enfants en situation de rue et leurs familles, les déplacés de guerre, les déscolarisés, les personnes vivant avec handicap et autres.

Les ONG basées à Kinshasa, militant pour la réinsertion des enfants en situation de rue ont constaté entre autres que le faible pouvoir économique des familles insécurise la réinsertion desdits enfants et qu'il importe de le relever au profit des familles à travers un outil appelé « Microcrédit ». Celui-ci est octroyé à la personne ayant ou aura accueilli l'enfant en réinsertion et capable de gérer une Activité Génératrice de Revenu, AGR en sigle. La finalité c'est l'autonomie financière de toutes les familles des enfants en réinsertion. Les objectifs sont la satisfaction des besoins de base (repas équilibré, habillement, soins de santé, logement, etc.) pour toute la famille : la scolarisation de l'enfant en réinsertion, contrer la rechute et des nouvelles descentes dans la rue.

La méthodologie est un chemin obligé de tout chercheur en vue d'atteindre l'objectivité de ses recherches. A cet effet, nous faisons recours à la méthode dialectique, du fait que, d'après Loubet Del Bayle J.-L. (2007 : 142), la dialectique « est d'abord associée au concept de totalité en niant l'isolement entre ensembles et leurs parties et en soulignant que la réalité sociale est le fait de l'ensemble des interactions entre ses différents éléments. Elle tend ensuite à privilégier la recherche des contradictions au sein de cette réalité, en mettant en relief, derrière l'apparente unité du réel, les tensions, les oppositions, les conflits, les luttes, les contraires et les contradictoires ». Zimango Ngama R. (2010 : 22) explicite cette méthode en ces termes : « faire recourir à la méthode dialectique consiste à analyser une action dans son fonctionnement, dans ses relations avec d'autres phénomènes et dans son évolution. Ainsi dit, nous analysons le phénomène de lutte contre la pauvreté à travers le microcrédit, tel qu'initié par l'ONG Ndako ya Biso au profit des familles des enfants en réinsertion sociale.

Pour saisir cette réalité sociale, nous avons associé cette méthode à la technique d'observation participante. Ces dernières (méthode et technique) nous ont permis d'observer et d'analyser les pratiques des acteurs impliqués dans ce phénomène de microcrédit : d'un côté les initiateurs de l'ONG et les bénéficiaires, qui sont les familles en difficulté socioéconomique.

A l'issue de cette démarche, nos objectifs (ou les résultats attendus) consistent à déceler la nature des forces et des faiblesses des uns et des autres dans ces rapports socioéconomiques en vue de proposer quelques pistes de solutions tant au niveau de familles bénéficiaires de

microcrédit, de l'ONG Ndako ya Biso ainsi que de l'État congolais de réguler ce secteur pour qu'il soit profitable à tous.

Ainsi, cet article est structuré en six points essentiels, notamment l'éclairage conceptuel, l'état de lieux de la crise économique, de microcrédit et de la réussite familiale à Kinshasa, l'étude de cas : ONG NDAKO YA BISO (NYB), quelques contraintes liées au fonctionnement et les perspectives.

CADRE CONCEPTUEL

Le concept de la pauvreté est très complexe à définir. En dépit de la diversité des personnes et des structures qu'elle affecte, elle a, dans la vie quotidienne, plusieurs causes et conséquences, notamment : les besoins vitaux fondamentaux non satisfaits ; la détérioration du travail productif ; le manque de paix et de sécurité ; la culture d'impunité qui renforce la corruption, l'injustice et l'exclusion sociale, l'insécurité urbaine, etc.

Nous estimons que l'incapacité de manger convenablement est exprimée par le fait de manger une quantité faible et très peu nutritive. L'incapacité d'avoir un logement décent et salubre, de se faire soigner, et d'avoir des habits décents fait allusion aux difficultés d'accès aux infrastructures et services sociaux de base de qualité tel qu'identifié par la population comme problème majeur à la base de la pauvreté en RDC.

Les économistes et les historiens partagent l'intérêt d'une étude empirique des crises. Le constat de leur caractère récurrent a donné naissance à une théorie des fluctuations et des cycles économiques. Toutefois, les cycles sont de durées diverses et parfois spécifiques à certains secteurs d'activité. Les explications des cycles sont également multiples et

contradictaires (anticipations, sous-consommation, surcapitalisation...) ⁴⁴.

Nous pensons que la crise constitue un concept ambigu et polémique en sciences sociales, qui se voit en premier lieu niée par les économistes : la "loi des débouchés" de Say s'attache à démontrer son impossibilité puisque "les produits s'échangent contre les produits". Cette "loi" ne sera totalement réfutée que dans les années 1930, avec l'émergence et la validation du concept keynésien de "demande effective", qui s'érige en paradigme dominant après la Deuxième Guerre mondiale. Et même si la notion de "main invisible" a laissé la place à celle d'intervention stabilisatrice des pouvoirs publics, l'idée selon laquelle "la crise" peut être évitée demeure omniprésente jusqu'au milieu des années 1970 : "dans l'état actuel des connaissances et des idées, une crise prolongée serait impossible" ⁴⁵.

Par la suite, les mécanismes étatiques de régulation ayant progressivement vu leur efficacité régresser, plusieurs approches théoriques de la crise sont à nouveau déclinées, de celle l'associant à l'intervention excessive de l'État à la version de "la crise du capitalisme" (et de sa fin promise), en passant par une multitude de variantes idéologiques. Le concept de crise systémique globale est apparu récemment pour désigner la situation née du découplage des sphères économique et financière ⁴⁶.

Notons que chez les sociologues classiques, le concept de crise est très peu utilisé. Par exemple le *Dictionnaire critique de la sociologie* ne prévoit pas d'entrée "crise" dans l'index, seules les "crises sociales" sont mentionnées et associées à

⁴⁴ <https://www.investindrc.cd/fr/Situation-economique-et-sociale-de-la-RDC>, consulté le 24 Février 2022.

⁴⁵ Idem.

⁴⁶ Ibidem.

d'autres concepts. Trois principales séries de raisons peuvent être évoquées.

En premier lieu, et à la différence de l'économie, la sociologie n'identifie pas tous les comportements déviants à des indicateurs de "crise". Par exemple, un "suicide" ou un "crime" n'est pas un "événement" sociologique. Au contraire, "classer le crime parmi les phénomènes de sociologie normale, (...) c'est affirmer qu'il est un facteur de la santé publique, une partie intégrante de toute société saine. (...) Le crime est normal parce qu'une société qui en serait exempte est tout à fait impossible» (E. Durkheim, 1986). Par conséquent, la transgression d'une norme morale ou légale ne constitue pas une situation de rupture, dans la mesure où ce processus est inscrit dans la régularité statistique. Le caractère accidentel et conflictuel d'un phénomène sociologique ne s'appréhende pas au travers du fait qu'il constitue une perturbation, qu'il incarne une rupture ou un déséquilibre dans le cours des choses. L'indicateur de la rupture est, à l'inverse, dans le fait de sortir des régularités statistiques : si un suicide ou un crime n'est pas un événement, une vague de suicides ou leur baisse soudaine seraient, en revanche, considérés comme "anormaux". En conséquence, le faible potentiel de généralité statistique du phénomène de crise, qui relève de l'ordre de l'évènement, constitue, sans doute, un premier facteur explicatif du peu d'intérêt porté par les sociologues à la question de la crise : les sociologues américains n'ont quasiment rien écrit sur la crise de 1929 (E. Durkheim, 1986).

Une deuxième hypothèse explicative de ce désintérêt réside dans le rapport au temps nécessaire à la mise à jour de régularités statistiques. Le temps des sociologues n'est pas celui des économistes et ne se confond que rarement avec l'évènement ou "la rupture", qui se doivent, en revanche, d'inspirer une mise à distance critique en leur qualité de représentations sociales. Il est vrai que le "fait social", objet de

la discipline, est caractérisé par une propriété centrale : il existe en dehors des consciences individuelles, estime Durkheim. *A contrario*, "la crise" n'existe que par la conscience que certains acteurs en ont et relève, par conséquent, de l'ordre de la représentation (E. Durkheim, 1986).

Enfin, l'encastrement initial dans le modèle biologique a laissé des traces : à partir de la fin du XIX^e siècle, le souci permanent de se démarquer de l'organicisme a conduit la sociologie à prendre ses distances à l'égard des causalités exogènes, des processus prétendument "naturels" et des formules mal délimitées et passe-partout : "cette notion, en se généralisant, s'est comme vidée de l'intérieur (...). Le mot sert désormais à nommer l'innommable : il renvoie à une double béance : béance dans notre savoir (au cœur même du terme de crise) ; béance dans la réalité sociale elle-même où apparaît la "crise"⁴⁷.

La crise, au sens strict, est le processus de retournement de l'activité économique (quantités de biens et services produits) ; cette crise débouche sur une récession qui peut, elle-même, se transformer en dépression qui correspond à une baisse profonde et durable de l'activité économique. Toutefois, au sens large et courant du terme, on oppose la crise à la croissance : elle comprend donc aussi la période de récession. Parfois même, un simple ralentissement de l'activité économique est qualifié de « crise » notamment s'il a des conséquences négatives pour les travailleurs sur le marché du travail. Enfin, à court terme (quelques mois, un ou deux ans), les économistes parlent de crise ou de récession (terme souvent utilisé par l'INSEE) si l'activité économique baisse durant au moins deux trimestres de suite.

⁴⁷

<https://www.investindrc.cd/fr/Situation-economique-et-sociale-de-la-RDC>, consulté le 24 février 2022.

Dans le cadre de cette recherche, la crise économique qui caractérise la RDC depuis ces pillages constitue le retournement de l'activité économique qui passe d'une croissance forte à une croissance fortement ralentie voire à une baisse de l'activité économique.

Comme nous l'avons indiqué dans la partie introductive, la crise économique à laquelle nous faisons allusion est celle occasionnée par les pillages de 1991 en RDC, Zaïre à l'époque. Cette crise s'explique par le fait que le pays avait vu son économie chutée car les entreprises tant publiques que privées qui contribuaient à la croissance économique et la création d'emplois, ont été pillées systématiquement. Les Congolais qui étaient engagés dans ces entreprises ont perdu leurs emplois et, par conséquent, leurs revenus ont profondément chuté. La majorité de familles avaient, depuis-là, vu leur pouvoir économique baissé pour faire face aux multiples besoins familiaux d'une part, et l'État congolais s'est vu confronté à l'effondrement de l'économie nationale d'autre part. Cette misère généralisée a eu des conséquences majeures, telle la mise des enfants en situation de rue, et l'impossibilité des familles à faire face aux besoins des enfants.

Pour faire face à cette crise multidimensionnelle, certains individus épris du sens du bien-être des masses populaires, ont eu recours aux initiatives nommées « ONG » orientées vers les microcrédits. Le but est d'aider certaines familles à répondre à leurs besoins et à recadrer l'avenir de leurs enfants.

La crise est-elle toujours négative ? Des économistes libéraux estiment que les crises auraient une fonction positive, du fait qu'elles permettent d'éliminer les organisations productives inefficaces. Une fois cette « purge » réalisée, les organisations productives qui continuent à produire sont les plus efficaces pour satisfaire leurs clients. La crise apparaît, à cet effet, comme une épreuve douloureuse mais nécessaire.

Pour soutenir les ménages et les entreprises en situation de crise économique, il a été inventé un système de prêt dénommé « *microcrédit* ». Plusieurs définitions ont été proposées par les scientifiques. Celles fournies par D. Luboya Kayaya (2010 : 4) nous semblent bien indiquées. L'activité de microcrédit consiste généralement en l'attribution de prêts de faible montant à des entrepreneurs ou des artisans qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques.

Le microcrédit est aussi un prêt d'un faible montant, à taux d'intérêt bas, voire nul, consenti par les ONG et des banques partenaires à des personnes considérées comme insolvable pour leur permettre de financer une activité génératrice de revenus. Il est également synonyme de crédit solidaire. Il consiste à prêter de petites sommes à des personnes qui n'ont pas accès au circuit bancaire classique et qui ont un projet de création d'entreprise. Il est aussi un prêt à la création ou au développement de très petites entreprises pour des publics non éligibles au système bancaire, faute de garanties réelles ou d'apport personnel suffisant (D. Luboya, 2010 : 4).

Dans le contexte de cet article, les caractéristiques suivantes sont soutenables : petits montants octroyés aux familles pauvres, remboursables sans intérêt, dans le but de créer ou développer une activité génératrice de revenus. Une des caractéristiques spécifiques de ces ONG est que ce crédit n'est pas impérativement et totalement remboursable. On vise plus l'indicateur majeur, qui est l'amélioration des conditions socio-familiales dues à l'apport du microcrédit, sans viser une forte accumulation mais une réussite.

La *réussite sociale ou familiale* est objectivée dans la possession de l'argent et des biens matériels qui en constituent l'indicateur incontestable ou, ce qui revient au même, le signe extérieur d'une vie réussie. Entrent dans le domaine des objets paradigmatiques de la réussite sociale l'argent, la voiture, les mobiliers et les équipements électroniques, les vêtements, etc.

Les fréquentations des lieux huppés, les voyages à l'étranger, la réjouissance festive, bref l'aisance et la prestance qu'autorise la possession de l'argent et les biens matériels constituent autant de preuves d'une vie réussie.

Dans le cadre des familles kinois, le microcrédit offre les moyens financiers pour accéder à une vie aisée. L'accès au crédit constitue une réussite sociale, une production et reproduction du capital social. A ce sujet, A. Marie (2019 : 341) indique que la centralité du succès matériel dans la déclinaison de l'accomplissement social trouve également sens dans son apport à la production, à la reproduction, voire à la recomposition du capital social dans un contexte où les acteurs négocient leur statut entre l'immersion à leur appartenance communautaire ou à d'autres formes de sociabilité et l'affirmation de leur individualité (A. MARIE, cité par J.-P. MPIANA Tshitenge, 2019 : 341).

En effet, suivant cette logique, la culture matérielle du succès l'emporte dans l'herméneutique sociale de l'accomplissement sur fond de la dynamique de reproduction des rapports sociaux communautaires qu'elle soutient. L'argent et les biens matériels assignent, à ceux qui les possèdent et surtout qui les redistribuent, une position, un statut privilégié dans les réseaux des relations communautaires. Parce qu'ils accroissent leur pouvoir d'intervention dans diverses situations familiales, ils participent à renforcer leur légitimité, leur considération, leur honneur au sein du cercle domestique (A. MARIE, cité par J.-P. MPIANA Tshitenge, 2019 : 341).

Bref, grâce au système de microcrédit, la réussite sociale se veut la consolidation des liens familiaux, ménagers à travers les revenus qui augurent la satisfaction des besoins des membres.

État des lieux de la crise économique, de microcrédit et de la réussite familiale à Kinshasa

Dans ce point, nous faisons l'état de lieux de la crise économique en RDC, de l'apport des ONG par les microcrédits à la réussite des familles à Kinshasa.

Origine et développement du microcrédit en RDC

En République Démocratique du Congo en général, et à Kinshasa en particulier, le microcrédit est devenu, depuis les années 1991 et 1992, un véritable outil de développement et d'intégration sociale réelle. Cela s'explique par le fait qu'il contribue à réduire le nombre des pauvres et des chômeurs ou des enfants marginalisés socialement ; c'est un outil générateur des revenus dans certaines familles, d'intégration des masses populaires kinoises. Car, ces populations sont jusque-là défavorisées dans la sphère de la production et de l'économie marchande. Il contribue aussi, grâce aux revenus générés, à l'économie ménagère de plusieurs familles kinoises.

En RDC, la plupart des services financiers officiels n'ont pas réussi à atteindre les familles pauvres de Kinshasa. L'analyse des activités de micro-finance, à partir d'une perspective socioéconomique et d'intégration sociale, peut contribuer à mieux cibler ces activités en direction des plus pauvres et des groupes sociaux en marge de la société. Faciliter l'accès au microcrédit peut être l'occasion d'augmenter le niveau des revenus, de faciliter le travail productif autonome des pauvres et de permettre aux familles de mettre à l'abri leurs enfants au phénomène « enfants en situation de rue ». De toute façon, il est reconnu que la complexité des contraintes imposées par la pauvreté et les inégalités ne font du microcrédit qu'un élément parmi d'autres dans une approche qui vise à la diminution de la pauvreté dans les familles kinoises.

Pour cela, le microcrédit est un outil très utile qui fournit aux entrepreneurs familiaux à bas revenus un accès à des services financiers ou non et n'est pas un « ingrédient magique » pour la réduction de la pauvreté. Il fournit des instruments d'analyse de genre qui aident les initiatives de micro-finance à définir plus précisément les besoins des clients de façon à ce que ces activités puissent contribuer à la réduction de la pauvreté pour que les familles ayant abandonné leurs enfants dans la rue puissent avoir la possibilité de les récupérer.

A cet effet, l'avant-projet de déclaration du Sommet du microcrédit, qui s'est tenu à Washington en 1997⁴⁸, a présenté le micro-crédit comme « un instrument efficace dans le combat pour l'éradication de la pauvreté et de la dépendance économique ». Le Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP) est une initiative à multiples donateurs, établie par la Banque mondiale, pour réduire la pauvreté grâce à la concentration des ressources en direction du secteur de la microfinance pour les pauvres (CGAP, 2000). Le CGAP a été créé en 1995 avec un fonds d'environ 35 millions de dollars. Il a été décidé que ses principaux clients sont les pauvres, qui peuvent ainsi bénéficier d'un meilleur accès au crédit (le CGAP se concentre davantage sur ce dernier que sur les services financiers), et met l'accent sur les plus pauvres. Le CGAP a décidé que ses politiques viseraient les femmes pauvres (Sacha Lomnitz, 2003 : 27).

⁴⁸ Au moment du sommet, de nombreux agents de la microfinance déplorèrent le choix d'un tel nom. Ils mettaient en avant le fait que les micro-entrepreneurs à bas revenus ont autant besoin d'épargne que de crédit, et peut-être même plus. Le terme de microfinance est plus large. Il couvre aussi d'autres services financiers non disponibles pour les pauvres comme les assurances et les hypothèques. De nombreux agents reprochèrent alors au sommet de se concentrer sur le crédit, soutenant que ce dernier ne devrait pas être considéré comme la panacée pour réduire la pauvreté mais plutôt être un instrument qui peut y contribuer.

Notons que la pauvreté n'est pas seulement un phénomène économique et quantitatif, elle est aussi totalement en relation avec les problèmes structurels de la RDC. Récemment, plusieurs débats ont eu lieu au sujet de la mise en place et de la contribution des microcrédits au trésor public et l'apport de ce dernier pour les pauvres eux-mêmes et de la capacité de tels services à réduire la pauvreté.

Les pauvres ne constituent pas un groupe homogène mais forment des groupes très hétérogènes de consommateurs, de producteurs, d'épargnants, d'investisseurs, d'innovateurs et d'agents économiques contre toute prise de risques. Malheureusement, la pauvreté est également un phénomène en expansion. On estime qu'environ un milliard de personnes vivent dans la pauvreté, avec moins d'un dollar par jour. La différence entre les 20% des plus riches et les 20% des plus pauvres de la population mondiale a été calculée en comparant le PNB des pays avec les plus forts et les plus faibles revenus par habitant. En 1993, le rapport était de 60 pour 1. En 1998, il avait augmenté à 74 pour 1. En l'an 2000, la disparité des ressources a été estimée de l'ordre de 150 pour 1 (Sacha Lomnitz, 2003 : 27).

Il a été démontré que certains aspects de la pauvreté peuvent avoir leur origine dans l'inégalité entre les hommes et les femmes. Le risque d'appauvrissement des femmes peut être en effet plus grand que celui des hommes, principalement dans trois directions, comme le soulignent certains auteurs. Il s'agit : d'être désavantagée en droits et par rapport aux possibilités au sein de sa communauté ; d'avoir une charge de travail plus lourde et un salaire plus bas, comme c'est le cas chez les agents du secteur public en RDC, et d'affronter des obstacles dans la progression sociale comme dans la mobilité géographique, à cause de barrières culturelles et légales du marché du travail.

De l'apport des ONG à travers le microcrédit.

Pour certaines ONG, les microcrédits constituent des véritables outils de lutte contre la pauvreté, de stabilisation et de réunification des familles dans la ville de Kinshasa.

Parmi les outils de stabilisation des enfants réunifiés, le microcrédit accordé à la maman responsable de l'enfant (ou éventuellement à une autre personne ressource proche de l'enfant) nous apparaît comme un élément clé de ce processus dans la mesure où ce microcrédit permet à la maman de commencer, reprendre ou développer une petite activité génératrice des revenus qui pourra subvenir aux besoins de ses enfants et lui permettre d'améliorer les conditions de vie de sa famille. C'est l'objectif-clé de l'autonomisation de la famille qui est recherchée par cet outil. Un enfant qui est descendu dans la rue à cause de la misère de la famille, ne restera pas dans sa famille, si la situation de la misère n'a pas changé. L'expérience a montré que ces microcrédits ne résolvent pas tous les problèmes, mais certaines mamans qui possèdent un esprit d'entreprise peuvent, à partir de là, vraiment prendre en charge l'avenir de leur famille. Et dans ce sens, l'enfant et toute la famille, peuvent vivre dans des meilleures conditions socio-économiques (J.-P. Godding et A. Mushiete, 2019 : 147).

Étude de cas : ONG Ndako Ya Biso (NYB)

L'ONG NYB est une initiative de la Communauté du Chemin Neuf depuis 2004. Elle est spécialisée dans la prise en charge des enfants en situation de rue dans la ville de Kinshasa. Sa vision est que chaque enfant ait une place dans sa famille et dans sa communauté et où tout est fait pour garantir sa protection, sa sécurité et son développement intégral, afin que soit assuré l'avenir et le devenir de la société.

Pour y arriver, NYB incarne un certain nombre de valeurs fondamentales telles que : 1) tout enfant est précieux, un don de

Dieu et une espérance pour l'avenir de la famille, de la communauté ou de la société toute entière ; 2) la place de l'enfant est dans sa famille, qui lui donne identité, histoire personnelle, sécurité et espérance, et non dans la rue ; 3) une famille peut être reconstruite ; 4) les enfants sont résilients et capables de s'adapter, de résoudre les problèmes liés à leur survie, et sont eux-mêmes les agents du changement ; 5) il est possible de trouver les alliés dans tous les secteurs de la société, incluant les enfants eux-mêmes, pour trouver des solutions durables ; 6) chaque enfant, quels que soient sa race, sa religion, sa langue, son état physique, a les mêmes droits qui doivent être respectés et protégés ; 7) l'enfant n'est pas un sorcier et ne peut pas le devenir, même s'il présente quelquefois des comportements difficiles.

Le gros de travail dans cette ONG commence après sa réunification familiale qui est un processus et pas un aboutissement. Un nouveau départ en vue de renforcer la réconciliation et l'autonomisation de la famille qui passe par l'octroi d'un microcrédit.

Les huit étapes suivantes ont été identifiées dans ce processus d'octroi et de suivi d'un microcrédit :

L'identification du bénéficiaire

L'identification du bénéficiaire potentiel est faite par l'éducateur responsable de la réunification de l'enfant qui remplit une fiche de microcrédit : il doit s'agir d'une maman responsable de l'enfant ou d'une personne-ressource qui peut contribuer à la prise en charge financière de l'enfant réunifié ou à réunifier. Le crédit est destiné, de manière prioritaire, à une maman, parce que celle-ci est plus attentive à la bonne gestion d'un petit capital en vue de subvenir aux besoins de sa famille.

En effet, cette identification et demande doivent se faire idéalement avant la réunification familiale de l'enfant afin de

permettre à la famille d'améliorer ses conditions de vie pour mieux accueillir l'enfant.

La personne retenue doit pouvoir répondre aux critères suivants : a) avoir, dans la mesure du possible, déjà eu l'expérience d'un petit commerce (des personnes qui n'ont pas encore eu à gérer une activité génératrice des revenus, demandent un soutien plus intensif) ; b) avoir la santé et la capacité de pouvoir faire ce travail (certaines femmes sont trop âgées et fatiguées ou peu équilibrées mentalement) ; c) être d'accord avec la proposition de crédit à rembourser hebdomadairement pendant trois mois ; d) être stable dans son foyer ; e) avoir l'accord de son époux afin d'éviter tout problème de conflit ou de jalousie ensuite.

L'étude du projet

Une visite de prospection par l'éducateur responsable des microcrédits est faite afin d'identifier la personne – entrepreneur – et d'évaluer son projet d'entreprise. L'éducateur écoute la personne, généralement une maman, observe son activité et analyse son expérience et son projet. Il vérifie si la personne exerce actuellement une activité génératrice des revenus ou bien a arrêté cette activité et pour quelle raison. Il discute avec la maman de son expérience dans son domaine d'activité afin de vérifier l'expérience professionnelle de la maman. Une fiche d'identification de l'entreprise est remplie. Une décision de principe est prise sur l'octroi d'un crédit : la décision est positive si la personne répond aux critères mentionnés. Elle est négative si la personne ne répond pas à ces critères. Mais l'importance du microcrédit conduit à poursuivre la recherche d'une autre personne proche qui pourrait obtenir ce crédit et subvenir au moins partiellement aux besoins de la famille.

La journée de formation

Une journée de formation pour le renforcement des capacités des personnes retenues pour l'octroi d'un crédit est organisée, au moins une fois par mois. Une liste de présences est signée et le transport remboursé pour les personnes invitées. La formation met l'accent sur l'importance de la petite entreprise familiale, la bonne élaboration du projet d'entreprise, le calcul du prix de vente, le choix d'un produit à vendre et d'un lieu pour vendre, la construction d'une bonne relation avec leurs clients ... A l'occasion, les mamans peuvent échanger leurs expériences dans ce domaine.

Quand on parle de la formation, on a souvent l'idée de nouvelles connaissances à donner à celui (ou ceux) qui n'en a (ont) pas. Dans ce sens, c'est l'inculcation qu'il s'agit et c'est difficile de trouver une (des) tête(s) vide(s) où verser des savoirs chez les adultes qui ont des prérequis sur la gestion d'une activité génératrice de revenus.

Des connaissances diverses détenues par les personnes ressources qui sont éligibles aux microcrédits, l'équipe d'animateurs formée pour gérer ce secteur s'efforce à construire, à reconstruire ensemble avec elles, un ordre cohérent d'étapes de production commerciale. Deux niveaux de formation sont établis :

a) Premier niveau

Le premier niveau concerne les nouveaux bénéficiaires. C'est-à-dire ceux qui doivent recevoir pour la première fois le microcrédit. Et c'est à ceux-là qu'on rappelle les fondamentaux du commerce à leur niveau de compréhension. Cette formation s'articule autour des points tels que :

- Comment élaborer un projet d'activités ;
- Les éléments constitutifs d'une entreprise ;
- Les sortes d'entreprises (commerciale, industrielle, de service) ;
- La création d'entreprise ;

- Le profil d'un chef d'entreprise ;
- Les objectifs SMART ;
- Le calcul de bénéfice ;
- L'utilisation des bénéfices ;
- Comment piloter son entreprise ;
- Comment sécuriser son capital ;
- Comment fidéliser les clients ;
- Séparer la caisse d'entreprise de celle d'autres sources,
- L'épargne, etc.

b) Deuxième niveau

Ce niveau concerne ceux qui doivent renouveler le crédit. A ce stade, c'est plus la révision des anciennes notions reçues et les échanges autour des réalisations avec le dernier crédit. Et enfin, le projet pour le nouveau crédit à recevoir.

L'octroi d'un crédit

Une convention de microcrédit est signée entre l'éducateur responsable de microcrédit et la maman-entrepreneur (un modèle de convention est proposé), le crédit étant octroyé par la trésorière de NYB. Le premier crédit est en principe d'un montant de 50 dollars.

Les visites de suivi et de remboursement du crédit

Des visites régulières des mamans sont assurées par un responsable des microcrédits en vue du suivi de l'entreprise et du remboursement hebdomadaire du crédit. Celui-ci étant octroyé en principe pour une période de trois mois, le premier remboursement se fera une semaine après l'octroi du crédit. Le responsable des microcrédits dans un secteur déterminé se met d'accord avec la maman pour le jour, le lieu, l'heure et le montant à rembourser. L'objectif de la visite hebdomadaire est double : à la fois, assurer le remboursement régulier du crédit et le suivi de l'évolution de la petite entreprise de la maman. Des

fiches de visite doivent être remplies, des cartes de remboursement signées tant par la maman bénéficiaire que par l'éducateur qui perçoit le remboursement. Celui-ci établit sa fiche de synthèse des remboursements à la fin de la semaine afin de remettre ces montants à la trésorière de NYB.

Au moment d'accompagnement à domicile (c'est l'assistance individualisée de l'activité du bénéficiaire de microcrédit), l'éducateur social chargé de suivi à domicile du microcrédit accompagne le concerné depuis le choix de l'activité jusqu'à l'autonomisation en passant par l'étude du marché, la matérialisation de l'entreprise, sa gestion pour la rentabilité, etc., en mettant au profit du bénéficiaire ses connaissances et diverses expériences acquises d'accompagnements antérieurs d'autres personnes. C'est aussi l'éveil de conscience pour pousser à la performance et limiter la routine.

Les rencontres trimestrielles d'échange

Des rencontres trimestrielles sont organisées entre les mamans bénéficiaires des microcrédits en vue d'échanger leurs expériences (une liste de présences est signée). En principe, le responsable des microcrédits dans un secteur déterminé doit organiser des rencontres d'échange trimestrielles entre les mamans vivant dans un même quartier. Cette rencontre est importante : elle permet à des mamans, souvent trop isolées dans leurs activités, d'échanger leurs expériences avec d'autres mamans qui rencontrent les mêmes problèmes et ainsi renforcer leur confiance dans leur activité.

Séance tenante, chacun expose son activité, comment celle-ci évolue et les difficultés qu'il rencontre. Un débat d'idées s'ouvre à la fin de chaque exposé afin de ressortir les pistes de solutions pouvant servir le confrère en difficulté dans son activité.

La responsabilité et le respect d'engagement, la situation du pays, la pénurie, la mévente, le vol, les maladies, l'insécurité, le changement de prix, l'épargne ... sont des thèmes souvent exploités.

L'évaluation du microcrédit et l'octroi d'un nouveau microcrédit

L'évaluation du microcrédit est faite après la fin de son remboursement (une fiche d'évaluation est à remplir) :

- la maman a-t-elle pu réaliser son projet comme prévu ?
- quels obstacles a-t-elle rencontré ?
- le revenu familial s'est-il amélioré ?
- Quels en sont les signes apparents ? (amélioration de l'alimentation, prise en charge des frais scolaires, des frais de santé, etc.) ;
- quelles perspectives pour le renforcement de l'activité de la maman ? Un nouveau microcrédit d'un montant plus élevé est-il justifié ?

En cas de bon remboursement, même au-delà des détails prévus, la décision est prise de l'octroi d'un nouveau crédit plus élevé que le premier (d'un montant de 50 \$ à 100 \$ au maximum, le fond de roulement ne permettant pas d'octroyer des crédits plus élevés). Dans ce cas, la maman participe à une nouvelle journée de formation où elle peut partager son expérience avec les autres et signe une nouvelle convention de microcrédit. Si le remboursement se poursuit correctement, la maman pourra régulièrement renouveler son microcrédit pendant la période de stabilisation de trois ans de l'enfant. Une limite du nombre de microcrédits n'est pas fixée.

En cas de non-remboursement ou de remboursement partiel, un nouveau microcrédit pourra toutefois être octroyé si la cause du non-remboursement n'est pas liée à un détournement volontaire, mais bien à une contrainte extérieure : maladie de la

femme ou des enfants, décès d'un membre de la famille, vol, catastrophe naturelle (inondation, incendie...). L'essentiel est que la personne comprenne bien que le crédit n'est pas un cadeau, mais l'engagement d'une entreprise.

La clôture du dossier

Le dossier de la maman est clôturé soit par défaut de remboursement (décès, voyage, faillite) malgré une série de visites de rappel, soit à la fin de la période de stabilisation de trois ans (autonomisation de la famille). Une fiche de clôture est remplie.

Dans toute organisation humaine, les faiblesses ne manquent pas. Elles peuvent être liées à l'environnement politique, économique, socioculturel, etc. Ainsi, parlons à présent quelques faiblesses des ONG de microcrédits.

Cibles des microcrédits

- Évolution de l'AGR et accroissement du capital ;
- Épargne ;
- Satisfaction des besoins socio-économiques ;
- Indépendance financière.

Évolution de l'AGR et accroissement du capital

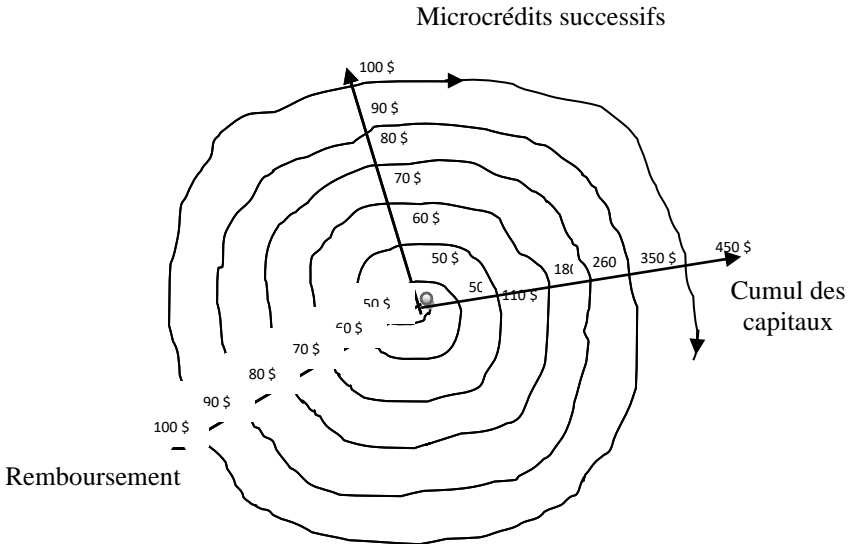
Les microcrédits ne sont pas éternels. Ils seront absents un jour, cesseront d'être octroyés à un moment, à une condition, à une raison, à une personne donnée. L'institution d'octroi a arrêté des stratégies pour faire évoluer l'AGR.

a) Cycle évolutif du capital

Le premier crédit étant de 50 \$, les suivants crédits se font l'addition de 10 \$ par rapport au précédent. Donc, après 50, c'est celui de 60, suivi de 70, ainsi de suite jusqu'à atteindre 100 \$ qui constitue le plafond.

Notons que le remboursement de crédit se fait sur base de bénéfice. A la fin de remboursement, le capital de 50 \$ reste pour le bénéficiaire. Et le nouvel emprunt de 60\$ vient s'ajouter sur le 50\$ pour faire 110 \$, avec lequel le bénéficiaire n'aura à rembourser que 60 \$ du second crédit. Cette logique demeure comme telle jusqu'à la fin du contrat dont la date n'est pas fixée.

Diagramme graduel spiral



b) Tranches du remboursement par semaine

Selon le principe de Ndako ya Biso, un crédit devra durer 3 mois avant la fin de son remboursement total. Plus ou moins 8% de crédit est à rembourser une fois par semaine. Toutefois, le rythme du remboursement revient au bénéficiaire selon l'allure de son activité commerciale, et en accord avec le référent du crédit.

Épargne

L'épargne est une des notions de base que les bénéficiaires des microcrédits assimilent théoriquement lors des échanges et formations. Le rythme du remboursement, des besoins à combler en famille et les imprévus classent, non seulement à l'arrière-plan l'épargne, mais et surtout l'étouffent.

L'institution, en convenance avec les bénéficiaires des microcrédits, a mis à leur disposition une carte d'épargne afin de sécuriser l'AGR de la faillite après la clôture du dossier.

Quelques contraintes liées au fonctionnement

En RDC, les institutions des microcrédits font face à un certain nombre des contraintes au sens où leurs opérations sont contrôlées au niveau gouvernemental, comme par exemple l'amélioration du climat des affaires qui peut être nécessaire pour que les clients puissent avoir accès aux marchés. Plus généralement, les institutions des microcrédits doivent affronter des contraintes relatives à leur expansion et déterminées par l'environnement macroéconomique global, telles que les *Contraintes macroéconomiques* (les taux d'inflation élevés diminuent la véritable valeur du capital et réduisent celle des remboursements de prêts. De plus, les clients ne souhaitent pas épargner quand l'inflation est très forte et, durant ces périodes, les institutions des microcrédits limitent parfois leurs services aux seules formations liées aux affaires) et les *Obstacles pour les ONG engagées dans des opérations de microfinance* (les réglementations qui interdisent la mobilisation de l'épargne de la part de celles-ci, les limites imposées par les gouvernements quant à la taille des prêts qu'elles peuvent accorder aux clients à bas revenus, les limites sur les taux d'intérêt qu'elles peuvent faire payer aux emprunteurs et le montant des fonds qu'elles peuvent recevoir de sources extérieurs).

❖ Quelques faiblesses

- La personne de l'entrepreneur n'est pas bien prise en compte dans le processus ;
- Le rythme et l'échéance du remboursement peuvent entamer l'AGR ;
- L'entrepreneur locataire éprouve des difficultés ;
- Le crédit n'est accordé qu'aux familles des enfants suivis par Ndako Ya Biso ;
- Le crédit peut ou ne pas être remboursé ;
- La famille nombreuse aura du mal à souscrire ;
- L'expérience et la capacité ;
- Qualité de l'AGR et de marchandise ;
- Accession difficile au système de crédit bancaire.

Perspectives

L'ONG NYB est une institution de réinsertion sociale, spécialement des enfants en situation de rue. Elle est spécialisée à la rescousse des pauvres. Pour cette fin, elle n'envisage pas retirer les intérêts directement au dos des pauvres. Mais elle vise redonner l'espoir aux enfants en difficulté avec leur famille pour instaurer un climat de dignité et de l'unité familiale. Pour NYB, les femmes constituent un bastion de fiabilité aux microcrédits que les hommes dans la mesure où elles gèrent mieux leurs activités et remboursent beaucoup mieux que les hommes.

C'est ce qu'affirme le PNUD en ces termes : « Les femmes constituent la majorité des pauvres. Cependant, selon une perspective socioéconomique et relative aux questions de parité hommes-femmes, elles ne constituent pas un groupe homogène (tout comme les pauvres) et il n'existe pas une recette de microfinance générique qui puisse satisfaire leurs différents besoins. Par rapport aux questions socioéconomiques et de parité hommes-femmes, un consensus croissant apparaît

et doit être analysé pour garantir que la microfinance est aussi utile aux femmes qu'aux hommes, aux groupes en marge de la société et aux plus pauvres (Sacha Lomnitz, 2003 : 81).

Le microcrédit, tel qu'octroyé par Ndako ya Biso, est sélective ou accordé de façon sélective. Or, le besoin ou les demandes sont énormes dans les quartiers populaires. Les réalisations, le mérite ne sont observables que dans les tiroirs ou des classeurs des dossiers de Ndako ya Biso. Par conséquent, nous suggérons que l'État congolais intervienne pour que la misère, tant décriée, puisse trouver solution. Il serait mieux de mettre en place les équipes d'études, d'organisation et de mise en marche de ce microcrédit au profit de tous ceux qui ne sont pas éligibles au système bancaire.

Que le fonds créé par les remboursements soit alloué à d'autres fins du développement communautaire. Que des ateliers de formation d'initiation à l'entrepreneuriat au modèle des centres de formation professionnelle soient organisés à l'intention de ces micro-entrepreneurs qui vendent çà et là pour la survie de leurs ménages afin qu'ils arrivent à bien gérer et faire grandir leurs AGR. De ces écoles initiatiques bien élaborées et mises en marche par l'État, les finalistes seront sanctionnés par un brevet (chacun) de mérite après évaluation.

Conclusion

Nous notons, en somme, que le microcrédit joue un rôle crucial dans la crise socioéconomique que traverse la majorité de familles kinoises depuis les pillages des années 1991 et 1993, le changement de régimes politiques et les rebellions qui se sont succédés en RDC. Cette situation a occasionné l'effondrement du pouvoir parental et l'abandon de plusieurs enfants par leurs familles.

Dans le but de sauver ces enfants, les ONG ont été mises en place à travers le pays, spécialement à Kinshasa. C'est dans

cette optique que l'ONG Ndako ya Biso milite pour secourir les parents capables d'entreprendre des activités génératrices de revenus pour réinsérer leurs enfants. Pour y arriver, elle a mis sur pied un certain nombre de stratégies, tel le microcrédit, qu'elle octroi à certains parents soucieux de voir leur famille réunifiée. Malgré certaines faiblesses qu'on peut enregistrer dans ce processus de réinsertion socio-familiale, nous pensons que la contribution des ONG de manière sélective n'est observable que dans leurs tiroirs ou classeurs des dossiers de leurs bénéficiaires. Mais, vu l'immensité des familles demandeurs, ce microcrédit paraît être limité. Il est indispensable que l'État congolais intervienne pour que la misère, tant décriée, puisse trouver solution. Il serait mieux de mettre en place les équipes d'études, d'organisation et de mise en marche de ce microcrédit au profit de tous ceux qui ne sont pas éligibles au système bancaire. Ce n'est qu'à ce niveau ici que l'État congolais aura produit des familles fortes et une classe moyenne souhaitées.

Bibliographie

Campeau R. et al., *Individu et société. Introduction à la sociologie*, 2^{ème} éd., Canada, Gaëtan Morin éditeur, 1998.

Durkheim E., *Les faits économiques*, s.l, 1986.

Godding J.-P. et Mushiete A., *Petits bandits, petits voleurs, petits sorciers. Méthodologie d'accompagnement et de réconciliation des enfants de la rue à Kinshasa*, Paris, L'Harmattan, 2019.

<https://www.investindrc.cd/fr/Situation-economique-et-sociale-de-la-RDC>, consulté le 24 Février 2022.

Luboya Kayaya D., *Le microcrédit et sa gestion. Une mission sociale de lutte contre la pauvreté pour une paix durable*, Kinshasa, EBIC PRESS, 2010.

Mpiana Tshitenge J.-P., *Quelques singularités congolaises. Enjeux, compromis et reconfigurations sociales*, Kinshasa, L'Harmattan-RDC, 2019.

Sacha Lomnitz, *FAO : Un guide pour la micro finance sensible au genre. ASEG Programme d'analyse socioéconomique selon le genre*, Rome-Italie, 2003.

Shomba Kinyamba S., *Méthodologie de la recherche scientifique*, Kinshasa, Ed. M.E.S., 2007.

Zimango Ngama, R., *Hyperreligiosité et vie familiale à Kinshasa*, Mémoire de D.E.S en Sociologie, FSSAP, UNIKIN, 2010, inédit.